

PERFORMANCE DES MRC ET DES MUNICIPALITÉS LOCALES DE LA CMM  
À PROTÉGER LEURS MILIEUX NATURELS EN CONCORDANCE  
AVEC LE PLAN MÉTROPOLITAIN D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT

Par  
Étienne Langlois-Dor

Essai présenté au Centre universitaire de formation en environnement et développement durable  
en vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env)

Sous la direction de Monsieur Michel Rochefort

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Janvier 2017

## SOMMAIRE

**Mots-clés** : milieu naturel, protection, Communauté métropolitaine de Montréal, municipalité régionale de comté, municipalité locale, indicateur de performance, concordance

Au début des années 1990, une prise de conscience de la valeur des milieux naturels et de leur biodiversité s'observa à différentes échelles. La *Convention sur la diversité biologique*, publiée en 1992 lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, fut un élément déclencheur en matière de protection des milieux naturels. En 2010, la Convention adopta un plan stratégique établissant entre autres l'objectif de protéger 17 % des milieux terrestres pour 2020. C'est de cet objectif, repris par le gouvernement du Québec, que la Communauté métropolitaine de Montréal s'inspira afin d'élaborer son propre objectif de protéger le même pourcentage de son territoire. L'atteinte de celui-ci est tributaire d'un processus de concordance établi par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* entre le *Plan métropolitain d'aménagement et de développement*, les schémas d'aménagement et de développement des municipalités régionales de comté et les outils d'urbanismes des municipalités locales.

L'objectif principal de cet essai est d'analyser, à l'échelle de la Communauté métropolitaine de Montréal, la performance des municipalités régionales de comté et des municipalités locales à traduire, dans leur outil d'aménagement et d'urbanisme, les orientations, les objectifs et les critères définis au *Plan métropolitain d'aménagement et de développement* en matière de protection des milieux naturels. Cette performance est mesurée à l'aide d'un indicateur élaboré pour cet essai. Pour y parvenir, un portrait des milieux naturels de la Communauté métropolitaine de Montréal est dressé. L'essai s'appuie sur celui-ci afin de sélectionner deux municipalités régionales de comté et cinq municipalités locales sur lesquelles utiliser l'indicateur de performance. L'analyse des résultats révèle que les municipalités régionales de comté performant mieux que les municipalités locales. De plus, c'est par rapport à la réalisation d'un plan de conservation des milieux humides que ces dernières performant le moins bien. En s'appuyant sur ces analyses, l'essai recommande notamment que l'élaboration du plan de conservation des milieux humides soit réalisée à l'échelle des municipalités régionales de comté plutôt qu'à celle des municipalités locales. Ce travail pourrait servir au gouvernement québécois afin d'améliorer la protection des milieux naturels, non seulement à l'échelle du Grand Montréal, mais également à celle de la province.

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier premièrement monsieur Michel Rochefort, mon directeur d'essai, pour son dévouement, sa patience, sa disponibilité et pour m'avoir offert si généreusement son temps. Sa collaboration est énormément appréciée et sans elle, la réalisation de cet essai aurait été impossible.

Je tiens également à remercier tous les professionnels des MRC, des municipalités locales et de la CMM qui ont mis le temps et les efforts de répondre à mes questions et pour m'acheminer les documents demandés. Cet essai n'aurait pu se réaliser sans leur assistance.

Un merci à tous ceux qui ont participé à la correction, la révision et la mise en page de cet essai, c'est-à-dire Sylvie Dore, Pierre Langlois, Ariane Pilon et Dominique Robert-Dubord. Ils ont contribué de façon inestimable à la qualité de cet essai.

Merci particulièrement à mes parents Sylvie Dore et Pierre Langlois, ainsi qu'à ma conjointe Dominique Robert-Dubord pour leur appui moral et inconditionnel.

Merci à Judith Vien du CUFE pour avoir répondu à mes questions précises en lien avec le contenu exigé de l'essai et avec le *Protocole de présentation des travaux écrits*.

Finalement, merci à Médhavi Dusseault et à Julie Hamel, de chers collègues de la maîtrise en environnement, pour leur appui moral et technique.

## TABLE DES MATIÈRES

|   |    |
|---|----|
| INTRODUCTION.....   | 1  |
| 1. MISE EN CONTEXTE.....  | 4  |
| 1.1 La Communauté métropolitaine de Montréal .....  | 4  |
| 1.2 L'enjeu des milieux naturels et de la biodiversité.....   | 5  |
| 1.3 La prise de conscience de la valeur de la biodiversité .....  | 6  |
| 1.3.1 La prise de conscience de la valeur de la biodiversité à l'échelle internationale .....   | 7  |
| 1.3.2 La prise de conscience de la valeur de la biodiversité à l'échelle canadienne .....   | 7  |
| 1.3.3 La prise de conscience de la valeur de la biodiversité à l'échelle québécoise .....   | 8  |
| 1.3.4 La prise de conscience à l'échelle des gouvernements locaux .....   | 8  |
| 2. MÉCANISMES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES ENCADRANT LA PROTECTION DES<br>MN AU QUÉBEC ET SUR LE TERRITOIRE DE LA CMM .....          | 9  |
| 2.1 La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, le partage des compétences en aménagement et les<br>exercices de concordance prévus..... | 9  |
| 2.2 Les orientations gouvernementales et la protection des milieux naturels .....   | 10 |
| 2.3 La CMM et la protection des milieux naturels .....  | 11 |
| 2.4 La protection des MN par une MRC ou une municipalité locale .....   | 12 |
| 2.4.1 Les affectations du territoire .....  | 12 |
| 2.4.2 Le règlement de zonage .....  | 13 |
| 2.4.3 Les mesures réglementaires d'abattage d'arbres .....  | 14 |
| 2.4.4 Les autres outils réglementaires en matière d'urbanisme .....   | 14 |
| 2.4.5 L'acquisition d'espaces boisés.....   | 15 |
| 2.4.6 La conservation volontaire sur des terres privées.....  | 15 |
| 2.4.7 Les dispositions de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines<br>inondables.....                         | 15 |
| 3. PORTRAIT ACTUEL DES MN PROTÉGÉS DE LA CMM.....   | 16 |
| 3.1 La définition proposée d'une aire protégée .....  | 16 |

|       |  |    |
|-------|--|----|
| 3.2   | Les catégories d'aire protégée reconnues par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ..... | 17 |
| 3.3   | Le portrait des MN et potentiel de protection des MN de la CMM .....   | 18 |
| 3.3.1 | Les types de milieux protégés sur le territoire de la CMM et la superficie qu'ils occupent .....                   | 18 |
| 3.3.2 | La répartition des milieux forestiers .....  | 20 |
| 3.3.3 | La répartition des milieux humides .....   | 21 |
| 4.    | SÉLECTION DES MRC ET DES MUNICIPALITÉS LOCALES À ÉTUDIER .....   | 25 |
| 4.1   | Les critères menant à la sélection des MRC et des municipalités locales .....                                      | 25 |
| 4.2   | La MRC et les municipalités locales de la Couronne Nord .....  | 26 |
| 4.3   | La MRC et les municipalités locales de la Couronne Sud .....   | 26 |
| 5.    | DÉVELOPPEMENT DE L'INDICATEUR DE PERFORMANCE .....   | 28 |
| 5.1   | La pertinence de l'indicateur de performance .....   | 28 |
| 5.2   | Les outils existants servant d'inspiration à la création de l'indicateur de performance .....                      | 28 |
| 5.2.1 | L'outil du Réseau québécois des Villes et Villages en santé .....  | 29 |
| 5.2.2 | L'outil Réseau scientifique et technique <sub>02</sub> (RST <sub>02</sub> ) .....                                  | 30 |
| 5.2.3 | La Boussole bernoise du développement durable .....  | 33 |
| 5.3   | Les axes d'analyse pour les MRC .....  | 34 |
| 5.3.1 | L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers .....                    | 34 |
| 5.3.2 | L'identification et la caractérisation des milieux humides .....   | 35 |
| 5.3.3 | La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains .....  | 35 |
| 5.3.4 | L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides .....   | 36 |
| 5.4   | L'attribution d'un pointage pour les MRC .....   | 41 |
| 5.5   | Les axes d'analyse pour les municipalités locales .....  | 42 |
| 5.5.1 | Les axes d'analyse pour les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville .....                         | 43 |
| 5.5.2 | Les axes d'analyse pour les municipalités locales de la MRC de La Vallée-du-Richelieu .....                        | 51 |
| 5.6   | L'attribution d'un pointage pour les municipalités locales .....   | 58 |

|       |   |     |
|-------|---|-----|
| 6.    | APPLICATION DE L'INDICATEUR DE PERFORMANCE ET ANALYSE DES RÉSULTATS .   | 60  |
| 6.1   | L'évaluation de la MRC de Thérèse-de-Blainville et de ses municipalités locales sélectionnées   | 60  |
| 6.1.1 | L'évaluation de la MRC de Thérèse-de-Blainville .....   | 60  |
| 6.1.2 | L'évaluation de la Ville de Blainville .....  | 60  |
| 6.1.3 | L'évaluation de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines .....   | 61  |
| 6.2   | L'évaluation de la MRC de La Vallée-du-Richelieu et de ses municipalités locales sélectionnées .....  | 61  |
| 6.2.1 | L'évaluation de la MRC de La Vallée-du-Richelieu.....   | 61  |
| 6.2.2 | L'évaluation de la Ville de Saint-Basile-le-Grand .....   | 61  |
| 6.2.3 | L'évaluation de la Municipalité de Saint-Jean-Baptiste .....  | 61  |
| 6.2.4 | L'évaluation de la municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu.....   | 62  |
| 7.    | ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES MRC ET DES MUNICIPALITÉS LOCALES À PROTÉGER LEUR MN DANS LE CONTEXTE DE LA CONCORDANCE.....                             | 83  |
| 7.1   | L'interprétation globale du pointage final attribué aux MRC .....   | 84  |
| 7.2   | L'interprétation globale du pointage final attribué aux municipalités locales .....   | 84  |
| 7.3   | Les critères et les éléments de conformité pour lesquels les MRC et les municipalités locales performant le mieux et performant le moins .....        | 85  |
| 7.4   | Les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville performent mieux que les municipalités locales de la MRC de La Vallée-du-Richelieu ..... | 85  |
| 7.5   | Les MRC performent mieux que les municipalités locales.....   | 87  |
| 7.6   | La performance de la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu .....  | 88  |
| 7.7   | L'analyse de l'impact du PMAD.....  | 89  |
| 8.    | RECOMMANDATIONS .....   | 91  |
| 8.1   | Les recommandations s'adressant à la CMM .....  | 91  |
| 8.2   | Les recommandations s'adressant au reste du Québec .....  | 92  |
|       | CONCLUSION .....  | 94  |
|       | RÉFÉRENCES.....   | 98  |
|       | BIBLIOGRAPHIE .....   | 106 |

|   |     |
|---|-----|
| ANNEXE 1 – UNITÉS ADMINISTRATIVES ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES DE LA CMM ...                               | 107 |
| ANNEXE 2 – BOIS ET CORRIDORS FORESTIERS MÉTROPOLITAINS DE TENURE PRIVÉE<br>ÉLIGIBLES AU FONDS VERT..... | 108 |
| ANNEXE 3 – DÉFINITION D’UNE AIRE PROTÉGÉE.....  | 109 |
| ANNEXE 4 – CATÉGORIES D’AIRES PROTÉGÉES .....   | 110 |
| ANNEXE 5 – DESCRIPTION DE LA DÉMARCHE DU GUIDE D’ÉLABORATION D’UN PLAN DE<br>CONSERVATION.....          | 113 |
| ANNEXE 6 – APPLICATION DE L’INDICATEUR DE PERFORMANCE.....  | 115 |

## LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

|             |   |    |
|-------------|---|----|
| Figure 3.1  | Classification des aires protégées en fonction du gradient d'intervention humaine .....   | 18 |
| Figure 3.2  | Couvert forestier du Grand Montréal .....   | 21 |
| Figure 3.3  | Localisation et types de milieux humides sur le territoire de la CMM .....  | 23 |
| Figure 3.4  | Potentiel de protection des MN de la CMM .....  | 24 |
| Figure 5.1  | Extrait de la grille d'analyse de projet du RQVVS .....   | 30 |
| Figure 5.2  | Représentation graphique des résultats de la grille d'analyse RST <sub>02</sub> .....   | 32 |
| Figure 5.3  | Représentation graphique des résultats de la grille d'analyse de la Boussole bernoise .....                                     | 33 |
|             |   |    |
| Tableau 3.1 | Le type de milieux protégés sur le territoire de la CMM .....   | 19 |
| Tableau 3.2 | Potentiel de protection des MN de la CMM .....  | 19 |
| Tableau 3.3 | Superficie et part relative du territoire boisé des 5 secteurs géographiques du Grand Montréal, selon des données de 2009 ..... | 20 |
| Tableau 3.4 | Superficie occupée par les milieux humides par MRC (ou territoire équivalent) .....   | 22 |
| Tableau 5.1 | Grille d'analyse de base servant à évaluer les MRC .....  | 38 |
| Tableau 5.2 | Grille de pointage attribuable à la réalisation de chaque critère, pour les MRC .....   | 42 |
| Tableau 5.3 | Catégories de pointage total possible pour une MRC et leur signification .....  | 42 |
| Tableau 5.4 | Grille d'analyse de base servant à évaluer les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville .....                   | 48 |
| Tableau 5.5 | Grille d'analyse de base servant à évaluer les municipalités locales de la MRC de La Vallée-du-Richelieu .....                  | 55 |
| Tableau 5.6 | Grille de pointage attribuable à la réalisation de chaque critère pour les municipalités locales .....                          | 59 |
| Tableau 5.7 | Catégories de pointage total possible pour une municipalité locale et leur signification .....                                  | 59 |
| Tableau 6.1 | Résultat de l'évaluation de la MRC de Thérèse-de-Blainville .....   | 63 |
| Tableau 6.2 | Résultat de l'évaluation de la Ville de Blainville .....  | 66 |
| Tableau 6.3 | Résultat de l'évaluation de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines .....   | 69 |
| Tableau 6.4 | Résultat de l'évaluation de la MRC de La Vallée-du-Richelieu .....  | 72 |
| Tableau 6.5 | Résultats de l'évaluation de la Ville de Saint-Basile-le-Grand .....  | 75 |
| Tableau 6.6 | Résultats de l'évaluation de la Municipalité de Saint-Jean-Baptiste .....   | 78 |
| Tableau 6.7 | Résultats de l'évaluation de la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu .....   | 81 |



|             |   |    |
|-------------|---|----|
| Tableau 7.1 | Résumé des résultats de toutes les MRC et de toutes les municipalités locales sélectionnées ..... | 83 |
| Tableau 7.2 | Catégories de pointage total possible pour une MRC et leur signification .....                    | 83 |
| Tableau 7.3 | Catégories de pointage total possible pour une municipalité locale et leur signification .....    | 84 |

## LISTE DES ACCRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

|         |  |
|---------|--|
| CDB     | Convention sur la diversité biologique   |
| cm      | centimètre   |
| CMM     | Communauté métropolitaine de Montréal  |
| CNUED   | Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement                                     |
| ha      | hectare  |
| LAU     | Loi sur l'aménagement et l'urbanisme   |
| m       | mètre  |
| MAMM    | Ministère des Affaires municipales et de la Métropole  |
| MAMOT   | Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire                                      |
| MAMROT  | Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire                         |
| MDDELCC | Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques |
| MDDEP   | Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs                                      |
| MEA     | Millenium Ecosystem Assessment   |
| MN      | Milieux naturels   |
| MRC     | Municipalités régionales de comté  |
| ONG     | Organisme non gouvernemental   |
| PAE     | Plan d'aménagement d'ensemble  |
| PDZA    | Plan de développement de la zone agricole  |
| PIIA    | Plan d'intégration et d'intervention architecturale  |
| PMAD    | Plan métropolitain d'aménagement et de développement   |
| PNUE    | Programme des Nations Unies pour l'environnement   |
| PU      | Plan d'urbanisme   |
| RCI     | Règlement de contrôle intérimaire  |
| SAD     | Schéma d'aménagement et de développement   |
| SCDB    | Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique   |
| UICN    | Union internationale pour la conservation de la nature   |
| %       | pour cent  |

## INTRODUCTION

Les bienfaits et les services rendus par les milieux naturels (MN) et leur biodiversité sont étudiés depuis plus de trente ans (Cowardin et. al., 1979). Toutefois, ce n'est que depuis le début des années 1990 que la prise de conscience entourant l'importance de protéger les MN et la biodiversité s'est accrue. *La Convention sur la diversité biologique* (CDB), publiée en 1992 à Rio de Janeiro lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) (Programme des Nations Unies pour l'environnement [PNUE], s. d.) fut un élément déclencheur en matière de protection des MN. Elle fut également un document de référence sur lequel allait se baser plusieurs nations et organismes pour l'élaboration de leur stratégie en matière de protection des MN. En 2010, la CDB adopta le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*. C'est en s'appuyant sur ce plan que le gouvernement du Québec choisit de poursuivre l'objectif d'augmenter les superficies protégées du territoire à 17 % pour 2020 (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques [MDDELCC], 2015c). Afin d'atteindre cet objectif, le gouvernement utilise les mécanismes prévus à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU).

Pour guider l'application de cette loi, le gouvernement a publié, en 1994, un premier document énonçant des orientations gouvernementales en matière d'aménagement. L'une de ces orientations concerne la protection de la biodiversité (Gouvernement du Québec, 1994). D'autres documents ont, par la suite, été adoptés par le gouvernement pour compléter ces premières orientations dont, en 2001, le document concernant plus spécifiquement la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) (Ministère des Affaires municipales et de la Métropole [MAMM], 2001). Ces orientations ont été renouvelées au début des années 2010, alors que le rôle de la CMM allait prendre plus d'ampleur (Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire [MAMROT], 2011).

Il est à remarquer qu'aucune orientation gouvernementale ne fixe d'objectif clair et mesurable en matière de protection des MN et de la biodiversité. Toutefois, le *Plan métropolitain d'aménagement et de développement* (PMAD) de la CMM, un document de planification dont le contenu est prescrit par la LAU, prend l'initiative d'élaborer plus en ce sens. Un des objectifs de ce plan vise à protéger 17 % du territoire de la CMM (CMM, 2012). L'atteinte de cet objectif est tributaire d'un processus de concordance établi par la LAU entre le PMAD, les schémas d'aménagement et de développement (SAD) des municipalités régionales de comté (MRC) et les outils d'urbanismes des municipalités locales (Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire [MAMOT], 2010b). C'est justement la performance de ce processus à protéger les MN à l'échelle de la CMM que cet essai souhaite étudier.

L'objectif principal de cet essai est d'analyser, à l'échelle de la CMM, la performance des MRC et des municipalités locales à traduire, dans leurs outils d'aménagement et d'urbanisme, les orientations, les objectifs et les critères définis au PMAD en matière de protection des MN. Cette performance sera mesurée à l'aide d'un indicateur élaboré précisément pour cet essai. Il est à noter que la LAU oblige les MRC et les municipalités locales situées à l'intérieur de la CMM à tenir compte des orientations, des objectifs et des critères définis au PMAD. Dans la loi, cette obligation est définie par le concept de « conformité ».

À travers cette analyse, le présent essai poursuit également quatre objectifs spécifiques. Le premier objectif est de documenter la réglementation, les mesures ainsi que les dispositions élaborées par les MRC et les municipalités locales afin de protéger les MN de leur territoire. Le second objectif est d'étudier les différents contextes s'appliquant aux MRC et aux municipalités locales et de déterminer comment ceux-ci influencent la performance de la concordance en matière de protection des MN. Le troisième objectif vise à établir un indicateur de performance permettant de mesurer la qualité de la prise en compte des orientations, objectifs et critères définis au PMAD en matière de protection des MN. Finalement, le quatrième objectif consiste à formuler des recommandations afin d'améliorer la performance des MRC et des municipalités locales autant de la CMM que celles à l'extérieur de la CMM à protéger leurs MN.

Afin de répondre à l'objectif principal et aux objectifs spécifiques, la méthodologie suivante a été retenue et divisée selon les chapitres. Premièrement, afin de mieux comprendre les motivations ayant mené la CMM à choisir, au début des années 2010, de protéger les MN sur 17 % de son territoire, une revue de la littérature en ce qui a trait à l'importance de préserver les MN a été réalisée. Pour ce faire, différentes sources ont été consultées. Ces sources sont essentiellement constituées de documents officiels provenant d'organismes internationaux, de divers paliers de gouvernement, de divers paliers d'organismes de planification, ainsi que d'articles scientifiques revus par des pairs, provenant d'éditeurs spécialisés dans le domaine. Elles ont été choisies avec méticulosité afin d'assurer leur pertinence, leur fiabilité et leur actualité. En plus de la revue de littérature, l'évolution de la prise de conscience de la valeur de la biodiversité a été décrite pour les différentes échelles impliquées, soit locale, provinciale, canadienne et mondiale. Ces premières étapes sont présentées au chapitre 1.

Par la suite, les mécanismes législatifs et réglementaires encadrant la protection des MN à l'échelle du Québec ont été documentés. Puisque cet essai concerne le territoire de la CMM, l'exercice a également été répété spécifiquement pour le territoire de cette dernière. Les sources utilisées pour ce chapitre ont

également été choisies méticuleusement, provenant essentiellement de la législation, de ministères et d'intervenants du domaine municipal. Elles présentent des informations à jour et concrètes. Les mécanismes législatifs et réglementaires prennent racine dans la LAU et s'appuient sur des stratégies et des plans d'action en matière de protection de la biodiversité. Une analyse synthèse des outils juridiques existants a permis d'expliquer comment une MRC et une municipalité locale parviennent à protéger les MN de leur territoire. En présentant comment une aire protégée est reconnue comme telle, il allait ensuite être possible de dresser un portrait des MN et du potentiel de protection de la CMM. Ces éléments sont rassemblés aux chapitres 2 et 3.

À l'aide de différents critères, la sélection des MRC et des municipalités locales sur lesquelles utiliser l'indicateur de performance a été réalisé. La MRC de Thérèse-de-Blainville et ses municipalités locales de Blainville et de Sainte-Anne-des-Plaines ainsi que la MRC de La Vallée-du-Richelieu et ses municipalités locales de Saint-Basile-le-Grand, de Saint-Jean-Baptiste et de Saint-Denis-sur-Richelieu ont été sélectionnées. Ces critères et sélections sont dévoilés au chapitre 4.

Une fois cette sélection réalisée, l'indicateur de performance a été élaboré. Pour ce faire, trois outils existants retenus à la suite d'une recherche documentaire ont été étudiés et ont permis de dégager des éléments sur lesquels s'inspirer. Pour obtenir des informations complètes et actuelles concernant leur territoire respectif, les différentes municipalités et MRC ont été contactées. L'indicateur est constitué d'axes d'analyse contenant des éléments de conformité à partir desquels la performance des MRC et des municipalités locales a été analysée. Une échelle de valeurs servant à attribuer un pointage pour chaque élément de conformité analysé, allant de 0 à 3, a également été déterminée. L'indicateur de performance est développé au chapitre 5. Cet indicateur a par la suite été appliqué aux MRC et municipalités sélectionnées. L'évaluation de leur performance est présentée au chapitre 6 sous forme de grilles d'analyse.

Le chapitre 7 quant à lui présente les recommandations retenues sur la base de l'analyse et des résultats obtenus à la suite de l'application de l'indicateur de performance. Celles-ci visent ultimement à permettre aux MRC et aux municipalités locales de la CMM d'améliorer leur performance en matière de protection des MN.

## **1. MISE EN CONTEXTE**

L'objectif de ce chapitre est d'expliquer les motivations ayant mené la CMM à choisir, au début des années 2010, de protéger les MN sur 17 % de son territoire. Cette intention de la CMM poursuit une tendance observable à l'échelle nationale, mais aussi mondiale. En effet, la protection des MN et de la biodiversité s'avère un enjeu important qui est de plus en plus reflété dans les documents d'aménagement et d'urbanisme des organismes municipaux. Cette importance résulte notamment de l'aspiration des citoyens pour un développement plus respectueux de l'environnement et aussi des nouvelles connaissances dans le domaine de la protection de l'environnement.

Cette mise en contexte fournit une brève description de la CMM. Elle traite ensuite de l'enjeu de la protection des MN et de leur biodiversité. Elle se termine en traitant de la prise de conscience en matière de valeur de la biodiversité à l'échelle internationale, canadienne, québécoise ainsi qu'à l'échelle des gouvernements locaux.

### **1.1 La Communauté métropolitaine de Montréal**

En débutant, mentionnons que pour l'entièreté de cet essai, le terme général « municipalité locale » sera utilisé afin d'alléger le texte. Selon le MAMOT, ce terme peut désigner une ville, une municipalité, un village, une paroisse, un canton, un canton uni ou un village nordique (MAMOT, 2010a).

La CMM, aussi connue comme la région du Grand Montréal, fut créée en 2001. Celle-ci couvre une superficie d'environ 4 360 km<sup>2</sup> et est constituée de 82 municipalités comprises dans 14 MRC ou territoires équivalents, se trouvant entièrement ou partiellement sur le territoire de la CMM. Ces municipalités, territoires et MRC sont répartis dans cinq secteurs géographiques, soit l'agglomération de Montréal, l'agglomération de Longueuil, Laval, la Couronne Nord et la Couronne Sud (voir la carte de l'annexe 1 pour une représentation cartographique de ces unités administratives) (CMM, 2012). La population totale de la CMM était de 3 921 233 habitants en 2016. L'agglomération de Montréal comptait près de la moitié de la population totale de la CMM, avec 1 997 706 habitants. L'agglomération de Longueuil et Laval comptait respectivement 419 677 et 424 203 habitants, alors que la Couronne Nord comptait 581 889 habitants et la Couronne Sud, 497 758 habitants (CMM, 2016).

La CMM possède des compétences qui rejoignent les fonctions stratégiques d'une région métropolitaine. Les différents champs de compétence où elle exerce ses activités sont le logement social; les équipements,

les infrastructures, les services et les activités à caractère métropolitain; le transport; le développement économique; l'environnement et l'aménagement du territoire. Sa mission est de planifier, de coordonner et de financer les compétences stratégiques qui façonnent le territoire et le développement de sa région. Elle a adopté des orientations, des plans d'action et des règlements pour plusieurs de ces compétences et pourra tirer profit de ceux-ci pour la réalisation des objectifs de protection des MN poursuivis par le PMAD (CMM, 2012).

En matière d'aménagement, la CMM s'insère dans un cadre institutionnel de planification du territoire particulier, à l'intérieur duquel différents organismes œuvrent à divers paliers d'intervention. À la plus haute échelle d'intervention, la CMM énonce des orientations, des objectifs et des critères constituant le PMAD. Ensuite, à l'échelle régionale, 14 MRC, villes-MRC et agglomérations produisent chacune un SAD devant se conformer au PMAD. Il est à mentionner que le PMAD et les SAD des MRC doivent être conformes aux orientations gouvernementales. Finalement, à l'échelle locale, les 82 municipalités doivent produire un plan et des règlements d'urbanismes conformes aux SAD de leur MRC (CMM, 2012).

## **1.2 L'enjeu des milieux naturels et de la biodiversité**

Les bienfaits des MN pour l'environnement et pour les communautés humaines en général sont étudiés et connus des scientifiques depuis plusieurs années (Cowardin et. al., 1979) et une multitude d'études et de rapports y font référence (Dupras et Alam, 2014; Kremen, 2005; Daily et. al., 2000; Millenium Ecosystem Assessment [MEA], 2005). Les MN fournissent des biens et des services souvent rassemblés sous quatre grandes catégories, soit l'approvisionnement, la régulation, la culture et le support. Ils fournissent des provisions en nourriture, en eau douce et en bois, par exemple. Ils régularisent le climat, les maladies, la pollinisation, et aident à tempérer plusieurs risques naturels comme les inondations, les ouragans et les raz de marée. Les services culturels sont d'ordre esthétique, spirituel, éducatif et récréatif, entre autres. Finalement, les MN supportent le cycle des nutriments, le cycle de l'eau, la photosynthèse, la formation des sols et la production d'organismes primaires (MEA, 2005; Fondation David Suzuki et Nature-Action Québec, 2013).

Malgré les bienfaits attribuables aux MN, il est largement reconnu que l'homme est responsable de cinq grandes pressions directes sur ceux-ci, détériorant la qualité des biens et services offerts, et donc le bien-être des populations humaines. Ces pressions sont la destruction de l'habitat, la surexploitation, l'introduction d'espèces exotiques envahissantes, la pollution et les changements climatiques (MEA,

2005; Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique [SCDB], 2010). Les MN en zone urbaine ou en périphérie de ces zones sont plus particulièrement exposés à ces pressions.

Les biens et services fournis par les écosystèmes et leur biodiversité n'ont pas de valeur chiffrable identifiée et reconnue unanimement. Un prix nul leur est donc attribué, ce qui nuit à leur intégration au système économique mondial actuel. La rareté de certaines ressources et de certains écosystèmes n'est ainsi pas prise en compte, ce qui mène à une consommation non durable de ceux-ci. Ce phénomène se traduit souvent en milieu urbain par une négligence de la protection des écosystèmes et des MN, à la faveur du développement (Fondation David Suzuki et Nature-Action Québec, 2013).

L'étalement urbain entraîne la dépendance à l'automobile et de la compétition pour les terres vacantes, ce qui mène à la destruction de l'habitat et à la surexploitation. Selon Alberti (2005), les pressions du développement et de l'étalement urbain fragmentent, isolent, et dégradent les MN, en perturbant les systèmes hydrologiques et en modifiant la circulation de l'énergie et le cycle des nutriments. Selon Dupras et Alam (2014), les services écosystémiques comme la production de nourriture et de fibres, la pollinisation, la purification de l'air et les activités en plein air sont affectées par les pressions immobilières qui accompagnent l'étalement urbain.

Selon la Fondation David Suzuki et Nature-Action Québec (2013), les activités agricoles observables sur le territoire de la CMM et de la plupart des agglomérations urbaines peuvent également représenter des sources de pollution et générer d'autres formes de pression sur les MN. Elles menacent les MN, leur biodiversité et la qualité des services qu'ils fournissent aux populations. Ces activités incluent, parmi d'autres, l'élevage, la culture céréalière et laitière, la foresterie, les cultures maraichères et horticoles, et l'acériculture. Elles sont souvent responsables de la fragmentation des habitats forestiers, de la perte d'habitats pour les espèces fauniques et floristiques, de l'érosion des sols et de la dégradation de la qualité de l'eau, ce qui mène à une détérioration de la qualité d'écosystèmes (Beaulieu et. Al., 2007; Émond, 1999; Fondation David Suzuki et Nature-Action Québec, 2013).

### **1.3 La prise de conscience de la valeur de la biodiversité**

Depuis le début des années 1990, la prise de conscience entourant l'importance de protéger les MN et la biodiversité s'est accélérée, notamment avec l'arrivée du concept de développement durable. Dans les prochaines sous-sections, cette importance sera rapportée, et ce, à quatre échelles, soit à l'échelle internationale, à l'échelle canadienne, à l'échelle québécoise, et finalement à l'échelle locale.



### **1.3.1 La prise de conscience de la valeur de la biodiversité à l'échelle internationale**

Malgré les pressions que l'homme fait subir aux MN et à leur biodiversité, il est de plus en plus conscient de la valeur des biens et services que procurent les écosystèmes. L'ampleur de cette prise de conscience augmenta avec la création par PNUE de la CDB. Celle-ci fut présentée et ouverte à la signature en 1992, à Rio de Janeiro, lors de la CNUED, mieux connue sous le nom du « Sommet de la Terre ». Cet accord représentait une première en matière de conservation de la diversité biologique, à l'échelle planétaire (PNUE, s. d.).

### **1.3.2 La prise de conscience de la valeur de la biodiversité à l'échelle canadienne**

En réponse à la CNUED, le Canada devint le premier pays industrialisé à ratifier la CDB, le 4 décembre 1992. Avec cette signature, le pays s'engageait donc à respecter ses dispositions, dont l'obligation d'élaborer une stratégie nationale de la biodiversité. Un groupe de travail alliant les instances fédérales, provinciales et territoriales fut donc chargé par le ministre responsable des parcs, de l'environnement, de la faune et des forêts d'élaborer la Stratégie canadienne de la biodiversité. Après une série de consultations qui débutèrent en juin 1994, la *Stratégie canadienne de la biodiversité* fut adoptée et rendue publique en 1995. Celle-ci développe une multitude d'orientations, regroupées par objectifs, ainsi que des principes de mise en œuvre (Gouvernement du Canada, s. d.). La Stratégie ne définit toutefois pas les résultats souhaités, ne développe pas d'indicateurs permettant de mesurer sa mise en œuvre, et ne précise pas de délais. Finalement, elle n'a pas de portée légale, n'obligeant en aucun cas les différents paliers gouvernementaux à l'appliquer.

En 2016, le gouvernement fédéral a développé un cadre axé sur les résultats, afin de renforcer sa vision en matière de protection de la biodiversité. Celui-ci présente le « quoi », le « pourquoi » et le « comment » de la stratégie de protection de la biodiversité du Canada. Ce cadre est accompagné des nouveaux *Buts et objectifs canadiens pour la biodiversité d'ici 2020*. Ces efforts visent à renforcer la *Stratégie canadienne de la biodiversité* et à répondre aux objectifs du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* de la CDB, adopté à Nagoya, au Japon, en octobre 2010. Les buts établis ciblent la conservation de la biodiversité, la réduction des pressions directes et indirectes sur la biodiversité, l'acquisition de connaissances, ainsi que l'information à la population et sa sensibilisation. Les objectifs énoncés manquent encore de précision. Peu d'entre eux sont chiffrés, mais ils sont aux moins accompagnés d'indicateurs, permettant de mesurer leur évolution. De plus, le premier objectif est précis et reprend directement celui du Plan stratégique de la CDB de protéger, d'ici 2020, au moins 17 % des zones terrestres et des eaux intérieures, et 10 % des zones côtières et marines (Gouvernement du Canada, 2016a; Gouvernement du Canada, 2016b).

### **1.3.3 La prise de conscience de la valeur de la biodiversité à l'échelle québécoise**

Cette montée de la conscience environnementale existe également au Québec. Le gouvernement provincial choisit donc de s'appuyer sur celle-ci afin d'adopter en 1996 une première stratégie officielle et de l'assortir d'un plan d'action, soit le *Plan d'action 1996-2000* pour la mise en œuvre de la CBD., dans le but de répondre aux exigences de celle-ci. Il renouvela cette stratégie et son plan d'action en réalisant le *Plan gouvernemental sur la diversité biologique 2004-2007*, accompagné de la *Stratégie québécoise sur la diversité biologique 2004-2007* et du *Plan d'action québécois sur la diversité biologique 2004-2007*. Ce plan stratégique cherche à appliquer un modèle de développement durable (MDDELCC, 2015a). Il fut le résultat d'une consultation publique et d'une concertation entre un comité ministériel et des représentants d'organismes non gouvernementaux (ONG) (MDDELCC, 2015b).

Aujourd'hui, les actions gouvernementales en matière de protection de la biodiversité au Québec se basent sur le nouveau *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* de la CDB (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs [MDDEP], 2011). Le gouvernement a adopté de nouvelles orientations en 2013, par l'entremise des *Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique 2013*, en se servant des objectifs énoncés par le plan stratégique. Il poursuit également l'objectif que s'est donné ce plan d'augmenter les superficies protégées du territoire à 17 % pour 2020 (MDDELCC, 2015c).

### **1.3.4 La prise de conscience à l'échelle des gouvernements locaux**

Les gouvernements locaux partout dans le monde sont eux aussi de plus en plus conscients de la valeur des écosystèmes et de leur biodiversité et de l'impact qu'ils peuvent avoir sur ceux-ci. Ils sont aussi conscients du pouvoir de protection qu'ils ont. De plus en plus, ils veulent être reconnus comme des acteurs ayant un impact direct sur la protection de la biodiversité par leurs actions, et non seulement comme des acteurs appliquant une politique nationale. Ils revendiquent leur part d'autonomie auprès de leur gouvernement national afin d'élaborer leur propre plan d'action de protection de la nature. Le rôle des gouvernements locaux comme fournisseurs de services, en particulier le traitement de l'eau et la gestion des matières résiduelles, les mettent dans une position unique de planification et d'action (United Cities and Local Governments, s. d.). Un réseau de plus de 1 000 municipalités locales à travers le monde, dont Montréal fait partie, s'est même regroupé pour former un organisme visant à renforcer le rôle des municipalités locales et des gouvernements locaux dans plusieurs secteurs, dont la protection de la biodiversité (ICLEI, s. d.).

## **2. MÉCANISMES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES ENCADRANT LA PROTECTION DES MN AU QUÉBEC ET SUR LE TERRITOIRE DE LA CMM**

Au Québec, c'est la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU) qui régit, et ce, depuis 1979, la planification et l'aménagement du territoire. Pour guider l'application de cette loi, le gouvernement a publié, en 1994, un premier document énonçant des orientations gouvernementales en matière d'aménagement. L'une de ces orientations concerne la protection de la biodiversité. D'autres documents ont, par la suite, été adoptés par le gouvernement pour compléter ces premières orientations dont, en 2001, le document concernant plus spécifiquement la Communauté métropolitaine de Montréal. Ces orientations furent renouvelées au début des années 2010, alors que le rôle de la CMM allait prendre plus d'ampleur (Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), 2011). Parallèlement à l'évolution des orientations, la portée de l'application des mécanismes prévus par la LAU se précisait.

Le chapitre suivant présente donc cette évolution des mécanismes législatifs et réglementaires encadrant la protection des MN au Québec, et particulièrement à l'échelle de la CMM, pour ensuite dresser leur état à l'heure actuelle. Il commence par définir la LAU, en expliquant sommairement comment cette loi prévoit la création de différents paliers d'administration, comment elle partage les compétences entre ces administrations, et comment s'opèrent des exercices de concordance entre celles-ci. La deuxième section traite des orientations gouvernementales, particulièrement en matière de protection des MN, et de comment les paliers inférieurs doivent les intégrer. La troisième section démontre, de façon précise et détaillée, comment l'orientation en matière de protection des MN est reprise aujourd'hui à l'échelle de la CMM. Finalement, la quatrième section explique comment les mécanismes et règlements disponibles au niveau municipal et des MRC permettent de protéger les MN.

### **2.1 La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, le partage des compétences en aménagement et les exercices de concordance prévus**

Adoptée en 1979 et fréquemment modifiée, la LAU définit les outils d'aménagement et d'urbanisme ainsi que les responsabilités des acteurs politiques à l'oeuvre sur le territoire. Différents paliers de planification y sont définis, à savoir les communautés métropolitaines, les MRC et les municipalités. En matière d'aménagement, bien que chaque palier conserve son autonomie pour la mise en application, les outils d'aménagement doivent être conformes entre eux. Ainsi, le SAD d'une MRC ou d'une agglomération doit être conforme au PMAD de sa communauté métropolitaine, le cas échéant, tandis que les PU et

règlements d'urbanisme municipaux doivent être conformes au SAD de leur MRC. Par ailleurs, le PMAD et le SAD des MRC doivent être conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement, elles aussi mises sur pied par la LAU (*Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*).

La LAU oblige les communautés métropolitaines à adopter et à mettre à jour un PMAD et prévoit la structure de son contenu. Le PMAD doit définir des orientations, des objectifs et des critères qui ont comme fins d'assurer la compétitivité et l'attractivité du territoire de la communauté métropolitaine. Parmi les objets sur lesquels doit porter le PMAD, il y a la protection et la mise en valeur du milieu naturel et bâti, ainsi que des paysages. Au niveau des MRC, la LAU oblige l'adoption et la mise à jour d'un SAD et prévoit la structure du contenu qu'il doit contenir, dont l'obligation de déterminer les grandes orientations de l'aménagement du territoire. En ce qui a trait aux municipalités, l'article 33 de la LAU les oblige, dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur du SAD de leur MRC, à adopter pour la totalité de leur territoire un PU et des règlements d'urbanisme conformes aux objectifs de ce SAD. Toujours selon la LAU, lors de l'adoption du PMAD ou de la révision de celui-ci, prévue au moins tous les cinq ans, les MRC doivent adopter un règlement de concordance. Celui-ci correspond à tout règlement modifiant un SAD applicable à une partie du territoire de la communauté métropolitaine et qui est nécessaire pour tenir compte de la modification du PMAD en vigueur. Lorsque les MRC d'une communauté métropolitaine modifient leur SAD, les municipalités se retrouvant à l'intérieur de celles-ci doivent elles aussi adopter tout règlement de concordance, modifiant le PU et ses règlements, nécessaires pour tenir compte de la modification du SAD (*Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*).

## **2.2 Les orientations gouvernementales et la protection des milieux naturels**

À l'échelle régionale et métropolitaine, les MRC et les différentes communautés métropolitaines doivent intégrer les orientations énoncées par le gouvernement en matière d'aménagement du territoire dans leurs propres outils de planification. C'est la LAU qui prévoit l'obligation du gouvernement d'édicter ces orientations et également l'obligation de les intégrer aux PMAD et aux SAD. La LAU ne prescrit toutefois pas le contenu de ces derniers ni les enjeux sur lesquels porteront les orientations. C'est par l'entremise du MAMOT que ces orientations sont émises (MAMOT, 2010b).

C'est en 1994 que le gouvernement provincial publiait son premier et principal document d'orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire. Dès ce premier document, la conservation de la diversité biologique était identifiée comme un enjeu majeur et l'orientation, d'assurer la protection du

patrimoine naturel ainsi que le maintien des espèces fauniques et floristiques et de leurs habitats fut énoncée (Gouvernement du Québec, 1994).

Pour la région métropolitaine de Montréal, le gouvernement profite de l'occasion de la création de la CMM en 2001 pour établir des orientations qui lui sont spécifiquement destinées et auxquelles elle doit se conformer. La CMM réalise alors un document présentant le cadre d'aménagement de son territoire ainsi que les orientations gouvernementales qui la guideront en matière d'aménagement (Ministère des Affaires municipales et de la Métropole (MAMM), 2001).

En 2011, le gouvernement décide d'actualiser les orientations gouvernementales prévues pour la CMM, en vue de l'élaboration du futur PMAD. Il publie donc un addenda en ce sens, et c'est dans cet addenda que se trouvent les orientations auxquelles doit se soucrire la CMM actuellement, et qui doivent être reprises dans le PMAD. L'orientation énoncée dans l'addenda concernant la protection des MN et de sa diversité biologique est la suivante (MAMROT, 2011) :

« Protéger et mettre en valeur les milieux naturels, les espèces fauniques, et floristiques ainsi que leurs habitats, les plans d'eau, la biodiversité, les paysages ainsi que les éléments patrimoniaux du territoire ».

Il est toutefois à mentionner que la formulation des orientations gouvernementales laisse à la CMM et aux MRC une grande latitude quant à leur application. À titre d'exemple, les orientations gouvernementales ne donnent pas de directives concrètes au niveau des cibles à atteindre et ne prévoient pas de façon détaillée les mécanismes de mise en application. Il en revient donc à la CMM et aux MRC de les préciser. Celles-ci peuvent notamment favoriser une approche normative, développer un plan d'action et être proactives ou, au contraire, limiter volontairement la portée de ces orientations. Par conséquent, ces orientations peuvent donner des résultats mitigés.

### **2.3 La CMM et la protection des milieux naturels**

Tel que mentionné précédemment, l'orientation gouvernementale en matière de protection des MN et de la biodiversité dédiée à la CMM ne précise pas d'objectifs chiffrés et mesurables, mais le PMAD de la CMM lui, prend l'initiative d'élaborer un peu plus en ce sens. L'objectif 3.1 de ce plan vise ainsi à protéger 17 % du territoire du Grand Montréal, l'objectif 3.2 vise quant à lui à protéger les rives, le littoral et les plaines

inondables et finalement l'objectif 3.3 vise à protéger les paysages d'intérêt métropolitain<sup>1</sup>. Ces objectifs sont accompagnés de critères et parfois de stratégies permettant de les atteindre. Les MRC doivent se conformer aux critères définis au PMAD. Ces critères obligent, entre autres, les MRC à identifier dans leur SAD les aires protégées inscrites au registre du MDDELCC. Ils les obligent également à identifier les bois et corridors forestiers métropolitains sur leur territoire, à identifier les usages compatibles à la protection de ces bois et corridors et à adopter des mesures régissant et interdisant l'abattage d'arbres. L'objectif de protection de 17 % du territoire du Grand Montréal s'inscrit dans l'intention de respecter le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* de la *Convention sur la diversité biologique* (CMM, 2012).

## **2.4 La protection des MN par une MRC ou une municipalité locale**

Il existe pour les MRC et leurs municipalités locales différents moyens de protéger les MN sur leur territoire, dont la plupart sont de nature règlementaire et juridique. La section suivante présente ces moyens, autant pour les MRC que pour les municipalités locales. Toutefois, l'utilisation de l'un ou l'autre de ces moyens de protection ne fait pas nécessairement en sorte que le milieu visé soit reconnu comme aire protégée au sens de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). L'UICN et les critères permettant d'atteindre la désignation d'aire protégée seront présentés dans la section 3.1 de cet essai.

### **2.4.1 Les affectations du territoire**

Le moyen le plus direct de protéger un MN pour une MRC est l'affectation<sup>2</sup> du territoire. Selon la LAU, chaque MRC doit déterminer les grandes affectations du sol de son territoire (*Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*). De cette façon, elle planifie sur son territoire où auront lieu les différentes fonctions et activités, et donc, quelle sera l'utilisation du sol (MAMOT, 2010c). La nomenclature des affectations varie d'une MRC à l'autre, mais comprend généralement la fonction d'habitation, celle de commerce, celle d'activités récréatives, les fonctions pour les différentes intensités des industries, celles pour les différents types d'agriculture, et parfois la fonction de conservation (MAMOT, 2010c; MRC du Roussillon, 2014).

---

<sup>1</sup> Ces objectifs réfèrent néanmoins tous à des obligations gouvernementales.

<sup>2</sup> Selon le MAMOT (2010b), « une affectation est l'attribution à un territoire, ou à une partie de celui-ci, d'une utilisation, d'une fonction ou d'une vocation déterminée ». La détermination des grandes affectations du territoire, dans le SAD, indique de quelle façon la MRC a l'intention d'utiliser le partie de son territoire.

Pour chaque grande affectation, les fonctions permises doivent être précisées. Une MRC peut attribuer explicitement à des parties de son territoire la fonction de conservation. Elle peut aussi, sans utiliser spécifiquement ce nom pour désigner une affectation, attribuer des fonctions à des parties de son territoire menant à la protection des MN (MAMOT, 2010c). Par exemple, le SAD de la MRC des Laurentides possède une affectation «°résidentielle et faunique°», ainsi que l'affectation «°corridor faunique°». Sur le territoire régi par ces affectations, des dispositions précisées dans le document complémentaire limitent la densité de logement à l'hectare et prévoient un pourcentage d'espaces naturels devant être conservés sur différents types de terrains (MRC des Laurentides, 2015). Les dispositions permettent donc de protéger une partie du territoire, sans que celui-ci soit nécessairement situé dans une affectation dite de conservation.

#### **2.4.2 Le règlement de zonage**

Tout d'abord, il est important de préciser que le règlement de zonage d'une municipalité locale doit être conforme aux grandes affectations du territoire, désignées dans le SAD d'une MRC. Si un SAD attribue une affectation de conservation à un territoire, la municipalité locale où se trouve ce territoire doit respecter cette intention en attribuant un zonage qui protégera ce territoire. Pour les territoires ne possédant pas l'affectation de conservation, une municipalité locale peut tout de même y protéger certains de ses MN sans y attribuer un usage spécifique de «°conservation°» dans son règlement de zonage. En effet, la LAU possède des dispositions permettant aux municipalités locales d'imposer des restrictions quant aux usages pouvant s'exercer dans ses différentes zones. Il est ainsi possible, en restreignant certains usages, d'y favoriser le maintien de l'intégrité de ses MN. De plus, des normes relatives à l'implantation au sol des bâtiments, faisant également partie du règlement de zonage, tel que les marges de recul avant, arrière ou latérales ainsi que le pourcentage d'occupation au sol peuvent être déterminées de façon à préserver des espaces naturels sur les lots (Girard, 2014).

De plus, le règlement de zonage peut protéger de façon intégrale et explicite les milieux humides sous tenure privée de son territoire, en prévoyant entre autres des interventions interdites dans ceux-ci. Un règlement de la sorte a été adopté par la municipalité du Canton de Hatley dans la région des Cantons de l'Est. Ce règlement prévoit l'interdiction d'effectuer tout déblai et remblai dans les marécages de son territoire. La validité de ce règlement a été contestée en Cour supérieure par un entrepreneur privé qui affirmait que ce règlement était *ultra vires* et représentait de l'expropriation déguisée. La Cour supérieure en a statué autrement, confirmant le droit des municipalités à adopter un tel règlement (Girard, 2014).

### **2.4.3 Les mesures réglementaires d'abattage d'arbres**

Les MRC et les municipalités locales ont également le pouvoir d'adopter des mesures réglementaires d'abattage d'arbres restrictives afin de protéger les milieux boisés sur son territoire et de favoriser l'aménagement durable de la forêt privée. Celles-ci s'inscrivent dans une perspective de protection d'éléments sensibles de l'environnement, comme les sols en pente, les lacs, les cours d'eau et les paysages. Le cas de jurisprudence *9034-8822 Québec inc. c. Sutton (Ville de)* a réaffirmé ce pouvoir. En effet, dans cette décision, la Cour d'appel a rejeté la demande de propriétaires de forêts privées d'annuler les règles régissant l'abattage d'arbres sur le territoire de la municipalité. Il est donc possible pour une municipalité de permettre, par exemple, une coupe d'éclaircie visant à prélever de façon uniforme au plus un tiers des arbres par période de 10 ans. De cette façon, une partie du couvert forestier et des habitats fauniques sont préservés (Girard, 2014).

### **2.4.4 Les autres outils réglementaires en matière d'urbanisme**

Les municipalités locales possèdent plusieurs autres outils réglementaires en matière d'urbanisme, leur permettant d'agir à plusieurs niveaux de façon à protéger et mettre en valeur les attraits de leur territoire. Les règlements discrétionnaires que sont les plans d'aménagement d'ensemble (PAE), les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) ou, encore, les programmes particuliers d'urbanisme (PPU) peuvent être utilisés afin de protéger des MN présents sur des territoires convoités par des projets de développement. La Ville de Trois-Rivières a par exemple un règlement particulier concernant les PAE. Celui-ci vise l'intégration des activités compatibles avec des milieux fragiles comme les tourbières, les marais et les marécages. Ce règlement précise les études obligatoires à fournir à la municipalité locale lorsqu'un projet de PAE lui est présenté, dont des études hydrogéologiques, de caractérisation des MN, et d'impact potentiel sur les espèces menacées et vulnérables (Girard, 2014).

Le règlement de contrôle intérimaire (RCI) peut lui aussi permettre la protection des MN. Un RCI est un règlement adopté par une MRC ou une municipalité locale, lorsque le SAD ou le PU est en réflexion, en modification ou en révision. Il est utilisé afin de s'assurer que les efforts de planification consentis ne soient pas effacés par la réalisation de projets qui iraient à l'encontre des nouvelles orientations et règles d'aménagement et d'urbanisme en voie d'être définies (MAMOT, 2010d). La Ville de Gatineau a adopté un tel règlement en 2011, imposant la protection des milieux humides se trouvant sur son territoire. Ce RCI interdit toute construction, ouvrages ou travaux sur des terrains comportant un milieu humide sans une caractérisation préalable de la part d'un expert et d'une compensation en terrain (Girard, 2014).



#### **2.4.5 L'acquisition d'espaces boisés**

Par ailleurs, les MRC et leurs municipalités peuvent faire l'acquisition d'espaces boisés, même que cette voie est privilégiée par la CMM. Dans ce sens, la CMM a mis sur pied et gère le Fonds vert du Grand Montréal, qui est un programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés. Elle appuie donc monétairement les initiatives d'acquisition et de protection des MRC et des municipalités jusqu'à une part de 50% des coûts admissibles du projet. Pour être admissible, le projet doit cibler un terrain boisé de tenure privée, identifié sur la carte présentée sur la page web du programme, sur le site Internet de la CMM, ainsi qu'à l'annexe 2 de cet essai et s'engager à assurer un suivi de conservation. En plus des MRC et des municipalités, un organisme à but non lucratif agissant pour une municipalité dont le territoire est à l'intérieur de la CMM est également admissible au programme (CMM, 2016b).

#### **2.4.6 La conservation volontaire sur des terres privées**

Aussi, les municipalités locales peuvent, sans elles-mêmes conserver certains MN, favoriser la conservation volontaire sur des terres privées. Une telle démarche permet la prise en charge de la protection et de la mise en valeur des MN par les propriétaires. La Ville de Granby a adopté un programme en ce sens, sensibilisant les propriétaires sur les bonnes pratiques et les éduquant sur les options de conservation disponibles. Rapidement, certains de ces propriétaires ont exprimé leur volonté à poursuivre les démarches en vue d'établir une entente de conservation à plus long terme (Girard, 2014).

#### **2.4.7 Les dispositions de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables**

Finalement, en appliquant les dispositions de la *Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables*, les MRC et les municipalités protègent des MN. Par exemple, en vue de protéger les rives, le littoral et les plaines inondables, les orientations 6-7.1 et 6-7.2 du SAD de la MRC du Roussillon visent à contrôler les conditions d'implantation en bordure des cours d'eau et dans les zones sujettes aux inondations et aux mouvements de sol (MRC du Roussillon, 2014). Le Document complémentaire au SAD énonce les dispositions normatives applicables aux lotissements, aux constructions, aux ouvrages et aux travaux en bordure des cours d'eau. Il énonce également les dispositions normatives applicables aux zones comportant des risques d'inondation, aux zones de non-remblais et aux zones à risques d'érosion et de glissement de terrain (MRC du Roussillon, 2014). Puisque ces zones se situent à proximité des cours d'eau, le long du littoral, et donc à l'intérieur de MN à valeur considérable, des dispositions normatives sévères peuvent les protéger. C'est donc un moyen pour les MRC et les municipalités locales de protéger des MN sur leur territoire.

### **3. PORTRAIT ACTUEL DES MN PROTÉGÉS DE LA CMM**

Afin de mettre en perspectives l'objectif de la CMM de protéger 17 % de ses MN et d'évaluer la performance des MRC et des municipalités locales à atteindre cet objectif, il est nécessaire de dresser un portrait de la situation actuelle. En connaissant le point de départ, la cible et le potentiel disponible, il est possible d'apprécier l'effort qui devra être déployé afin d'atteindre la cible.

Le chapitre actuel présentera la superficie des MN protégés ainsi que la superficie totale occupée par les MN dans le territoire du Grand Montréal. Il définit ensuite précisément ce qu'est un MN protégé par une définition reconnue mondialement. Cette section permet donc d'établir ce que la CMM tente de protéger. Ensuite, pour qu'un MN soit reconnu comme protégé, il doit en plus de correspondre à la définition fournie, pouvoir être classé dans l'une des 6 catégories établies par UICN. Cette dernière est un organisme reconnu internationalement, œuvrant pour la protection des écosystèmes et de sa biodiversité. La section suivante résume donc les principales caractéristiques de ces catégories. Puis, la dernière section de ce chapitre établit le portrait des MN de la CMM et leur potentiel de protection. En connaissant le rapport entre la superficie totale qu'occupent les MN sur le territoire et la superficie occupée par les MN protégés, il est ainsi possible d'obtenir le potentiel de superficie à protéger. La répartition des MN est également détaillée.

#### **3.1 La définition proposée d'une aire protégée**

Afin qu'un MN protégé soit considéré comme tel et comptabilisé dans le 17 % de MN à protéger à la grandeur de la CMM, celui-ci doit correspondre à la définition d'une aire protégée fournie par l'UICN et être évalué comme appartenant à l'une des 6 catégories reconnues et définies par cette dernière (MDDELCC, 2016a). Un espace naturel uniquement protégé par une affectation au schéma, s'il ne fait pas partie de l'une des catégories de l'UICN, ne peut pas être comptabilisé comme MN protégé. Toutefois, des représentations politiques sont faites afin de pouvoir comptabiliser un tel espace puisque celui-ci reçoit néanmoins une certaine protection.

La définition représente un ensemble d'objectifs communs aux aires protégées. Bien que la CBD et le gouvernement du Québec possèdent leur propre définition d'un MN ou d'une aire protégée, cette section présente seulement la définition fournie par l'UICN (Organisation des Nations-Unies, 1992; *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*). C'est cette définition que les aires protégées doivent respecter afin d'être reconnues, et ce, autant au Québec que mondialement. Afin de prendre connaissance de la

définition élaborée par la CBD ainsi que celle élaborée par le gouvernement du Québec, il est possible de consulter l'annexe 3.

L'UICN, dans son rapport de 2008 *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées*, présente une nouvelle définition d'une aire protégée, différente de celle qu'elle présentait par le passé :

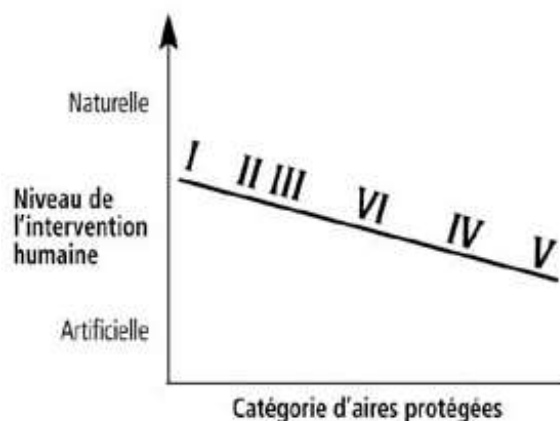
« Un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés » (UICN, 2008, p. 10).

L'UICN définit 6 catégories d'aires protégées, lesquelles sont détaillées à la section suivante.

### **3.2 Les catégories d'aire protégée reconnues par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)**

Comme il est mentionné précédemment, afin qu'une aire protégée soit reconnue comme telle, les aires protégées au Québec sont classées en tenant compte des six catégories de gestion proposées par l'UICN. La catégorie 1-a contient les réserves naturelles intégrales, la catégorie 1-b contient les zones de nature sauvage, la catégorie 2 contient les parcs nationaux et la catégorie 3 contient les monuments ou éléments naturels. Pour ce qui est de la catégorie 4, elle abrite les aires de gestion des habitats ou des espèces, la catégorie 5 abrite les paysages terrestres ou marins protégés et la catégorie 6 abrite les aires protégées avec utilisation durable des ressources naturelles (UICN, 2008; MDDELCC, 2016b).

En résumé, chacune de ces catégories d'aires protégées vise la protection d'une partie d'un écosystème, d'une espèce particulière et de son habitat, d'un élément naturel et de la biodiversité avec laquelle elle est en relation, de paysages particuliers et de la biodiversité qui l'abrite ou d'écosystèmes dans leur ensemble. Les objectifs de gestion varient d'une catégorie à l'autre, ainsi que le degré d'intervention humaine prévu et permis. Alors que dans la première catégorie, seule l'intervention scientifique y est permise, d'autres catégories permettent des activités de récréation, de loisir, des activités culturelles, spirituelles et même économiques. La figure 3.1 présente en ce sens le niveau d'intervention humaine dans chacune des catégories, partant de la gauche à la catégorie comportant le moins d'intervention humaine, à la droite, celle en comportant le plus. Le résumé de chacune des catégories, avec leurs principaux objectifs et leurs caractéristiques distinctives, est fourni à l'annexe 4.



**Figure 3.1 Classification des aires protégées en fonction du gradient d'intervention humaine**  
(Tiré de : MDDELCC, 2016b)

### 3.3 Le portrait des MN et potentiel de protection des MN de la CMM

Cette section présentera les deux types de MN existant sur le territoire de la CMM, la superficie totale qu'ils y occupent ainsi que la superficie qu'occupent les MN protégés. En connaissant le rapport entre la superficie totale qu'occupent les MN sur le territoire et la superficie occupée par les MN protégés, il est ainsi possible d'obtenir le potentiel de superficie à protéger.

#### 3.3.1 Les types de milieux protégés sur le territoire de la CMM et la superficie qu'ils occupent

En 2012, lors de la publication du PMAD, le Grand Montréal protégeait un total de 42 022 ha d'aires protégées inscrites au registre du MDDELCC et reconnues mondialement par les critères de l'UICN. Puisque la superficie totale du territoire de la CMM est de 436 350 ha, c'est donc 9,6 % de celui-ci qui est protégé. De ce 42 022 ha, 32 858 ha se trouvent en milieu aquatique et 9 164 ha d'aires protégées qui se trouvent en milieu terrestre. C'est donc 78 % de la totalité des aires protégées de la CMM qui se trouvent en milieu aquatique, ce qui représente 7,5 % du territoire de celle-ci. Pour les aires en milieu terrestre, elles représentent 22 % des aires protégées et 2,1 % du territoire de la CMM (CMM, 2012). Le tableau 3.1 présente bien ces chiffres.

**Tableau 3.1 Le type de milieux protégés sur le territoire de la CMM**  
(Inspiré de : CMM, 2012)

| Occupation du sol                   | Superficie occupée par l'occupation du sol (ha) | Pourcentage des aires protégées totales de la CMM (%) | Pourcentage de la superficie totale de la CMM (%) |
|-------------------------------------|---|---|---|
| Aires protégées                     | 42 022  | 100   | 9,6   |
| Aires protégées en milieu terrestre | 9 164   | 22  | 2,1   |
| Aires protégées en milieu aquatique | 32 858  | 78  | 7,5   |

Le tableau 3.2 suivant présente le potentiel de conservation des MN du Grand Montréal. En additionnant la superficie des aires protégées reconnues par l'UICN, la superficie des bois et corridors forestiers métropolitains non inclus dans les aires protégées et la superficie des milieux humides en dehors des aires protégées et des bois et corridors, la somme représente la superficie potentielle à laquelle pourrait être dédiés les MN protégés de la CMM (42 022 ha + 41 452 ha + 8 701 ha = 92 176 ha). En sachant que la superficie totale de la CMM est de 435 350 ha, cette superficie représente 21,1 % de la superficie totale du territoire de la CMM (9,6 % + 9,5 % + 2,0 % = 21,1 %) (CMM, 2012).

**Tableau 3.2 Potentiel de protection des MN de la CMM**  
(Inspiré de : CMM, 2012)

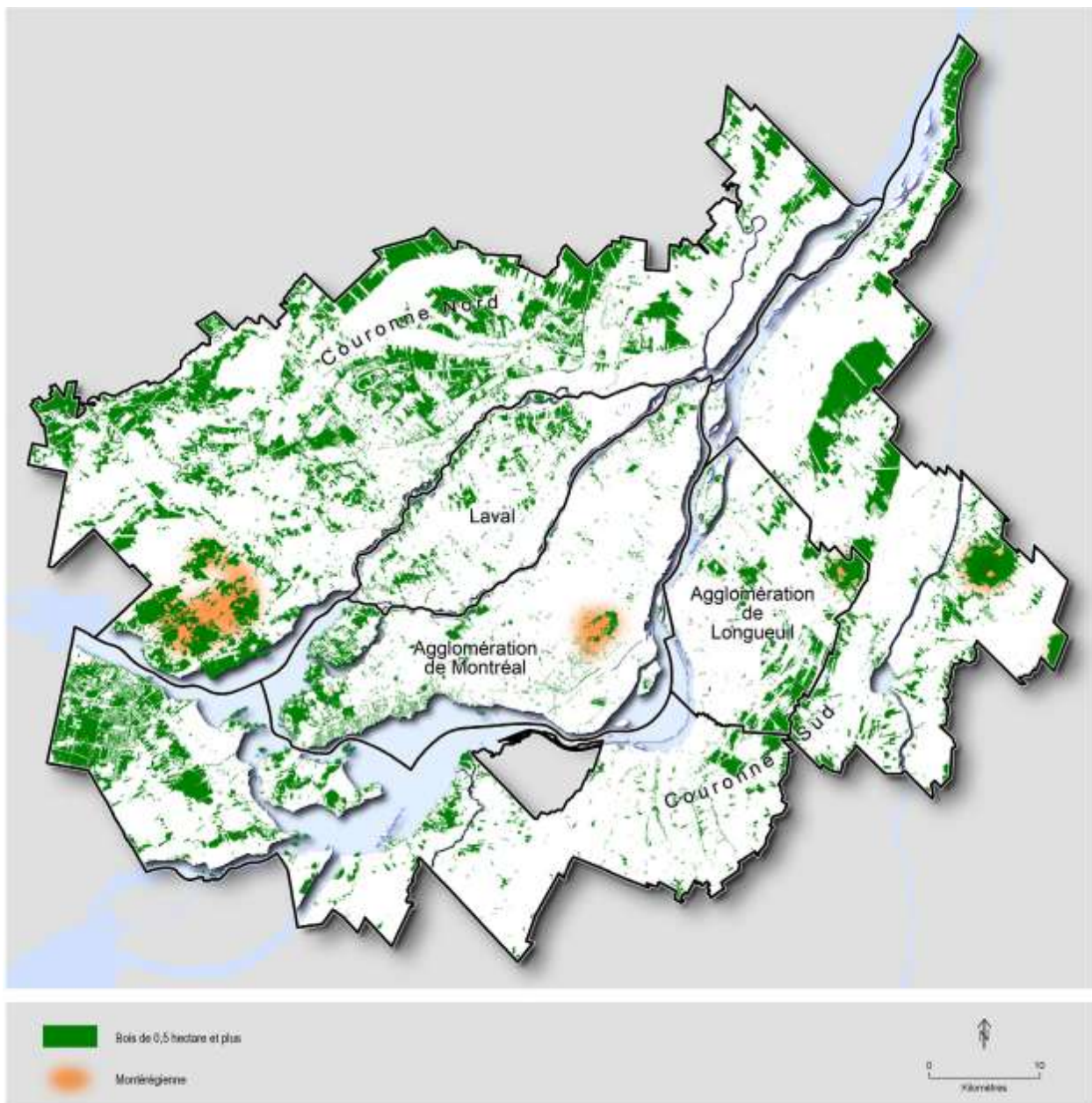
| Statut  | Superficie (ha) | Pourcentage d'occupation du territoire de la CMM (%) |
|---|-----------------|--|
| Aires protégées reconnues par l'UICN  | 42 022          | 9,6  |
| Bois et corridors forestiers métropolitains non inclus dans les aires protégées                   | 41 452          | 9,5  |
| Milieux humides (hors aires protégées, bois et corridors forestiers)                              | 8 701           | 2  |
| Potentiel de protection des MN (superficie occupée par l'ensemble des MN du territoire de la CMM) | 92 175          | 21,1   |
| <b>CMM</b>  | <b>435 350</b>  | <b>100</b>   |

### 3.3.2 La répartition des milieux forestiers

Les milieux forestiers ne sont pas répartis équitablement à la grandeur de la CMM. En 2009, c'est Montréal, suivi de Laval et de Longueuil qui possédaient les plus petits pourcentages de couvert forestier avec un pourcentage respectif de 9,8 %, de 12,2 % et de 16,6 %. Venaient ensuite la Couronne Sud avec 18,1 % et la Couronne Nord avec 25,7 %. Le tableau 3.3 présente justement la superficie et la part relative de l'espace boisé pour les 5 secteurs géographiques du Grand Montréal, tandis que la carte de la figure 3.2 présente la répartition du couvert forestier sur le territoire du Grand Montréal, en plus de localiser ses 5 secteurs géographiques (CMM, 2012).

**Tableau 3.3 Superficie et part relative du territoire boisé des 5 secteurs géographiques du Grand Montréal, selon des données de 2009**  
(Tiré de : CMM, 2012)

| Secteur géographique              | Superficie terrestre totale (ha) | Superficie de l'espace boisé (ha) | Pourcentage sur la superficie terrestre totale (%) | Pourcentage sur la superficie en espaces boisés du Grand Montréal (%) |
|-----------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|---|
| <b>Agglomération de Montréal</b>  | 50 376                           | 4 946                             | 9,8  | 6,7   |
| <b>Agglomération de Longueuil</b> | 27 392                           | 4 558                             | 16,6   | 6,2   |
| <b>Laval</b>                      | 24 540                           | 3 004                             | 12,2   | 4,1   |
| <b>Couronne Nord</b>              | 134 960                          | 34 726                            | 25,7   | 47,1  |
| <b>Couronne Sud</b>               | 146 582                          | 26 494                            | 18,1   | 35,9  |
| <b>Grand Montréal</b>             | 383 850                          | 73 727                            | 19,2   | 100,0   |



**Figure 3.2 Couvert forestier du Grand Montréal**  
(Tiré de : CMM, 2016c)

### 3.3.3 La répartition des milieux humides

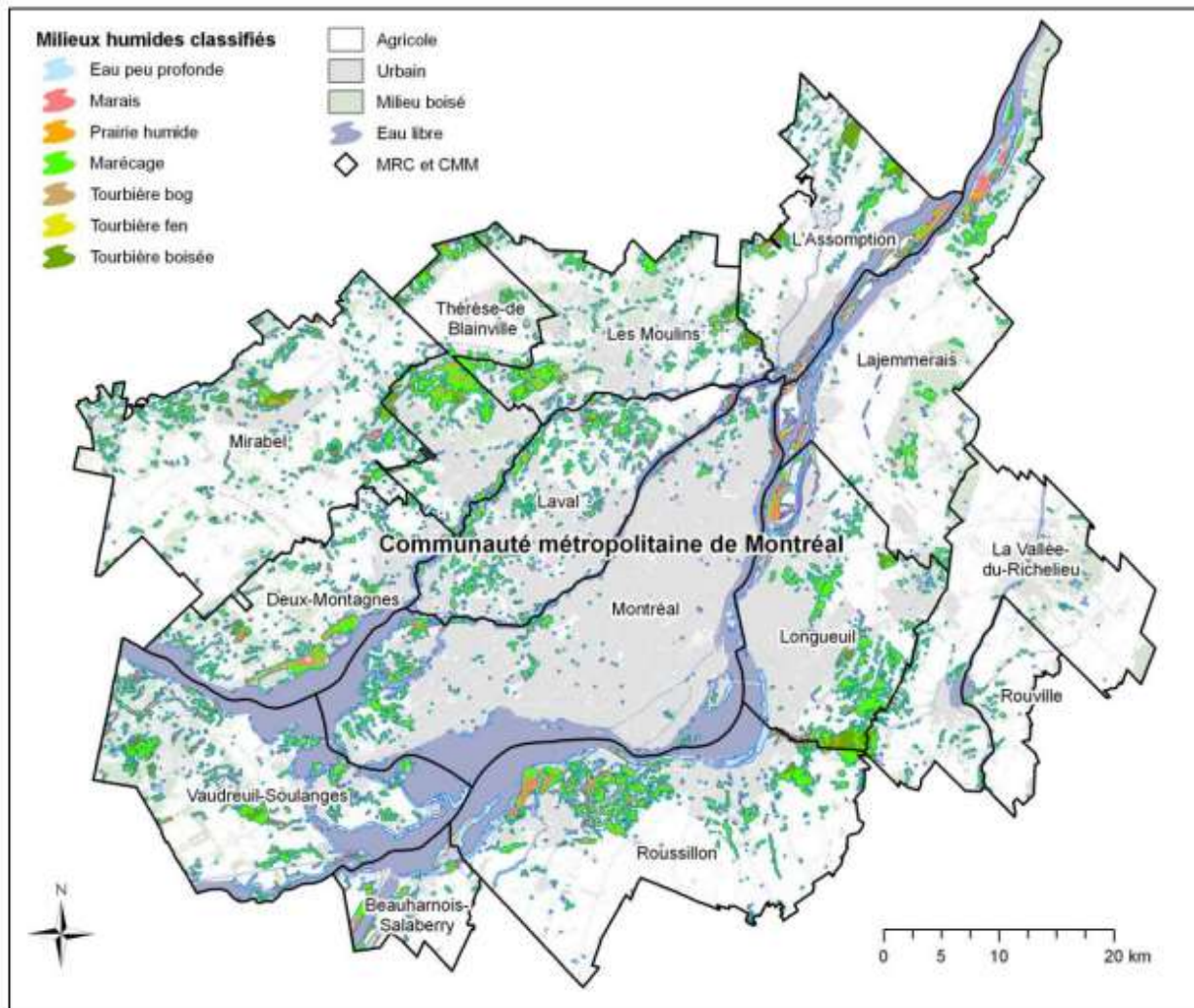
Pour ce qui est des milieux humides, leur répartition régionale n'est pas décrite au PMAD. À la place, la CMM utilise un rapport synthèse produit pour elle, conjointement par l'organisme de conservation Canards Illimités et le MDDEP. Celui-ci fait l'inventaire et la cartographie des milieux humides du Grand Montréal (Canards Illimités et le MDDEP, 2010).

Comme pour le couvert forestier, les milieux humides ne sont pas répartis équitablement sur le territoire de la CMM. Le tableau 3.4 suivant présente la superficie en hectare couverte par les milieux humides dans les 12 MRC et les 2 agglomérations de la CMM, ainsi que la proportion en pourcentage du territoire couvert par les milieux humides. La figure 3.3 présente la localisation des milieux humides sur le territoire de la CMM. Il est à noter que le nom de la MRC de Lajemmerais a été modifié et porte maintenant le nom de Marguerite-D'Youville (Canards Illimités et MDDEP, 2010).

**Tableau 3.4 Superficie occupée par les milieux humides par MRC (ou territoire équivalent)**  
(Adapté de : Canards Illimités et MDDEP, 2010)

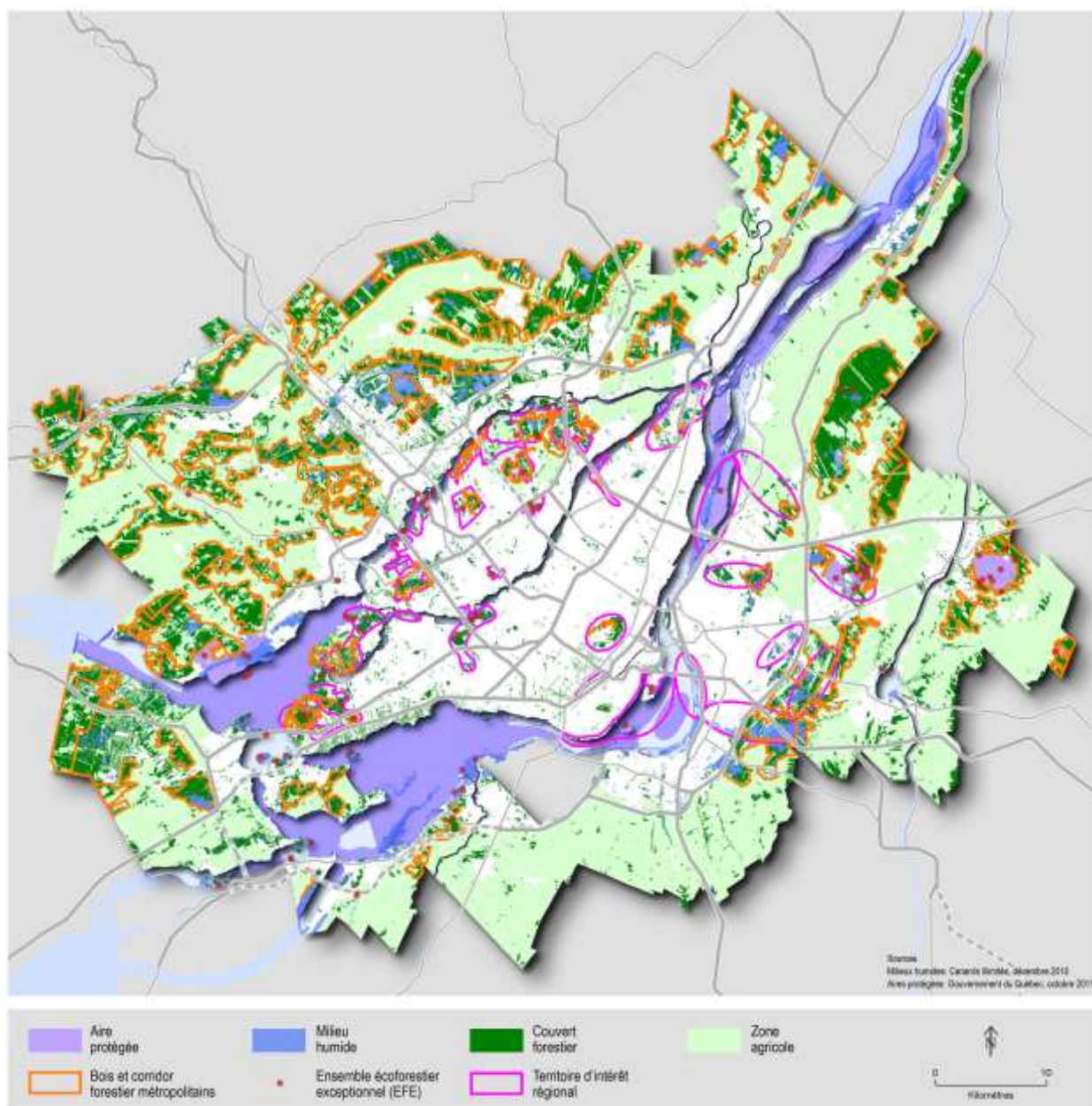
| <b>Nom de la MRC (ou territoire équivalent)</b> | <b>Superficie de la MRC (ha)</b> | <b>Superficie des milieux humides (ha)</b> | <b>Proportion du territoire en milieux humides (%)</b> |
|---|----------------------------------|--|--|
| <b>Beauharnois-Salaberry</b>                    | 9 365                            | 805  | 8,6  |
| <b>Deux-Montagnes</b>                           | 24 211                           | 1 495                                      | 6,2  |
| <b>L'Assomption</b>                             | 22 722                           | 1 574                                      | 6,9  |
| <b>La Vallée-du-Richelieu</b>                   | 32 126                           | 301  | 0,9  |
| <b>Marguerite-D'Youville</b>                    | 40 532                           | 2 117                                      | 5,2  |
| <b>Laval</b>                                    | 26 679                           | 1 141                                      | 4,3  |
| <b>Les Moulins</b>                              | 26 602                           | 1 536                                      | 5,8  |
| <b>Longueuil</b>                                | 30 889                           | 2 466                                      | 8,0  |
| <b>Mirabel</b>                                  | 48 516                           | 1 586                                      | 3,3  |
| <b>Montréal</b>                                 | 62 470                           | 1 000                                      | 1,6  |
| <b>Roussillon</b>                               | 49 268                           | 3 122                                      | 6,3  |
| <b>Rouville</b>                                 | 8 282                            | 52   | 0,6  |
| <b>Thérèse-de-Blainville</b>                    | 21 237                           | 1 833                                      | 8,6  |
| <b>Vaudreuil-Soulanges</b>                      | 39 184                           | 1 943                                      | 5,0  |
| <b>Total pour la CMM</b>                        | <b>442 082</b>                   | <b>20 971</b>                              | <b>4,7</b>   |





**Figure 3.3 Localisation et types de milieux humides sur le territoire de la CMM**  
(Tiré de Canards Illimités et MDDEP, 2010)

Pour conclure le chapitre, la carte se trouvant à la figure 3.4 illustre autant la localisation des milieux humides que le couvert forestier répertoriés sur le territoire du Grand Montréal. Elle illustre en plus, les aires protégées aquatiques et terrestres. Elle met donc en évidence le potentiel de conservation des MN de la CMM.



**Figure 3.4 Potentiel de protection des MN de la CMM**  
 (tiré de : CMM, 2016d)

## **4. SÉLECTION DES MRC ET DES MUNICIPALITÉS LOCALES À ÉTUDIER**

La première partie de ce chapitre énonce les différents critères ayant été utilisés pour sélectionner les MRC et les municipalités locales qui seront étudiées. La MRC et ses municipalités locales sélectionnées pour la Couronne Nord sont présentées dans la deuxième partie, tandis que la MRC et les municipalités locales sélectionnées pour la Couronne Sud sont présentées dans la troisième partie.

### **4.1 Les critères menant à la sélection des MRC et des municipalités locales**

La sélection des MRC et des municipalités locales à étudier s'est effectuée selon plusieurs critères. Pour être retenue, une MRC devait obligatoirement avoir un SAD conforme au PMAD et comprendre au minimum deux municipalités locales ayant également complété leur exercice de conformité puisqu'il s'agissait, avant toute chose, de mesurer leur performance à respecter les éléments énoncés au document adopté par la CMM.

En effet, en fonction de la LAU, il est important de savoir que les MRC et les municipalités locales ont une certaine période de temps pour se conformer au PMAD. Or, en 2016, plusieurs d'entre elles étaient encore non conformes. Quant au critère d'avoir au moins deux municipalités locales conformes pour qu'une MRC soit retenue, il apparaissant important de pouvoir évaluer si, à l'intérieur d'un même territoire régional, des disparités pouvaient s'observer.

À la suite de l'application de ces deux premiers critères, neuf MRC demeuraient toujours en lice. La MRC de Deux-Montagnes, la Ville-MRC de Laval et l'agglomération de Longueuil ont été exclues puisque leur SAD n'était toujours pas conforme. La ville-MRC de Mirabel a été exclue puisqu'il s'agit d'une seule municipalité locale. La MRC de Beauharnois-Salaberry a été exclue parce qu'elle possède uniquement une municipalité locale sur le territoire de la CMM (CMM, 2012).

Par la suite, d'autres critères ont été utilisés afin de bien faire ressortir des éléments qui, une fois l'indicateur de performance appliqué, pourraient être utilisés pour mieux comprendre les résultats en matière de protection des MN et déterminer si certains facteurs peuvent les influencer.

Pour les besoins de l'essai, il est donc apparu intéressant de choisir :

- une MRC située sur la Couronne Sud et une MRC sur la Couronne Nord;

- une MRC qui ne possède pas explicitement une affectation du territoire de type « conservation » à son SAD pour observer si la concordance s’effectue aussi efficacement;
- une MRC dont le territoire est en partie situé à l’extérieur de la CMM pour comparer si la protection des MN se fait de la même façon pour les municipalités locales devant obligatoirement être conformes au PMAD et les municipalités où cette conformité est facultative.

Bien entendu, une même MRC pouvait répondre à plus d’un critère à la fois.

Lors du choix des municipalités locales, il apparaissait également important de choisir des municipalités locales plus agricoles et d’autres plus urbaines où une forte pression immobilière sur les MN peut se faire ressentir.

#### **4.2 La MRC et les municipalités locales de la Couronne Nord**

En respectant les critères énoncés dans la première section, pour la Couronne Nord, c’est la MRC de Thérèse-de-Blainville, ainsi que ses municipalités locales de Blainville et de Sainte-Anne-des-Plaines qui ont été sélectionnées. Plusieurs raisons justifient ces choix.

Tout d’abord, la MRC de Thérèse-de-Blainville est entièrement dans la CMM, contrairement à son homologue de la Couronne Sud. D’autre part, son SAD ne possède pas l’affectation du territoire « conservation ». Les territoires naturels d’intérêt entrent sous l’affectation « espace vert » (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016).

Pour ce qui est de la sélection de la municipalité locale de Blainville, celle-ci évolue dans un milieu urbain subissant de fortes pressions immobilières. Sa population a augmenté de 145,6 % entre 1991 et 2013, ce qui fait d’elle l’une des villes les plus en croissance de la CMM. La municipalité locale de Sainte-Anne-des-Plaines évolue dans un contexte différent, où plus de 90 % de son territoire se situe dans la zone agricole. C’est la municipalité locale la plus rurale de sa MRC. Elle évolue donc dans un contexte très différent de celui de Blainville (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016).

#### **4.3 La MRC et les municipalités locales de la Couronne Sud**

Pour la Couronne Sud, la MRC de La Vallée-du-Richelieu a été sélectionnée. Une partie du territoire de la MRC de La Vallée-du-Richelieu se situe à l’extérieur de la CMM, ce qui est un critère énoncé à la section

précédente. Elle possède dans son SAD une affectation du territoire nommée « conservation » (MRC de la Vallée-du-Richelieu, 2015).

Au niveau de la sélection des municipalités locales, deux municipalités situées à l'intérieur de la CMM sont retenues, mais, en guise d'exception, une troisième, située à l'extérieur de la CMM, l'est également. Cette exception permettra de comparer la performance à protéger les MN des municipalités locales de la CMM à une en dehors de la CMM. Il sera ainsi possible d'évaluer l'impact du PMAD.

Il est à noter que toutes les municipalités locales de la MRC n'avaient pas complété leur exercice de concordance à la différence de la MRC Thérèse-de-Blainville. En date du 22 septembre 2016, seulement 4 des 9 municipalités locales de la MRC à l'intérieur de la CMM avaient complété leur concordance au SAD, soit McMasterville, Saint-Basile-le-Grand, Saint-Jean-Baptiste et Saint-Mathieu-de-Beloeil (F. Sénécal, conversation téléphonique, 22 septembre 2016). Parmi ces 4 municipalités locales, McMasterville et Saint-Basile-le-Grand ont un caractère plus urbain. Les deux possèdent très peu de MN à protéger, mais Saint-Basile-le-Grand en possède un peu plus (MRC de La Vallée-du-Richelieu, s. d.; MRC de La-Vallée-du-Richelieu, 2015). Pour cette raison, c'est cette dernière qui est retenue aux fins d'évaluation. Parmi les municipalités locales à l'intérieur de la CMM ayant complété leur concordance au SAD, c'est Saint-Jean-Baptiste qui possède le plus fort caractère agricole. Elle est donc également retenue aux fins d'évaluation. Les municipalités locales de cette MRC, en dehors de la CMM, évoluent toutes les 4 dans un contexte rural à caractère agricole. Elles ont également une superficie de boisés similaire sur leur territoire, mais au niveau de la superficie des milieux humides, c'est Saint-Denis-sur-Richelieu qui semble avoir la plus grande (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). C'est donc cette municipalité locale qui est retenue.

## **5. DÉVELOPPEMENT DE L'INDICATEUR DE PERFORMANCE**

Une fois les MRC et les municipalités locales sélectionnées, c'est le moment de développer l'indicateur de performance. Cet outil est inspiré de plusieurs indicateurs de performance et de types d'analyse multicritères existants. Le chapitre débute en expliquant la pertinence de l'indicateur de performance utilisé pour cet essai et en décrivant les outils existants qui auront servi d'inspiration à la création de l'indicateur de performance. La composition de l'indicateur sera ensuite décrite. Le fonctionnement de l'outil sera finalement décrit, ainsi que la façon d'obtenir une note globale pour chaque MRC et municipalité locale étudiée.

### **5.1 La pertinence de l'indicateur de performance**

Afin de pouvoir analyser et comparer la performance des municipalités locales et des MRC de la CMM à protéger leurs MN en concordance avec le PMAD, la création d'un indicateur de performance est essentielle. Il est crucial d'établir des éléments de comparaison rigoureux ainsi que de bien définir quel aspect de la performance sera mesuré. Le contexte à l'intérieur duquel différentes municipalités locales et différentes MRC évoluent varie énormément d'une à l'autre. Certains territoires possèdent très peu de MN. Il est difficile dans ce contexte pour une municipalité locale de protéger une superficie aussi grande qu'une municipalité locale possédant beaucoup de MN. Certaines municipalités locales et MRC ont une tradition de protection des MN bien implantée, alors que d'autres débutent en ce domaine. La performance ne se mesure donc pas qu'en pourcentage total du territoire protégé d'une municipalité locale ou d'une MRC. Plusieurs critères entrent en ligne de compte et seront expliqués plus loin dans ce chapitre. Cet outil est donc pertinent, car il permet d'analyser la performance des moyens et des outils utilisés par les MRC et les municipalités locales, pour ainsi assurer la concordance entre le PMAD, les SAD, les PU et les règlements municipaux. Il permet alors de répondre à l'objectif principal de cet essai.

### **5.2 Les outils existants servant d'inspiration à la création de l'indicateur de performance**

Plusieurs outils existent afin de déterminer ou d'analyser la durabilité de différents projets proposés par des entreprises, des organisations, des gouvernements, etc. Ceux-ci tentent de déterminer autant la performance environnementale que sociale et économique d'un projet (Staudt, 2011). Ce type d'outils peut servir d'inspiration à la création de l'indicateur de performance qui sera élaboré dans ce chapitre. Ce dernier s'inspirera des échelles de valeurs et des méthodes efficaces de présentation des résultats des outils existants.


Il existe des outils de nature et d'utilisation différentes, permettant de faire un état des lieux et de la situation d'une collectivité publique, d'évaluer la qualité d'une démarche de développement durable au niveau d'un processus, ou encore de mesurer les impacts d'une politique publique, d'un projet ou d'une action. Il existe différents types de grille, plus ou moins complexes, offrant différents niveaux d'analyse. À part les grilles les plus simples, elles s'opèrent toutes à partir d'une base informatique. Plus l'outil est complexe, plus il prend en compte une grande quantité de données et plus l'analyse est poussée. Pour les grilles s'opérant à partir d'une base informatique, les critères s'évaluent de façon semi-quantitative ou quantitative et les résultats sont compilés automatiquement par le programme et présentés sous forme de figure ou de graphique. Les outils présentés plus bas, desquels s'inspire ce présent essai, sont des outils développés pour analyser l'application des principes du développement durable, même dans le cas de l'outil développement par le RQVVS qui inclut également ce concept (Staudt, 2011).

### **5.2.1 L'outil du Réseau québécois des Villes et Villages en santé**

Le premier outil servant d'inspiration pour élaborer l'indicateur de performance est la grille d'analyse de projet du Réseau québécois des Villes et Villages en santé (RQVVS). C'est un outil servant principalement d'aide à la réflexion, à l'action et à la décision qui renferme des axes d'analyse permettant de déterminer la durabilité d'un projet. L'appropriation et l'intégration de certaines dimensions et considérations importantes à prendre en compte lorsqu'une partie prenante désire agir dans le sens du développement durable font partie des objectifs principaux de l'outil. Il peut être utilisé à différentes étapes d'un projet ou d'une démarche et s'adresse aux acteurs et groupes de personnes impliqués dans la réalisation de projets (RQVVS, 2008).

La grille d'analyse demande à l'évaluateur de déterminer si le projet évalué intègre différents aspects touchant les trois pôles du développement durable et de proposer des idées ou des actions pour améliorer ou intégrer ces aspects. La protection des MN est prise en compte dans le pôle écologique de l'outil. La grille demande également à l'évaluateur de déterminer si le projet permet de préserver ou d'améliorer la qualité de l'environnement physique, soit les sols, l'eau, les forêts et l'air. Elle lui demande finalement de déterminer si le projet permet de préserver la diversité des espèces végétales et animales (RQVVS, 2008). La figure 5.1 montre un extrait de cette grille pour le pôle écologique.





## Pôle écologique

Vers des communautés durables et en santé : grille d'analyse de projet

Le pôle écologique fait référence à « l'air, l'eau, la faune, la nature, les forêts, les terres agricoles, l'énergie, les minéraux et les autres ressources sur lesquelles se fonde la richesse humaine ».  
« Un développement irresponsable qui ne tient pas compte de l'écologie entraîne des effets néfastes considérables sur la santé. Les changements climatiques globaux, l'épuisement des ressources renouvelables et non renouvelables et la réduction de la biodiversité menacent la santé de tous. » (Hancock, 1999) L'objectif de ce pôle consiste à maintenir l'intégrité écologique.

| En rapport avec chacun des thèmes suivants, est-ce que le projet :  | Idées ou actions pour améliorer ou intégrer cet aspect      |
|---|---|
| <b>1 ENVIRONNEMENT PHYSIQUE ET BIODIVERSITÉ</b>   |   |
| 1.1 Permet de préserver ou d'améliorer la qualité de l'environnement physique (sols, eau, forêts, air)?   | Oui <input type="checkbox"/> / Non <input type="checkbox"/> |
| 1.2 Permet de préserver la diversité des espèces végétales et animales?   | Oui <input type="checkbox"/> / Non <input type="checkbox"/> |
| <b>2 RESSOURCES NATURELLES RENOUVELABLES (ex : eau, forêt) ET NON RENOUVELABLES (ex : pétrole, charbon)</b>                                       |   |
| 2.1 Permet une saine utilisation des ressources naturelles renouvelables et non-renouvelable?   |   |
| 1) Réduit la consommation d'eau?  | Oui <input type="checkbox"/> / Non <input type="checkbox"/> |
| 2) Réduit la consommation des ressources forestières (ex : papier)?   | Oui <input type="checkbox"/> / Non <input type="checkbox"/> |
| 3) Encourage et soutient le transport en commun / covoiturage / vélo, etc.?   | Oui <input type="checkbox"/> / Non <input type="checkbox"/> |
| 4) Réduit la consommation d'énergie (ex : chauffage, éclairage)?  | Oui <input type="checkbox"/> / Non <input type="checkbox"/> |
| <b>3 GESTION ÉCOLOGIQUE DES DÉCHETS</b>   |   |
| 3.1 Permet de promouvoir et de favoriser une gestion écologique des déchets en privilégiant :   |   |
| 1) La réduction de la consommation et de la quantité de déchets?  | Oui <input type="checkbox"/> / Non <input type="checkbox"/> |
| 2) La réutilisation d'objets ou ressources (ex : meubles / vêtements usagés)?   | Oui <input type="checkbox"/> / Non <input type="checkbox"/> |
| 3) Le recyclage, la récupération et la valorisation des déchets?  | Oui <input type="checkbox"/> / Non <input type="checkbox"/> |
| 4) L'entreposage adéquat des déchets dangereux (batteries, etc.)?   | Oui <input type="checkbox"/> / Non <input type="checkbox"/> |
| 5) L'utilisation de produits biologiques et biodégradables?   | Oui <input type="checkbox"/> / Non <input type="checkbox"/> |
| <b>4 ÉDUCATION RELATIVE À L'ENVIRONNEMENT</b>   |   |
| 4.1 Permet de promouvoir les actions et les moyens propres à assurer la formation et le développement des compétences relative à l'environnement? | Oui <input type="checkbox"/> / Non <input type="checkbox"/> |

**Figure 5.1**      **Extrait de la grille d'analyse de projet du RQVVS**  
(tiré de : Staudt, 2011, p. 87)

### 5.2.2 L'outil Réseau scientifique et technique<sub>02</sub> (RST<sub>02</sub>)

La grille de lecture développement durable RST<sub>02</sub> est également un modèle utilisé afin de développer l'indicateur qui a été choisi dans cet essai. Comme pour la grille d'analyse de projet du RQVVS, cette grille est utilisée afin de déterminer la durabilité d'un projet et peut être appliquée à n'importe quelle étape de la réalisation de celui-ci. La structure de la grille reprend les trois dimensions du développement durable que sont les dimensions environnementales, sociales et économiques, et ajoute une dimension nommée « gouvernance et démocratie participative ». Elle comprend également les interfaces correspondant aux zones d'interaction reliant entre elles les dimensions environnementales, sociales et économiques. (Staudt, 2011)

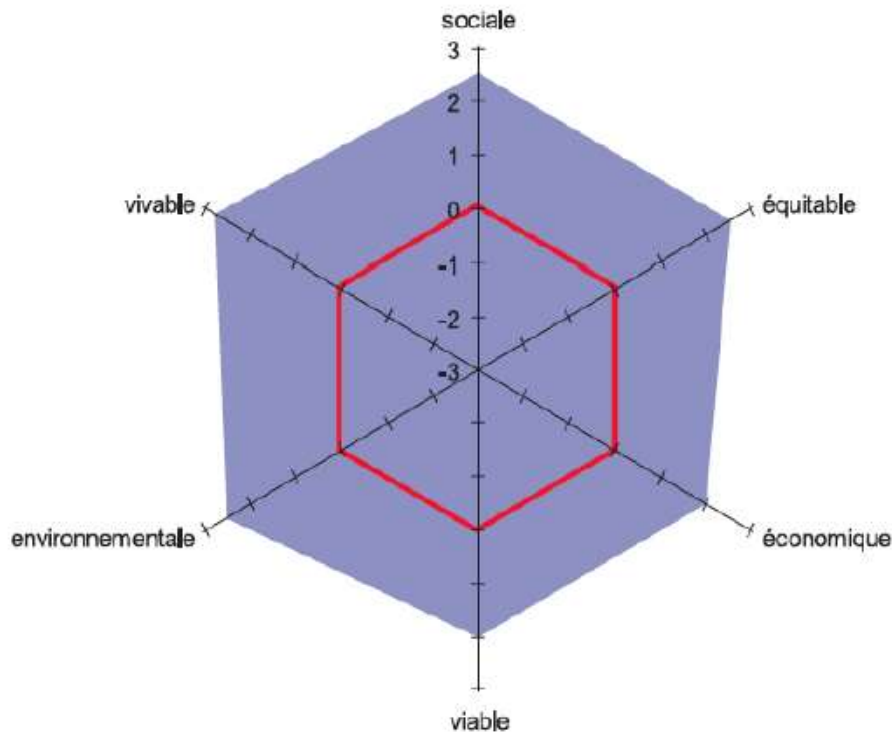
Ces interfaces sont traitées de la même façon que les dimensions principales. En tout, 29 critères classés par dimensions et interfaces sont analysés par cette grille afin de déterminer la performance de chacune



des dimensions et interfaces du développement durable reliées à un projet. Les critères sont composés de mots-clés assez généraux, mais sont accompagnés d'un guide de questionnaire composé d'une centaine de questions reliées aux critères. Ce guide a comme objectif de faire parler les critères, de les sonder et de les examiner sous toutes leurs facettes (Staudt, 2011).

Les critères sont ensuite évalués un à un sur une échelle de valeurs allant de -3 à 3 sur laquelle il est possible d'attribuer la note -3, 0, 1, 2 et 3, mais pas -2, ni -1. En ordre, ces valeurs signifient que le critère est mal pris en compte (-3), non pris en compte (0), moyennement pris en compte (1), assez bien pris en compte (2) ou bien pris en compte (3). La moyenne est ensuite calculée pour chaque dimension et interface (Staudt, 2011).

Puis, ces résultats sont représentés de façon graphique, sous forme d'un hexagone. Des droites partent du centre de celui-ci et se dirigent jusqu'aux pointes de l'hexagone. Ces pointes représentent les dimensions et les interfaces. Les droites sont graduées du centre vers les pointes, de -3 à 3. Pour chaque dimension et interface, un point est dessiné sur la droite, à la valeur correspondant à la moyenne obtenue. Les points pour chaque dimension et interface sont finalement reliés entre eux. La figure 5.2 ici-bas illustre cette représentation graphique. La dimension de la gouvernance n'est pas incluse dans l'hexagone. Elle a un graphique à elle seule. Aux fins de cet essai, il n'est pas pertinent de le décrire (Staudt, 2011).



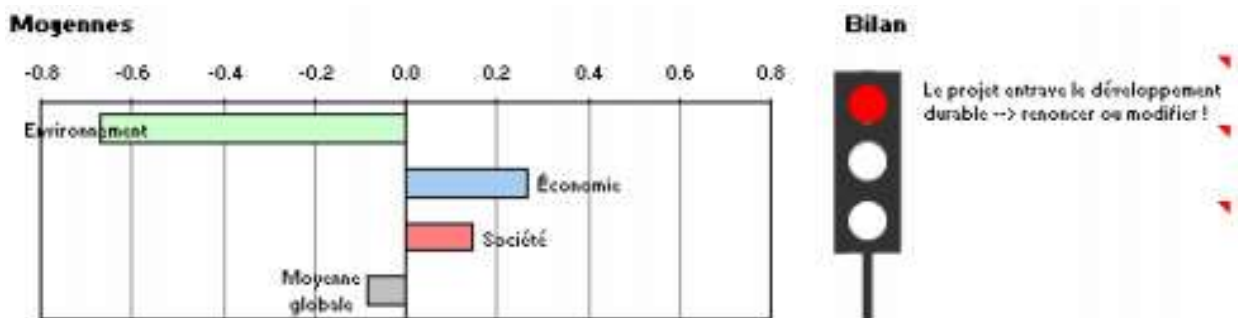
**Figure 5.2** Représentation graphique des résultats de la grille d'analyse RST<sub>02</sub>  
(tiré de Staudt, 2011, p. 87)

Comme il l'est mentionné plus haut, les critères d'analyse de la grille sont des mots-clés assez vagues et afin de les évaluer, il faut lire le guide de questionnaire composé d'une centaine de questions. Quatre critères sont associés à la dimension environnementale, soit la dynamique naturelle, la gestion économe des ressources naturelles, l'impact sur l'environnement et les pratiques environnementales. Chacun de ces critères pose des questions plus précises et, pour chacune de ces questions, le guide mène l'évaluateur à déterminer si le projet respecte plusieurs aspects. À titre d'exemple, pour le critère de la dynamique naturelle, le guide demande à l'évaluateur si le projet fait l'objet d'un diagnostic patrimonial. Sous cette question, il demande d'identifier les unités naturelles et paysagères ainsi que d'évaluer la vulnérabilité des ressources naturelles. Ce type de questionnaire et d'aspects à analyser est donc repris pour chacun des critères. Tous les critères de la dimension environnementale portent donc l'évaluateur à considérer le respect de la biodiversité et de l'habitat, en plus de la protection des MN (Centre d'Étude sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU), 2006).

### 5.2.3 La Boussole bernoise du développement durable

La Boussole bernoise du développement durable est également une grille d'analyse multicritère destinée à évaluer la durabilité d'un projet donné en fonction des 3 dimensions principales du développement durable. L'évaluation se fait en fonction d'indicateurs (critères) préétablis pour chacune de ces trois dimensions, soit les dimensions environnementale, sociale et économique, et se base sur des estimations qualitatives. Ainsi, elle ne nécessite pas d'entreprendre des mesures ou de procéder à des enquêtes. Il en résulte un profil des forces et des faiblesses, fournissant ainsi des informations sur le potentiel d'optimisation du projet ainsi qu'une évaluation globale de la prise en compte du développement durable dans le projet (Canton de Berne, s. d.).

L'outil contient donc 123 indicateurs prédéterminés, regroupés en champs thématiques, et dont leur évaluation se fait en leur attribuant une valeur de -2 à 2. Une fois cette évaluation faite, l'outil calcule une moyenne par champ thématique ainsi que par dimension du développement durable, afin de présenter une moyenne globale. Un tableau illustre la moyenne pour chaque dimension du développement durable et présente la moyenne globale. Un feu de circulation exprime également si le projet encourage le développement durable, s'il est plutôt neutre, ou si le projet va à l'encontre du développement durable. La figure 5.3 ici-bas illustre ces représentations graphiques. La grille d'indicateurs est facilement modifiable afin d'adapter l'outil à son projet (Canton de Berne, s. d.).



**Figure 5.3 Représentation graphique des résultats de la grille d'analyse de la Boussole bernoise**  
(tiré de : Canton de Berne, 2008)

La protection des MN est prise en compte par la Boussole bernoise, dans la grille d'indicateurs à évaluer, sous la dimension environnementale, sous les champs thématiques « diversité biologique » et « espace naturel ». Sous le champ thématique « diversité biologique », les critères à évaluer sont l'amélioration des habitats des espèces rares et menacées, l'amélioration et la protection préventive des habitats des espèces

courantes, et l'amélioration de la qualité des lacs et des cours d'eau comme habitat. Sous le champ thématique « espace naturel », les critères à évaluer sont l'accroissement de la proportion de surfaces proches de l'état naturel et la revalorisation des surfaces proches de l'état naturel, par l'amélioration de la mise en réseaux des différents espaces, par exemple (Canton de Berne, s. d.).

### **5.3 Les axes d'analyse pour les MRC**

Contrairement aux outils présentés dans la section précédente, l'outil développé dans ce chapitre ne sert pas à évaluer la durabilité d'un projet, mais plutôt à évaluer la performance des MRC et des municipalités locales de la CMM à protéger les MN dans le contexte de la concordance avec le PMAD. L'indicateur sera élaboré, comme le sont ceux de la section précédente, à partir d'une grille d'analyse. Celle-ci ne sera toutefois pas divisée selon les dimensions du développement durable. Pour l'évaluation des MRC, la grille d'analyse sera divisée selon les critères identifiés au PMAD et ceux-ci serviront d'axes d'analyse. En tout, quatre critères découlent directement de l'objectif énoncé dans le PMAD de protéger 17 % du territoire du Grand Montréal. À partir de ces critères, la CMM oblige les MRC à inclure certains éléments à leur SAD, alors que d'autres éléments sont facultatifs (CMM, 2013). Autant les éléments obligatoires que facultatifs seront évalués. Cette section présente donc ces critères servant d'axes d'analyse ainsi que les éléments obligatoires et facultatifs devant être repris par les MRC.

#### **5.3.1 L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers**

Par rapport à ce critère, les éléments obligatoires devant se retrouver au SAD des MRC sont :

- 1) l'identification des aires protégées inscrites au registre du MDDELCC;
- 2) l'identification des bois et des corridors forestiers métropolitains illustrés à la figure 3.4 de cet essai.

L'élément facultatif en lien avec ce critère est :

- 3) l'inscription au SAD des aires protégées non inscrites au registre du MDDELCC telles que celles administrées par les municipalités locales ou les organismes privés, excluant l'identification des habitats fauniques et floristiques rendue obligatoire par les orientations gouvernementales de 1994.

Le but de ces identifications est de connaître la valeur de la superficie réelle protégée afin de permettre la comptabilisation de l'atteinte de l'objectif de protection de 17 % du territoire du Grand Montréal. Elles

permettront aussi aux MRC d'appliquer le critère développé à la sous-section 4.3.3 portant sur la protection des bois et des corridors forestiers métropolitains (CMM, 2013).

### **5.3.2 L'identification et la caractérisation des milieux humides**

Ce critère porte sur l'identification et la caractérisation des milieux humides du Grand Montréal par les MRC. Par ce critère, la CMM n'émet aucune suggestion aux MRC, mais les oblige à :

- 1) l'identification et la caractérisation dans le SAD des milieux humides de plus de 0,3 ha se retrouvant sur le territoire de la MRC.

La CMM ne précise pas directement l'objectif de ces directives, mais l'identification et la caractérisation des milieux humides du territoire aideraient à tous les prendre en compte lors de la réalisation des plans de conservation des milieux humides demandés aux municipalités locales, comme mentionné au quatrième critère (CMM, 2012). Ces connaissances permettent ensuite aux municipalités locales d'effectuer une meilleure planification du territoire en fonction de la protection de l'environnement.

### **5.3.3 La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains**

Ce troisième critère vise à mener les MRC à se doter de mesures efficaces afin d'assurer une protection des bois et des corridors forestiers métropolitains. Dans ce sens, la LAU octroie aux MRC des pouvoirs de protection du couvert forestier de la forêt de tenure privée, et des pouvoirs de sanctions pénales aux contrevenants. Ces pouvoirs se manifestent par l'identification d'usages compatibles adéquats. Les éléments obligatoires devant se retrouver aux SAD sont :

- 1) l'identification des usages compatibles avec la protection des bois et des corridors forestiers métropolitains;
- 2) l'adoption de mesures régissant et interdisant l'abattage d'arbres (CMM, 2013).

Les éléments facultatifs, suggérés aux MRC par la CMM sont :

- 3) l'assujettissement à une autorisation tout projet de mise en valeur et d'abattage d'arbres situés dans les bois et corridors forestiers métropolitains;
- 4) l'encouragement auprès des municipalités locales de l'utilisation d'outils de planification montrant que le projet respecte les caractéristiques naturelles du site, tels que les PAE et les PIIA;

- 5) l'encouragement de l'utilisation d'une mixité de mesures correctrices à la suite d'une contravention;
- 6) le développement de mesures favorisant le rétablissement de connectivité écologique entre les bois et les corridors forestiers métropolitains, ainsi qu'entre d'autres MN d'intérêt pour la collectivité (CMM, 2013).

Ces directives et éléments suggérés ont comme objectif global de freiner la perte du couvert forestier actuel du Grand Montréal et de voir progressivement à sa hausse. Comme l'indique Environnement Canada (2013), une baisse significative de la diversité biologique s'observe lorsque le couvert forestier d'un bassin versant passe sous le seuil de 30 %. Actuellement, le couvert forestier du Grand Montréal se trouve à 19,2 %, comme il est possible de le constater à la section 3.3 de ce travail. La protection du couvert forestier vise donc la conservation de la biodiversité essentielle au maintien des écosystèmes et des services qu'ils rendent à la population (CMM, 2012).

Pour ce qui est du critère consistant à identifier les usages compatibles avec la protection des bois et des corridors forestiers métropolitains, ceux-ci sont ceux permettant de conserver la biodiversité, le couvert forestier et les fonctionnalités des différents écosystèmes en place. Afin de préserver l'intégrité des écosystèmes et de maintenir une connectivité, la superficie totale des bois et des corridors est à prendre en compte lors de l'élaboration des usages compatibles. Pour le critère obligeant à adopter des mesures régissant et interdisant l'abattage d'arbres, celles-ci peuvent varier selon les usages permis et prévoir des exceptions pour différentes coupes. Les coupes prévues aux exceptions sont les coupes sanitaires, les coupes de récupération, les coupes sélectives, ainsi que celles nécessaires à la réalisation de cours d'eau et aux aménagements permettant l'accès à un MN à des fins d'observation et d'interprétation. Pour ce qui est de l'élément suggérant l'utilisation de mesures correctrices à la suite d'une contravention, la CMM fournit en exemples des mesures telles que le reboisement, la restauration et la sanction pécuniaire (CMM, 2013).

#### **5.3.4 L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides**

Le quatrième et dernier critère émis par la CMM dans son PMAD s'appuie sur des initiatives de protection et de mise en valeur des milieux humides déjà entamées par les agglomérations de Longueuil et de Montréal, ainsi que par la Ville de Laval. Ce critère vise à mener les MRC à demander à leurs municipalités locales d'adopter un plan de conservation des milieux humides. L'élément obligatoire devant donc se retrouver au SAD des MRC du Grand Montréal en lien avec ce critère est le suivant :

- 1) demander aux municipalités locales de leur territoire de se doter d'un plan de conservation des milieux humides qui respecte la démarche proposée par le MDDELCC exprimée dans le *Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides* (CMM, 2013).

La démarche proposée par ce guide consiste en quatre étapes. Tout d'abord, il est nécessaire d'effectuer un inventaire des milieux humides présents sur le territoire. Celui-ci doit s'effectuer à partir de connaissances cartographiques existantes, de connaissances photographiques, ainsi qu'à partir des informations disponibles pertinentes, et il doit être validé par un travail sur le terrain. La deuxième étape consiste à la caractérisation des milieux humides. Le guide suggère, selon la situation, d'emprunter soit un cheminement simplifié ou détaillé. Il propose également différentes dimensions à évaluer lors de la caractérisation. Cette caractérisation mène à la troisième étape, qui consiste en la sélection des milieux humides d'intérêt pour la conservation. C'est à cette étape qu'il faut attribuer une valeur aux milieux humides, en concevant plusieurs indicateurs et en appliquant une pondération. Il faut ensuite produire un rapport de caractérisation des milieux humides. La dernière étape consiste à déterminer les milieux humides qu'il est prioritaire de conserver. Pour y parvenir, il est nécessaire d'évaluer les besoins en espace de développement et de prendre en compte les pressions du développement immobilier. Le guide suggère la formation d'un comité technique qui suggèrera les milieux humides qu'il est prioritaire de conserver et celui d'un comité directeur qui prendra les décisions finales quant à ces milieux humides à conserver. Il est également suggéré d'impliquer les citoyens dans un processus de consultation, une fois que le plan final est conçu. Pour plus de détails sur les différentes étapes de la démarche du *Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides*, lire l'annexe 5 (MDDEP, 2008). Le tableau 5.1 consiste en la grille d'analyse de base pour l'évaluation des MRC.

**Tableau 5.1 Grille d'analyse de base servant à évaluer les MRC**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|--|--------------------|---|---|---|--------|
|  | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| <b>1. L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers</b>  |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments obligatoires :</b>   |                    |   |   |   |        |
| 1.1 L'identification des aires protégées inscrites au registre du MDDELCC  |                    |   |   |   |        |
| 1.2 L'identification des bois et des corridors forestiers métropolitains illustrés à la figure 3.4   |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments facultatifs :</b>  |                    |   |   |   |        |
| 1.3 L'inscription au SAD des aires protégées non inscrites au registre du MDDELCC, telles que celles administrées par les municipalités locales ou les organismes privés |                    |   |   |   |        |
| <b>2. L'identification et la caractérisation des milieux humides</b>   |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments obligatoires :</b>   |                    |   |   |   |        |
| 2.1 L'identification et la caractérisation dans le SAD des milieux humides de plus de 0,3 ha se trouvant sur le territoire de la MRC                                     |                    |   |   |   |        |
| <b>3. La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains</b>  |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments obligatoires :</b>   |                    |   |   |   |        |



**Tableau 5.1 Grille d'analyse de base servant à évaluer les MRC (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS<br>OBLIGATOIRES ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER   | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|--|--------------------|---|---|---|--------|
|  | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| 3.1 L'identification des usages compatibles avec la protection des bois et des corridors forestiers métropolitains   |                    |   |   |   |        |
| 3.2 L'adoption de mesures régissant et interdisant l'abattage d'arbres   |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments facultatifs :</b>  |                    |   |   |   |        |
| 3.3 L'assujettissement à une autorisation tout projet de mise en valeur et d'abattage d'arbres situés dans les bois et corridors forestiers métropolitains   |                    |   |   |   |        |
| 3.4 L'encouragement auprès des municipalités locales de l'utilisation d'outils de planification montrant que le projet respecte les caractéristiques naturelles du site, tels que les PAE et les PIIA        |                    |   |   |   |        |
| 3.5 L'encouragement de l'utilisation d'une mixité de mesures correctrices à la suite d'une contravention   |                    |   |   |   |        |
| 3.6 Le développement de mesures favorisant le rétablissement de connectivité écologique entre les bois et les corridors forestiers métropolitains, ainsi qu'entre d'autres MN d'intérêt pour la collectivité |                    |   |   |   |        |

**Tableau 5.1 Grille d'analyse de base servant à évaluer les MRC (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS<br>OBLIGATOIRES ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|---|--------------------|---|---|---|--------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| <b>4. L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides</b>  |                    |   |   |   |        |
| <b>Élément obligatoire :</b>  |                    |   |   |   |        |
| 4.1 La demande aux municipalités locales de se doter d'un plan de conservation des milieux humides qui respecte la démarche proposée par le MDDELCC exprimée dans le <i>Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides</i> |                    |   |   |   |        |
| <b>POINTAGE TOTAL (/33)</b>   |                    |   |   |   |        |

#### **5.4 L'attribution d'un pointage pour les MRC**

Comme il est indiqué dans l'introduction de la section 5.3, les MRC se verront attribuer un pointage pour chaque élément de conformité, autant obligatoire que facultatif. Le pointage attribué peut être de 0, de 1, de 2 ou de 3. Pour un élément obligatoire ou facultatif ne se retrouvant pas au SAD, le pointage attribué sera de 0, puisqu'il y a absence de l'élément. Si un élément obligatoire est absent et qu'il reçoit ainsi la note de 0, il y a un problème de conformité. Cela signifie que le SAD a été accepté même si la conformité de certains éléments est discutable. Trois raisons peuvent expliquer qu'un SAD soit accepté même si la conformité de certains éléments qui les composent est discutable. Il peut y avoir un manque de rigueur de la CMM qui accepte ou refuse le ou les documents, il peut y avoir eu un oubli, ou ce peut être dû à un choix politique. Il est toutefois impossible de savoir pour laquelle de ces trois raisons une conformité discutable fait partie d'un document qui a été accepté.

S'il y a un début de prise en compte de l'élément obligatoire ou facultatif dans le SAD, sans que la prise en compte soit complète, la note accordée sera de 1. Si des dispositions adoptées aident mal à protéger les MN, le pointage accordé sera également de 1. Si l'élément de conformité est complètement pris en compte, sans plus, le pointage accordé sera de 2. Si l'élément de conformité est complètement pris en compte et qu'en plus, le SAD adopte des mesures supplémentaires à ce qui est suggéré ou exigé, la note attribuée sera de 3. Si, tout en répondant complètement aux exigences, le SAD élabore des stratégies ou des mesures détaillées, originales et adaptées au territoire sur lequel ils ont cours, la note de 3 sera également attribuée. Le tableau 5.2 illustre ce système de pointage, en expliquant dans quelles circonstances chaque note est attribuée. Il est important que le pointage maximal attribuable soit le même entre chaque MRC afin de pouvoir les comparer entre elles.

Pour les MRC, comme il y a un total de 11 éléments obligatoires et facultatifs selon les MRC, le pointage maximal qu'elles peuvent obtenir est de 33. Si le pointage d'une MRC se situe entre 0 et 21 inclusivement, cela signifie que la MRC n'effectue pas tout ce qui est attendu d'elle. Si une MRC obtient la note de 22, cela signifie que la MRC effectue exactement ce qui est attendu d'elle, sans plus ni moins. Si le pointage d'une MRC se situe entre 23 et 33 inclusivement, cela signifie qu'elle va au-delà de ce qui lui est demandé en adoptant des mesures ou des stratégies supplémentaires afin de mieux protéger les MN. Le tableau 5.3 illustre pour les MRC ces catégories de pointage et leur signification.

**Tableau 5.2 Grille de pointage attribuable à la réalisation de chaque critère, pour les MRC**

| Pointage attribué | Signification du pointage attribué  |
|-------------------|---|
| 0                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Un élément obligatoire ou facultatif devant se retrouver au SAD ne s’y retrouve pas.</li> </ul>  |
| 1                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Il y a un début de prise en compte de l’élément obligatoire ou facultatif. Les éléments ne répondent toutefois pas entièrement à ce qui est exigé ou suggéré.</li> <li>Des mesures ou des stratégies sont adoptées afin de répondre à ce qui est exigé ou suggéré, mais celles-ci protègent mal les MN.</li> </ul>   |
| 2                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Il y a une prise en compte complète et efficace de ce qui est exigé ou suggéré, sans toutefois prendre des mesures supplémentaires afin de protéger les MN.</li> </ul>   |
| 3                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Le SAD répond complètement et efficacement à ce qui lui est exigé ou suggéré et va même plus loin en adoptant des mesures ou des stratégies supplémentaires afin de protéger les MN.</li> <li>Tout en répondant complètement aux exigences, le SAD élabore des stratégies ou des mesures détaillées, originales et adaptées au territoire sur lequel elles ont cours.</li> </ul> |

**Tableau 5.3 Catégories de pointage total possible pour une MRC et leur signification**

| Catégorie de pointage | Signification du pointage total obtenu par catégorie de pointage  |
|-----------------------|---|
| 0-21                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>La MRC n’effectue pas tout ce qui est attendu d’elle.</li> </ul>   |
| 22                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>La MRC effectue exactement ce qui est attendu d’elle, sans plus, ni moins.</li> </ul>  |
| 23-33                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>La MRC va au-delà de ce qui est attendu d’elle en adoptant des mesures ou des stratégies supplémentaires afin de mieux protéger les MN.</li> </ul> |

## 5.5 Les axes d’analyse pour les municipalités locales

Pour les municipalités locales, leur performance à protéger les MN en concordance avec le PMAD s’évaluera à partir de la conformité de leurs documents d’urbanisme avec les dispositions inscrites au SAD en lien avec la protection des MN. Pour déterminer les axes d’analyse des municipalités locales, il faut donc analyser le SAD de leur MRC et identifier les éléments de conformité devant être repris par les municipalités locales. Ces éléments de conformité porteront également, comme pour l’analyse de la

performance des MRC, le terme « élément obligatoire ». Certains éléments sont abordés ou identifiés dans le SAD sans toutefois entraîner d'exigence de conformité explicite envers ceux-ci. Si ces éléments sont pertinents, ils sont utilisés et deviennent des « éléments facultatifs ». Puisque la structure des SAD varie entre les deux MRC sélectionnées, ainsi que les stratégies déployées et les dispositions mises de l'avant, les axes d'analyse varieront pour les municipalités locales des deux MRC. Afin de faciliter l'organisation des éléments obligatoires et facultatifs, et pour aider le lecteur à s'y retrouver plus rapidement, ceux-ci seront regroupés sous les mêmes critères élaborés dans le PMAD ayant servi à analyser la performance des MRC.

### **5.5.1 Les axes d'analyse pour les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville**

#### **Éléments en lien avec l'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers**

##### **Élément obligatoire :**

- 1) L'identification aux outils d'urbanisme des municipalités locales concernées des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC se trouvant sur leur territoire;

Le SAD demande aux villes concernées d'identifier à leurs outils d'urbanisme les aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC se trouvant sur leur territoire (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). Cette identification est donc un élément de conformité obligatoire.

##### **Éléments facultatifs :**

- 2) L'identification par les municipalités locales des territoires d'intérêt naturel présents sur leur territoire;

Les territoires d'intérêt naturels sont identifiés sur une carte, dans le SAD (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). Il serait intéressant que les municipalités locales identifient ces milieux d'intérêt faisant partie de leur territoire. L'identification des territoires d'intérêt naturel présents sur leur territoire devient donc un élément facultatif.

- 3) L'identification par les municipalités locales des bois et corridors forestiers métropolitains présents sur leur territoire;

Les municipalités locales possédant des bois et corridors forestiers métropolitains pourraient les identifier. Cela aiderait à déterminer les efforts fournis par chaque municipalité locale en matière de protection des MN. Ce n'est toutefois pas mentionné directement par le SAD (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016), alors cet élément devient un élément facultatif.

### **Élément en lien avec l'identification et la caractérisation des milieux humides**

#### **Élément facultatif :**

- 1) L'identification et la caractérisation par les municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la CMM des milieux humides présents sur leur territoire;

Une identification et une caractérisation des milieux humides présents sur les territoires des municipalités locales sont une étape importante afin de réussir un plan de conservation des milieux humides qui sera de qualité ainsi que partial. La réalisation d'un tel plan est un élément exigé par le SAD et elle est expliquée dans cette même sous-section. L'identification et la caractérisation des milieux humides ne sont toutefois pas demandées par la MRC de Thérèse-de-Blainville (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016), alors ce travail devient un élément facultatif.

### **Éléments en lien avec la protection des bois et des corridors forestiers métropolitains**

#### **Éléments obligatoires :**

- 1) La description de la nature exacte des usages permis dans les territoires de l'affectation « espace vert »;

Dans l'affectation « espace vert », le SAD décrit sommairement les fonctions complémentaires pouvant y être implantées et demande aux municipalités locales de préciser par l'intermédiaire de leur réglementation d'urbanisme la nature exacte des usages qui y seront définitivement autorisés (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). Cette exigence devient donc un élément obligatoire.

- 2) La mise en place des mesures de protection et de conservation des sites d'intérêt floristique;

Pour les sites d'intérêt floristique, le SAD demande aux municipalités locales de mettre en place des mesures de protection et de conservation afin de les protéger (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). La mise en place de telles mesures devient donc également un élément de conformité obligatoire.

- 3) L'adoption de règlements d'urbanisme afin de protéger les habitats fauniques présents sur le territoire des municipalités locales concernées, dont des dispositions réglementaires pour régir les activités humaines qui y sont compatibles;

Le document complémentaire demande aux municipalités locales possédant des habitats fauniques d'adopter des règlements d'urbanisme afin de les protéger. De plus, certaines activités humaines qui y sont compatibles sont inscrites au schéma. Celui-ci demande aux municipalités locales, en ce sens, de prévoir des dispositions réglementaires pertinentes afin de les régir (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). L'adoption de règlements d'urbanisme afin de protéger les habitats fauniques, dont des dispositions réglementaires pour régir les activités humaines qui y sont compatibles, devient ainsi un élément obligatoire.

- 4) L'intégration aux règlements d'urbanisme des dispositions élaborées portant sur la protection du couvert forestier à l'intérieur des bois et corridors forestiers métropolitains;

Les municipalités locales doivent reprendre dans leurs règlements d'urbanisme les dispositions élaborées dans la section du document complémentaire portant sur la protection du couvert forestier à l'intérieur des bois et corridors forestiers métropolitains. Ces dispositions y régissent l'abattage d'arbres et cela nécessite toujours l'obtention d'un certificat d'autorisation auprès des municipalités locales (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). Ces dispositions sont donc des éléments de conformité obligatoire.

- 5) L'identification des usages compatibles à la protection des boisés et des corridors forestiers métropolitains;

Les usages compatibles à la protection des boisés et des corridors forestiers métropolitains sont identifiés dans cette même section du document complémentaire et devraient être repris dans les outils d'urbanisme des municipalités locales. L'identification de ces usages compatibles est donc un élément obligatoire.

- 6) L'élaboration au PU d'une stratégie de planification quant au déboisement maximal pour la mise en culture pour Sainte-Anne-des-Plaines et l'établissement d'un mécanisme de contrôle dans sa réglementation;

Une disposition particulière, dans la section sur la protection du couvert forestier à l'intérieur des bois et corridors forestiers métropolitains, vise le déboisement maximal pour la mise en culture pour Sainte-Anne-des-Plaines. Le document complémentaire demande à cette ville de concevoir une stratégie de planification au PU et d'établir un mécanisme de contrôle à l'intérieur de sa réglementation d'urbanisme. Ces mécanismes doivent permettre le maintien, la connectivité et la protection de la superficie du couvert forestier, par exemple par des mesures de reboisement générales et particulières (rive), la protection du sol arable, etc. Ceci doit être effectué en tenant compte de l'objectif métropolitain de croissance de 6 % de la superficie globale des terres en culture d'ici 2031 et du *Règlement sur les exploitations agricoles* (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). Cette disposition est donc un élément de conformité obligatoire s'appliquant seulement à Sainte-Anne-des-Plaines.

### **Éléments en lien avec l'adoption d'un plan de conservation des milieux humides**

#### **Élément obligatoire :**

- 1) La réalisation d'un plan de conservation des milieux humides;

Le SAD demande aux municipalités locales de se doter d'un plan de conservation des milieux humides respectant la démarche du MDDELCC (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). L'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides respectant la démarche du MDDELCC est donc aussi un élément de conformité obligatoire.

#### **Éléments facultatifs :**

- 2) L'interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides;

Le document complémentaire informe les municipalités locales que tout remblai ou déblai dans les milieux humides est interdit à moins d'avoir fait l'objet d'une autorisation préalable du ministère de l'Environnement du Québec. Cette disposition ne demande toutefois pas d'être reprise littéralement



par les municipalités locales dans leurs outils d'urbanisme (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016).  
Pour cette raison, cette disposition est donc un élément facultatif.

Selon les axes d'analyse développés pour les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville, le tableau 5.4 ici-bas représente la grille d'analyse de base servant à évaluer ces municipalités.

**Tableau 5.4 Grille d'analyse de base servant à évaluer les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS<br>OBLIGATOIRES ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|---|--------------------|---|---|---|--------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| <b>1. Identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers</b>   |                    |   |   |   |        |
| <b>Élément obligatoire :</b>  |                    |   |   |   |        |
| 1.1 L'identification des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC   |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments facultatifs :</b>   |                    |   |   |   |        |
| 1.2 L'identification par les municipalités locales des territoires d'intérêt naturel présents sur leur territoire   |                    |   |   |   |        |
| 1.3 L'identification par les municipalités locales des bois et corridors forestiers métropolitains présents sur leur territoire   |                    |   |   |   |        |
| <b>2. Identification et caractérisation des milieux humides</b>   |                    |   |   |   |        |
| <b>Élément facultatif :</b>   |                    |   |   |   |        |
| 2.1 L'identification et la caractérisation par les municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la MRC des milieux humides présents sur leur territoire |                    |   |   |   |        |
| <b>3. Protection des bois et des corridors forestiers métropolitains</b>  |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments obligatoires :</b>  |                    |   |   |   |        |

**Tableau 5.4 Grille d'analyse de base servant à évaluer les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS<br>OBLIGATOIRES ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER   | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|--|--------------------|---|---|---|--------|
|  | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| 3.1 La description dans les règlements d'urbanisme de la nature exacte des usages permis dans les territoires de l'affectation « espace vert »                                       |                    |   |   |   |        |
| 3.2 La mise en place des mesures de protection et de conservation des sites d'intérêt floristique  |                    |   |   |   |        |
| 3.3 L'adoption de règlements d'urbanisme afin de protéger les habitats fauniques, dont des dispositions réglementaires pour régir les activités humaines qui y sont compatibles      |                    |   |   |   |        |
| 3.4 L'intégration aux règlements d'urbanisme des dispositions élaborées portant sur la protection du couvert forestier à l'intérieur des bois et corridors forestiers métropolitains |                    |   |   |   |        |
| 3.5 L'identification des usages compatibles à la protection des boisés et des corridors forestiers métropolitains  |                    |   |   |   |        |
| 3.6 L'élaboration au PU d'une stratégie de planification quant au déboisement maximal pour la mise en culture et l'établissement d'un mécanisme de contrôle dans sa réglementation   |                    |   |   |   |        |
| <b>4. Adoption d'un plan de conservation des milieux humides</b><br><br><b>Élément obligatoire :</b>   |                    |   |   |   |        |

**Tableau 5.4 Grille d'analyse de base servant à évaluer les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS<br>OBLIGATOIRES ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|--|--------------------|---|---|---|--------|
|  | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| 4.1 La réalisation d'un plan de conservation des milieux humides         |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments facultatifs :</b>  |                    |   |   |   |        |
| 4.2 L'interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides    |                    |   |   |   |        |
| <b>POINTAGE TOTAL (/36)</b>  |                    |   |   |   |        |

### **5.5.2 Les axes d'analyse pour les municipalités locales de la MRC de La Vallée-du-Richelieu**

#### **Éléments en lien avec l'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers**

##### **Éléments facultatifs :**

- 1) L'identification des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC;

Le SAD ne demande pas à ses municipalités locales concernées d'identifier à leurs outils d'urbanisme les aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC se trouvant sur leur territoire (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Toutefois, c'est un élément important exigé aux MRC, permettant de connaître la valeur de la superficie réelle protégée afin de mener à la comptabilisation de l'atteinte de l'objectif de protection de 17 % du territoire du Grand Montréal. Cet élément devrait également être demandé aux municipalités locales. Par conséquent l'identification des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC constitue un élément facultatif.

- 2) L'identification de tous les secteurs d'intérêt écologique présents sur le territoire des municipalités locales;

Tous les secteurs d'intérêt écologique sont identifiés sur une carte du SAD (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Il serait intéressant que les municipalités locales identifient ces secteurs d'intérêt écologique faisant partie de leur territoire.

- 3) L'identification par les municipalités locales des bois et des corridors forestiers métropolitains présents sur leur territoire;

Les municipalités locales possédant des bois et corridors forestiers métropolitains devraient les identifier. Cela aiderait à déterminer les efforts fournis par chaque municipalité locale en matière de protection des MN. Le SAD ne prévoit toutefois pas cette mesure (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015).

## **Élément en lien avec l'identification et la caractérisation des milieux humides**

### **Élément obligatoire :**

- 1) L'identification et la caractérisation par les municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la MRC des milieux humides présents sur leur territoire;

Afin de répondre à l'objectif visant à protéger les milieux humides, la MRC demande aux municipalités situées à l'intérieur de son territoire de procéder à l'identification et à la caractérisation de ces secteurs d'intérêt écologique. Cet exercice doit tenir compte de plusieurs éléments décrits au document complémentaire (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015).

## **Éléments en lien avec la protection des bois et des corridors forestiers métropolitains**

### **Éléments obligatoires :**

- 1) La prévision aux règlements d'urbanisme d'un lien devant être préservé, dans le cas d'une coupe autorisée, lorsqu'il y a présence d'un corridor écologique;

Le SAD demande aux municipalités locales, dans le cas d'une coupe d'arbres autorisée, lorsqu'il y a présence d'un corridor écologique, qu'un lien soit être préservé afin de maintenir une connectivité continue entre les bois (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Cette disposition doit donc être incluse aux documents d'urbanisme des municipalités locales.

- 2) L'identification des coupes d'arbre autorisées dans les différents types de zones de l'affectation « conservation »;

Le document complémentaire exige des municipalités locales d'identifier les coupes d'arbre autorisées dans les différents types de zones de l'affectation « conservation » (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015).

- 3) L'identification dans les règlements d'urbanisme des municipalités locales concernées des usages permis et des coupes d'arbres autorisées pour ces usages, dans les bois et corridors forestiers métropolitains;

Le document complémentaire décrit les coupes d'arbres autorisées dans les bois et corridors forestiers métropolitains pour chaque usage permis et mentionne que chaque coupe nécessite l'obtention d'un permis. De cette façon, le document complémentaire décrit simultanément les usages permis dans les bois et dans les corridors forestiers métropolitains (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015).

- 4) L'inscription aux règlements d'urbanisme de la mesure de compensation prévue dans le document complémentaire, dans le cadre de l'implantation d'une construction ou la réalisation d'un ouvrage, dans un bois ou un corridor forestier métropolitain;

Le document complémentaire exige, dans le cadre de l'implantation d'une construction ou de la réalisation d'un ouvrage, pour chaque arbre abattu d'un diamètre supérieur à 10 cm à la hauteur de la poitrine, qu'au moins un arbre soit replanté dans le bois ou le corridor métropolitain où la coupe est réalisée (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015).

- 5) L'inscription aux règlements d'urbanisme des dispositions prévues au document complémentaire concernant les municipalités locales possédant des MN dans une des zones du groupe d'affectation « conservation » situées à l'intérieur de leur périmètre urbain;

Selon le document complémentaire, les municipalités locales possédant des MN dans une des zones du groupe d'affectation « conservation » situées à l'intérieur de leur périmètre urbain doivent, dans leur réglementation, prévoir des normes respectant une multitude de paramètres (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Ces normes et paramètres sont décrits dans le document complémentaire.

**Élément facultatif :**

- 6) La mise en place, dans les outils d'urbanisme, de programmes de plantation massive de végétaux par divers organismes;

La mise en place de tels programmes, dans le but d'augmenter la superficie du couvert forestier, est fortement encouragée dans le SAD. Celui-ci n'y rattache toutefois pas de mesures restrictives (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015).

## **Éléments en lien avec l'adoption d'un plan de conservation des milieux humides**

### **Élément obligatoire :**

- 1) L'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides;

La MRC demande aux municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la CMM d'élaborer un plan de conservation des milieux humides, dans une optique d'assurer l'intégrité écologique ainsi que la pérennité de ceux-ci. Le plan devra être réalisé en s'inspirant de la méthodologie décrite dans le *Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides* (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015).

### **Éléments facultatifs :**

- 2) L'interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides;

La MRC de La Vallée-du-Richelieu ne prévoit pas de disposition demandant à ses municipalités locales d'interdire tout remblai ou déblai dans ses milieux humides. Toutefois, une telle disposition serait efficace pour protéger les milieux humides de son territoire (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015).

Selon les axes d'analyses développées pour les municipalités locales de la MRC de La Vallée-du-Richelieu, le tableau 5.5 représente la grille d'analyse de base servant à évaluer ces municipalités.



**Tableau 5.5 Grille d'analyse de base servant à évaluer les municipalités locales de la MRC de La Vallée-du-Richelieu**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER   | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|---|--------------------|---|---|---|--------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| <b>1. Identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers</b>   |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments facultatifs :</b>   |                    |   |   |   |        |
| 1.1 L'identification des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC   |                    |   |   |   |        |
| 1.2 L'identification de tous les secteurs d'intérêt écologique présents sur le territoire des municipalités locales   |                    |   |   |   |        |
| 1.3 L'identification par les municipalités locales des bois et des corridors forestiers métropolitains présents sur leur territoire                                     |                    |   |   |   |        |
| <b>2. Identification et caractérisation des milieux humides</b>   |                    |   |   |   |        |
| <b>Élément obligatoire :</b>  |                    |   |   |   |        |
| 2.1 L'identification et la caractérisation par les municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la MRC des milieux humides présents sur leur territoire |                    |   |   |   |        |
| <b>3. Protection des bois et des corridors forestiers métropolitains</b>  |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments obligatoires :</b>  |                    |   |   |   |        |

**Tableau 5.5 Grille d'analyse de base servant à évaluer les municipalités locales de la MRC de La Vallée-du-Richelieu (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS<br>OBLIGATOIRES ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|---|--------------------|---|---|---|--------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| 3.1 La prévision aux règlements d'urbanisme d'un lien devant être préservé, dans le cas d'une coupe autorisée, lorsqu'il y a présence d'un corridor écologique  |                    |   |   |   |        |
| 3.2 L'identification des coupes d'arbres autorisées dans les différents types de zone de l'affectation « conservation »   |                    |   |   |   |        |
| 3.3 L'identification dans les règlements d'urbanisme des municipalités locales concernées des usages permis et des coupes d'arbres autorisées pour ces usages, dans les bois et corridors forestiers métropolitains   |                    |   |   |   |        |
| 3.4 L'inscription aux règlements d'urbanisme de la mesure de compensation prévue dans le document complémentaire, dans le cadre de l'implantation d'une construction ou la réalisation d'un ouvrage, dans un bois ou un corridor forestier métropolitain          |                    |   |   |   |        |
| 3.5 L'inscription aux règlements d'urbanisme des dispositions prévues au document complémentaire concernant les municipalités locales possédant des MN dans une des zones du groupe d'affectation « conservation » situées à l'intérieur de leur périmètre urbain |                    |   |   |   |        |
| <b>Élément facultatif :</b>   |                    |   |   |   |        |
| 3.6 La mise en place, dans les outils d'urbanisme, de programmes de plantation massive de végétaux par divers organismes  |                    |   |   |   |        |

**Tableau 5.5 Grille d'analyse de base servant à évaluer les municipalités locales de la MRC de La Vallée-du-Richelieu (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS<br>OBLIGATOIRES ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|--|--------------------|---|---|---|--------|
|  | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| <b>4. Adoption d'un plan de conservation des milieux humides</b>         |                    |   |   |   |        |
| <b>Élément obligatoire :</b>   |                    |   |   |   |        |
| 4.1 L'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides          |                    |   |   |   |        |
| <b>Élément facultatif :</b>  |                    |   |   |   |        |
| 4.2 L'interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides    |                    |   |   |   |        |
| <b>POINTAGE TOTAL (/36)</b>  |                    |   |   |   |        |

## **5.6 L'attribution d'un pointage pour les municipalités locales**

Le système de pointage des municipalités locales est presque identique à celui des MRC. Comme pour les MRC, pour chaque critère, autant ceux obligatoires que ceux facultatifs, un pointage est attribué. Pour tous les critères, le pointage attribué peut être de 0, de 1, de 2 ou de 3. Concernant un élément obligatoire ou facultatif ne se retrouvant pas aux outils d'urbanisme de la municipalité, le pointage attribué sera de 0, puisqu'il y a absence de l'élément. Si un élément obligatoire est absent et qu'il reçoit ainsi la note de 0, comme pour la MRC, il y a un problème de conformité. Cela signifie que le PU et les règlements d'urbanisme ont été acceptés même si la conformité de certains éléments est discutable. Les mêmes trois raisons que pour un SAD peuvent expliquer que des outils d'urbanisme municipaux soient acceptés même si la conformité de certains éléments qui les composent soit discutable. Il peut y avoir un manque de rigueur de la MRC qui accepte ou refuse le ou les documents, il peut y avoir eu un oubli, ou ce peut être dû à un choix politique. Il est toutefois impossible de savoir pour laquelle de ces trois raisons une conformité discutable fait partie d'un document qui a été accepté.

Comme pour les MRC, s'il y a un début de prise en compte de l'élément obligatoire ou facultatif dans les outils d'urbanisme des municipalités locales sans que l'élément soit complètement pris en compte, la note accordée sera de 1. Si des dispositions adoptées aident mal à protéger les MN, le pointage accordé sera également de 1. Si un élément obligatoire ou facultatif ne s'applique pas à une municipalité locale, la note de 2 sera accordée. Si l'élément de conformité est complètement pris en compte, sans plus, le pointage accordé sera aussi de 2. Si l'élément de conformité est complètement pris en compte et qu'en plus, les outils d'urbanisme adoptent des mesures supplémentaires à ce qui est suggéré ou exigé, la note attribuée sera de 3. Si, tout en répondant complètement aux exigences, les outils d'urbanisme municipaux élaborent des stratégies ou des mesures détaillées, originales et adaptées au territoire sur lequel ils ont cours, la note de 3 sera également attribuée. Le tableau 5.6 de la page suivante illustre ce système de pointage, en expliquant dans quelles circonstances chaque note est attribuée. Il est important que le pointage maximal attribuable soit le même entre chaque municipalité locale afin de pouvoir les comparer entre elles.

Pour les municipalités locales, elles ont toutes 12 critères d'analyse, pour un pointage potentiel total de 36. Donc, si une municipalité locale obtient entre 0 et 23 inclusivement, cela signifie qu'elle n'effectue pas tout ce qui est attendu d'elle. Si elle obtient précisément 24, cela signifie qu'elle effectue exactement ce qui est attendu d'elle, sans plus ni moins. Si son pointage final se situe entre 25 et 36 inclusivement, cela signifie qu'elle va au-delà de ce qui lui est demandé en adoptant des dispositions ou des stratégies

supplémentaires afin de mieux protéger les MN. Le tableau 5.7 ici-bas illustre pour les municipalités locales ces catégories de pointage et leur signification.

**Tableau 5.6 Grille de pointage attribuable à la réalisation de chaque critère pour les municipalités locales**

| Pointage attribué | Signification du pointage attribué   |
|-------------------|--|
| 0                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Un élément obligatoire ou facultatif devant se retrouver aux outils d'urbanisme municipaux ne s'y retrouve pas.</li> </ul>  |
| 1                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Il y a un début de prise en compte de l'élément obligatoire ou facultatif. Cela ne répond toutefois pas entièrement à ce qui est exigé ou suggéré.</li> <li>Des mesures ou des stratégies sont adoptées afin de répondre à ce qui est exigé ou suggéré, mais celles-ci protègent mal les MN.</li> </ul>   |
| 2                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Il y a une prise en compte complète et efficace de ce qui est exigé ou suggéré, sans toutefois qu'il y ait des mesures supplémentaires afin de protéger les MN.</li> <li>Un élément obligatoire ou facultatif ne s'applique pas à une municipalité locale.</li> </ul>   |
| 3                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Les outils d'urbanisme municipaux répondent complètement et efficacement à ce qui est exigé ou suggéré et vont même plus loin en adoptant des mesures ou des stratégies supplémentaires afin de protéger les MN.</li> <li>Tout en répondant complètement aux exigences, les outils d'urbanisme municipaux élaborent des stratégies ou des mesures détaillées, originales et adaptées au territoire sur lequel ils ont cours.</li> </ul> |

**Tableau 5.7 Catégories de pointage total possible pour une municipalité locale et leur signification**

| Catégorie de pointage | Signification du pointage total obtenu par catégorie de pointage   |
|-----------------------|--|
| 0-23                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>La municipalité locale n'effectue pas tout ce qui est attendu d'elle.</li> </ul>  |
| 24                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>La municipalité locale effectue exactement ce qui est attendu d'elle, sans plus, ni moins.</li> </ul>   |
| 25-36                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>La municipalité locale va au-delà de ce qui est attendu d'elle en adoptant des mesures ou des stratégies supplémentaires afin de mieux protéger les MN</li> </ul> |

## **6. APPLICATION DE L'INDICATEUR DE PERFORMANCE ET ANALYSE DES RÉSULTATS**

L'indicateur de performance développé au chapitre précédent est appliqué dans ce chapitre aux deux MRC et aux cinq municipalités locales sélectionnées. Les résultats seront présentés sous la forme d'une grille d'analyse illustrant le pointage accordé pour chacun des éléments de conformité. Ces valeurs sont additionnées afin d'attribuer un pointage total. Ces grilles prennent place après le texte du chapitre, afin de faciliter sa lecture. Les grilles de la MRC de Thérèse-de-Blainville et de ses municipalités locales sont présentées en premier et celles de la MRC de La Vallée-du-Richelieu et de ses municipalités locales le sont en deuxième. Une analyse de conformité a été effectuée pour chacun des éléments de conformité s'appliquant aux MRC et aux municipalités locales et un pointage a été attribué suite à chaque analyse selon le respect de la conformité. Afin d'alléger le texte et de faciliter sa lecture, ces analyses sont présentées seulement à l'annexe 6 sous la forme de tableaux. Le lecteur devra s'y référer afin de les consulter.

### **6.1 L'évaluation de la MRC de Thérèse-de-Blainville et de ses municipalités locales sélectionnées**

La première section de ce chapitre affiche en premier lieu les résultats de la MRC de Thérèse-de-Blainville quant au respect des éléments de conformité s'appliquant aux MRC de la CMM. Elle présente ensuite les résultats des municipalités locales sélectionnées de la MRC de Thérèse-de-Blainville quant au respect des éléments de conformité se dégageant du SAD leur MRC. Ces municipalités locales sont, rappelons-le, la Ville de Blainville et la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines. Comme il est mentionné dans le paragraphe précédent, les résultats sont présentés sous la forme d'une grille d'analyse. Il y aura donc une grille d'analyse autant pour la MRC que ses deux municipalités locales sélectionnées.

#### **6.1.1 L'évaluation de la MRC de Thérèse-de-Blainville**

La grille d'analyse présentant les résultats de l'évaluation de cette MRC est représentée par le tableau 6.1, après le texte de ce chapitre.

#### **6.1.2 L'évaluation de la Ville de Blainville**

La grille d'analyse présentant les résultats de l'évaluation de cette municipalité locale est représentée par le tableau 6.2, après le texte de ce chapitre.

### **6.1.3 L'évaluation de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines**

La grille d'analyse présentant les résultats de l'évaluation de cette municipalité locale est représentée par le tableau 6.3, après le texte de ce chapitre.

## **6.2 L'évaluation de la MRC de La Vallée-du-Richelieu et de ses municipalités locales sélectionnées**

La deuxième section de ce chapitre garde la même structure que la première en affichant en premier lieu les résultats de la MRC de La Vallée-du-Richelieu à se conformer aux éléments obligatoires et facultatifs inscrits au PMAD. Elle présente ensuite les résultats des municipalités locales sélectionnées de cette MRC quant au respect des éléments de conformité se dégageant du SAD et devant se traduire dans leurs outils d'urbanisme. Rappelons que ces municipalités locales sont la ville de Saint-Basile-le-Grand, la municipalité de Saint-Jean-Baptiste et la municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu. Comme pour la section précédente, ces résultats sont présentés sous la forme d'une grille d'analyse. Puisque trois municipalités locales ont été sélectionnées pour cette MRC, il y aura un total de quatre grilles. Celles-ci sont représentées par les tableaux 6.4, 6.5, 6.6 et 6.7 suivants.

### **6.2.1 L'évaluation de la MRC de La Vallée-du-Richelieu**

La grille d'analyse présentant les résultats de l'évaluation de cette MRC est représentée par le tableau 6.4, après le texte de ce chapitre.

### **6.2.2 L'évaluation de la Ville de Saint-Basile-le-Grand**

La grille d'analyse présentant les résultats de l'évaluation de cette municipalité locale est représentée par le tableau 6.5, après le texte de ce chapitre.

### **6.2.3 L'évaluation de la Municipalité de Saint-Jean-Baptiste**

La grille d'analyse présentant les résultats de l'évaluation de cette municipalité locale est représentée par le tableau 6.6, après le texte de ce chapitre.

#### **6.2.4 L'évaluation de la municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu**

Même si la municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu se situe à l'extérieur de la CMM, celle-ci sera analysée et évaluée de la même façon que les autres municipalités locales analysées et évaluées à l'intérieur de la CMM. Cela permettra de comparer la performance d'une municipalité locale située à l'extérieur de la CMM à celles de municipalités locales situées à l'intérieur de la CMM, sur les mêmes bases de comparaison. Cette comparaison permettra également d'analyser l'apport du PMAD quant à la protection des MN. Pour ce qui est des bois et corridors forestiers métropolitains, ce concept s'applique seulement à l'intérieur de la CMM. Cette nomenclature ne peut pas être attribuée à des boisés à l'extérieur de la CMM. Toutefois, on retrouve sur le territoire de la Municipalité des massifs boisés identifiés comme étant des corridors forestiers écologiques d'intérêt régional. Ceux-ci, sur le territoire de la Municipalité, sont la continuité des boisés et corridors forestiers métropolitains. La nomenclature des critères et des éléments de conformité faisant référence aux boisés et corridors forestiers métropolitains sera donc adaptée dans cette sous-section pour traiter plutôt de ces corridors forestiers écologiques d'intérêt régional. La grille d'analyse présentant les résultats de l'évaluation de cette municipalité locale paraît au tableau 6.7, le dernier de ce chapitre.



**Tableau 6.1    Résultat de l'évaluation de la MRC de Thérèse-de-Blainville**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |          |
|---|--------------------|---|---|---|----------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur   |
| <b>1. L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers</b>   |                    |   |   |   |          |
| <b>Éléments obligatoires :</b>  |                    |   |   |   |          |
| 1.1 L'identification des aires protégées inscrites au registre du MDDELCC   |                    |   |   |   | <b>3</b> |
| 1.2 L'identification des bois et des corridors forestiers métropolitains illustrés à la figure 3.4  |                    |   |   |   | <b>2</b> |
| <b>Élément facultatif :</b>   |                    |   |   |   |          |
| 1.3 L'inscription au SAD des aires protégées non inscrites au registre du MDDELCC telles que celles administrées par les municipalités locales ou les organismes privés |                    |   |   |   | <b>2</b> |
| <b>2. L'identification et la caractérisation des milieux humides</b>  |                    |   |   |   |          |
| <b>Élément obligatoire :</b>  |                    |   |   |   |          |
| 2.1 L'identification et la caractérisation dans le SAD des milieux humides de plus de 0,3 ha se retrouvant sur le territoire de la MRC                                  |                    |   |   |   | <b>2</b> |

**Tableau 6.1    Résultat de l'évaluation de la MRC de Thérèse-de-Blainville (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER   | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|--|--------------------|---|---|---|--------|
|  | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| <b>3. La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains</b>  |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments obligatoires :</b>   |                    |   |   |   |        |
| 3.1 L'identification des usages compatibles avec la protection des bois et des corridors forestiers métropolitains   |                    |   |   |   | 2      |
| 3.2 L'adoption de mesures régissant et interdisant l'abattage d'arbres   |                    |   |   |   | 3      |
| <b>Éléments facultatifs :</b>  |                    |   |   |   |        |
| 3.3 L'assujettissement à une autorisation tout projet de mise en valeur et d'abattage d'arbres situés dans les bois et corridors forestiers métropolitains   |                    |   |   |   | 2      |
| 3.4 L'encouragement auprès des municipalités locales de l'utilisation d'outils de planification montrant que le projet respecte les caractéristiques naturelles du site, tels que les PAE et les PIIA        |                    |   |   |   | 0      |
| 3.5 L'encouragement de l'utilisation d'une mixité de mesures correctrices à la suite d'une contravention   |                    |   |   |   | 0      |
| 3.6 Le développement de mesures favorisant le rétablissement de connectivité écologique entre les bois et les corridors forestiers métropolitains, ainsi qu'entre d'autres MN d'intérêt pour la collectivité |                    |   |   |   | 1      |

**Tableau 6.1    Résultat de l'évaluation de la MRC de Thérèse-de-Blainville (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |           |
|---|--------------------|---|---|---|-----------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur    |
| <b>4. L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides</b>  |                    |   |   |   |           |
| <b>Élément obligatoire :</b>  |                    |   |   |   |           |
| 4.1 La demande aux municipalités locales de se doter d'un plan de conservation des milieux humides qui respecte la démarche proposée par le MDDELCC exprimée dans le <i>Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides</i> |                    |   |   |   | 2         |
| <b>SCORE TOTAL (/33)</b>  |                    |   |   |   | <b>18</b> |

**Tableau 6.2     Résultat de l'évaluation de la Ville de Blainville**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |          |
|---|--------------------|---|---|---|----------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur   |
| <b>1. L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers</b>   |                    |   |   |   |          |
| <b>Élément obligatoire :</b>  |                    |   |   |   |          |
| 1.1 L'identification des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC   |                    |   |   |   | <b>2</b> |
| <b>Éléments facultatifs :</b>   |                    |   |   |   |          |
| 1.2 L'identification par les municipalités locales des territoires d'intérêt naturel présents sur leur territoire   |                    |   |   |   | <b>1</b> |
| 1.3 L'identification par les municipalités locales des bois et corridors forestiers métropolitains présents sur leur territoire   |                    |   |   |   | <b>2</b> |
| <b>2. L'identification et la caractérisation des milieux humides</b>  |                    |   |   |   |          |
| <b>Élément facultatif :</b>   |                    |   |   |   |          |
| 2.1 L'identification et la caractérisation par les municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la MRC des milieux humides présents sur leur territoire |                    |   |   |   | <b>0</b> |

**Tableau 6.2     Résultat de l'évaluation de la Ville de Blainville (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER   | Échelle de valeurs |   |   |   |          |
|--|--------------------|---|---|---|----------|
|  | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur   |
| <b>3. La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains</b>  |                    |   |   |   |          |
| <b>Éléments obligatoires :</b>   |                    |   |   |   |          |
| 3.1 La description dans les règlements d'urbanisme de la nature exacte des usages permis dans les territoires de l'affectation « espace vert »                                       |                    |   |   |   | <b>0</b> |
| 3.2 La mise en place des mesures de protection et de conservation des sites d'intérêt floristique  |                    |   |   |   | <b>2</b> |
| 3.3 L'adoption de règlements d'urbanisme afin de protéger les habitats fauniques dont des dispositions réglementaires pour régir les activités humaines qui y sont compatibles       |                    |   |   |   | <b>0</b> |
| 3.4 L'intégration aux règlements d'urbanisme des dispositions élaborées portant sur la protection du couvert forestier à l'intérieur des bois et corridors forestiers métropolitains |                    |   |   |   | <b>2</b> |
| 3.5 L'identification des usages compatibles à la protection des boisés et des corridors forestiers métropolitains  |                    |   |   |   | <b>2</b> |
| 3.6 L'élaboration au PU d'une stratégie de planification quant au déboisement maximal pour la mise en culture et l'établissement d'un mécanisme de contrôle dans sa réglementation   |                    |   |   |   | <b>2</b> |

**Tableau 6.2     Résultat de l'évaluation de la Ville de Blainville (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER | Échelle de valeurs |   |   |   |           |
|--|--------------------|---|---|---|-----------|
|  | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur    |
| <b>4. L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides</b>       |                    |   |   |   |           |
| <b>Élément obligatoire :</b>   |                    |   |   |   |           |
| 4.1 La réalisation d'un plan de conservation des milieux humides         |                    |   |   |   | <b>2</b>  |
| <b>Éléments facultatifs :</b>  |                    |   |   |   |           |
| 4.2 L'interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides    |                    |   |   |   | <b>2</b>  |
| <b>SCORE TOTAL (/36)</b>   |                    |   |   |   | <b>17</b> |

**Tableau 6.3    Résultat de l'évaluation de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |          |
|---|--------------------|---|---|---|----------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur   |
| <b>1. L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers</b>   |                    |   |   |   |          |
| <b>Élément obligatoire :</b>  |                    |   |   |   |          |
| 1.1 L'identification des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC   |                    |   |   |   | <b>2</b> |
| <b>Éléments facultatifs :</b>   |                    |   |   |   |          |
| 1.2 L'identification par les municipalités locales des territoires d'intérêt naturel présents sur leur territoire   |                    |   |   |   | <b>2</b> |
| 1.3 L'identification par les municipalités locales des bois et corridors forestiers métropolitains présents sur leur territoire   |                    |   |   |   | <b>2</b> |
| <b>2. L'identification et caractérisation des milieux humides</b>   |                    |   |   |   |          |
| <b>Élément facultatif :</b>   |                    |   |   |   |          |
| 2.1 L'identification et la caractérisation par les municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la MRC des milieux humides présents sur leur territoire |                    |   |   |   | <b>1</b> |

**Tableau 6.3    Résultat de l'évaluation de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER   | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|--|--------------------|---|---|---|--------|
|  | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| <b>3. La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains</b>  |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments obligatoires :</b>   |                    |   |   |   |        |
| 3.1 La description dans les règlements d'urbanisme de la nature exacte des usages permis dans les territoires de l'affectation « espace vert »                                       |                    |   |   |   | 2      |
| 3.2 La mise en place des mesures de protection et de conservation des sites d'intérêt floristique  |                    |   |   |   | 2      |
| 3.3 L'adoption de règlements d'urbanisme afin de protéger les habitats fauniques dont des dispositions réglementaires pour régir les activités humaines qui y sont compatibles       |                    |   |   |   | 2      |
| 3.4 L'intégration aux règlements d'urbanisme des dispositions élaborées portant sur la protection du couvert forestier à l'intérieur des bois et corridors forestiers métropolitains |                    |   |   |   | 2      |
| 3.5 L'identification des usages compatibles à la protection des boisés et des corridors forestiers métropolitains  |                    |   |   |   | 2      |
| 3.6 L'élaboration au PU d'une stratégie de planification quant au déboisement maximal pour la mise en culture et l'établissement d'un mécanisme de contrôle dans sa réglementation   |                    |   |   |   | 3      |



**Tableau 6.3    Résultat de l'évaluation de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER | Échelle de valeurs |   |   |   |           |
|--|--------------------|---|---|---|-----------|
|  | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur    |
| <b>4. L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides</b>       |                    |   |   |   |           |
| <b>Élément obligatoire :</b>   |                    |   |   |   |           |
| 4.1 La réalisation d'un plan de conservation des milieux humides         |                    |   |   |   | <b>0</b>  |
| <b>Éléments facultatifs :</b>  |                    |   |   |   |           |
| 4.2 L'interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides    |                    |   |   |   | <b>0</b>  |
| <b>SCORE TOTAL (/36)</b>   |                    |   |   |   | <b>20</b> |

**Tableau 6.4    Résultat de l'évaluation de la MRC de La Vallée-du-Richelieu**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|---|--------------------|---|---|---|--------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| 1. L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers  |                    |   |   |   |        |
| Éléments obligatoires :   |                    |   |   |   |        |
| 1.1 L'identification des aires protégées inscrites au registre du MDDELCC   |                    |   |   |   | 2      |
| 1.2 L'identification des bois et des corridors forestiers métropolitains illustrés à la figure 3.4  |                    |   |   |   | 2      |
| Élément facultatif :  |                    |   |   |   |        |
| 1.3 L'inscription au SAD des aires protégées non inscrites au registre du MDDELCC telles que celles administrées par les municipalités locales ou les organismes privés |                    |   |   |   | 2      |
| 2. L'identification et la caractérisation des milieux humides   |                    |   |   |   |        |
| Élément obligatoire :   |                    |   |   |   |        |
| 2.1 L'identification et la caractérisation dans le SAD des milieux humides de plus de 0,3 ha se retrouvant sur le territoire de la MRC                                  |                    |   |   |   | 2      |

**Tableau 6.4    Résultat de l'évaluation de la MRC de La Vallée-du-Richelieu (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER   | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|--|--------------------|---|---|---|--------|
|  | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| <b>3. La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains</b>  |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments obligatoires :</b>   |                    |   |   |   |        |
| 3.1 L'identification des usages compatibles avec la protection des bois et des corridors forestiers métropolitains   |                    |   |   |   | 2      |
| 3.2 L'adoption de mesures régissant et interdisant l'abattage d'arbres   |                    |   |   |   | 3      |
| <b>Éléments facultatifs :</b>  |                    |   |   |   |        |
| 3.3 L'assujettissement à une autorisation tout projet de mise en valeur et d'abattage d'arbres situés dans les bois et corridors forestiers métropolitains   |                    |   |   |   | 2      |
| 3.4 L'encouragement auprès des municipalités locales de l'utilisation d'outils de planification montrant que le projet respecte les caractéristiques naturelles du site, tels que les PAE et les PIIA        |                    |   |   |   | 1      |
| 3.5 L'encouragement de l'utilisation d'une mixité de mesures correctrices à la suite d'une contravention   |                    |   |   |   | 0      |
| 3.6 Le développement de mesures favorisant le rétablissement de connectivité écologique entre les bois et les corridors forestiers métropolitains, ainsi qu'entre d'autres MN d'intérêt pour la collectivité |                    |   |   |   | 1      |

**Tableau 6.4    Résultat de l'évaluation de la MRC de La Vallée-du-Richelieu (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |           |
|---|--------------------|---|---|---|-----------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur    |
| <b>4. L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides</b>  |                    |   |   |   |           |
| <b>Élément obligatoire :</b>  |                    |   |   |   |           |
| 4.1 La demande aux municipalités locales de se doter d'un plan de conservation des milieux humides qui respecte la démarche proposée par le MDDELCC exprimée dans le <i>Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides</i> |                    |   |   |   | <b>2</b>  |
| <b>SCORE TOTAL (/33)</b>  |                    |   |   |   | <b>18</b> |

**Tableau 6.5 Résultats de l'évaluation de la Ville de Saint-Basile-le-Grand**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |          |
|---|--------------------|---|---|---|----------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur   |
| <b>1. L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers</b>   |                    |   |   |   |          |
| <b>Éléments facultatifs :</b>   |                    |   |   |   |          |
| 1.1 L'identification des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC   |                    |   |   |   | <b>2</b> |
| 1.2 L'identification de tous les secteurs d'intérêt écologique présents sur le territoire des municipalités locales   |                    |   |   |   | <b>2</b> |
| 1.3 L'identification par les municipalités locales des bois et des corridors forestiers métropolitains présents sur leur territoire                                     |                    |   |   |   | <b>0</b> |
| <b>2. L'identification et la caractérisation des milieux humides</b>  |                    |   |   |   |          |
| <b>Élément obligatoire :</b>  |                    |   |   |   |          |
| 2.1 L'identification et la caractérisation par les municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la MRC des milieux humides présents sur leur territoire |                    |   |   |   | <b>0</b> |

**Tableau 6.5 Résultats de l'évaluation de la Ville de Saint-Basile-le-Grand (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|---|--------------------|---|---|---|--------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| <b>3. La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains</b>   |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments obligatoires :</b>  |                    |   |   |   |        |
| 3.1 La prévision aux règlements d'urbanisme d'un lien devant être préservé, dans le cas d'une coupe autorisée, lorsqu'il y a présence d'un corridor écologique  |                    |   |   |   | 0      |
| 3.2 L'identification des coupes d'arbre autorisées dans les différents types de zone de l'affectation « conservation »  |                    |   |   |   | 3      |
| 3.3 L'identification dans les règlements d'urbanisme des municipalités locales concernées des usages permis et des coupes d'arbre autorisées pour ces usages, dans les bois et corridors forestiers métropolitains  |                    |   |   |   | 1      |
| 3.4 L'inscription aux règlements d'urbanisme de la mesure de compensation prévue dans le document complémentaire, dans le cadre de l'implantation d'une construction ou la réalisation d'un ouvrage, dans un bois ou un corridor forestier métropolitain          |                    |   |   |   | 0      |
| 3.5 L'inscription aux règlements d'urbanisme des dispositions prévues au document complémentaire concernant les municipalités locales possédant des MN dans une des zones du groupe d'affectation « conservation » situées à l'intérieur de leur périmètre urbain |                    |   |   |   | 2      |
| <b>Élément facultatif :</b>   |                    |   |   |   |        |
| 3.6 La mise en place, dans les outils d'urbanisme, de programmes de plantation massive de végétaux par divers organismes  |                    |   |   |   | 0      |

**Tableau 6.5 Résultats de l'évaluation de la Ville de Saint-Basile-le-Grand (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER | Échelle de valeurs |   |   |   |           |
|--|--------------------|---|---|---|-----------|
|  | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur    |
| <b>4. L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides</b>       |                    |   |   |   |           |
| <b>Élément obligatoire :</b>   |                    |   |   |   |           |
| 4.1 L'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides          |                    |   |   |   | <b>0</b>  |
| <b>Élément facultatif :</b>  |                    |   |   |   |           |
| 4.2 L'interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides    |                    |   |   |   | <b>0</b>  |
| <b>SCORE TOTAL (/36)</b>   |                    |   |   |   | <b>10</b> |

**Tableau 6.6 Résultats de l'évaluation de la Municipalité de Saint-Jean-Baptiste**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|---|--------------------|---|---|---|--------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| <b>1. L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers</b>   |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments facultatifs :</b>   |                    |   |   |   |        |
| 1.1 L'identification des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC   |                    |   |   |   | 0      |
| 1.2 L'identification de tous les secteurs d'intérêt écologique présents sur le territoire des municipalités locales   |                    |   |   |   | 2      |
| 1.3 L'identification par les municipalités locales des bois et des corridors forestiers métropolitains présents sur leur territoire                                     |                    |   |   |   | 2      |
| <b>2. L'identification et la caractérisation des milieux humides</b>  |                    |   |   |   |        |
| <b>Élément obligatoire :</b>  |                    |   |   |   |        |
| 2.1 L'identification et la caractérisation par les municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la MRC des milieux humides présents sur leur territoire |                    |   |   |   | 1      |



**Tableau 6.6 Résultats de l'évaluation de la Municipalité de Saint-Jean-Baptiste (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|---|--------------------|---|---|---|--------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| <b>3. La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains</b>   |                    |   |   |   |        |
| <b>Éléments obligatoires :</b>  |                    |   |   |   |        |
| 3.1 La prévision aux règlements d'urbanisme d'un lien devant être préservé, dans le cas d'une coupe autorisée, lorsqu'il y a présence d'un corridor écologique  |                    |   |   |   | 0      |
| 3.2 L'identification des coupes d'arbre autorisées dans les différents types de zone de l'affectation « conservation »  |                    |   |   |   | 2      |
| 3.3 L'identification dans les règlements d'urbanisme des municipalités locales concernées des usages permis et des coupes d'arbre autorisées pour ces usages, dans les bois et corridors forestiers métropolitains  |                    |   |   |   | 1      |
| 3.4 L'inscription aux règlements d'urbanisme de la mesure de compensation prévue dans le document complémentaire, dans le cadre de l'implantation d'une construction ou la réalisation d'un ouvrage, dans un bois ou un corridor forestier métropolitain          |                    |   |   |   | 1      |
| 3.5 L'inscription aux règlements d'urbanisme des dispositions prévues au document complémentaire concernant les municipalités locales possédant des MN dans une des zones du groupe d'affectation « conservation » situées à l'intérieur de leur périmètre urbain |                    |   |   |   | 2      |
| <b>Élément facultatif :</b>   |                    |   |   |   |        |
| 3.6 La mise en place, dans les outils d'urbanisme, de programmes de plantation massive de végétaux par divers organismes  |                    |   |   |   | 0      |

**Tableau 6.6 Résultats de l'évaluation de la Municipalité de Saint-Jean-Baptiste (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER | Échelle de valeurs |   |   |   |           |
|--|--------------------|---|---|---|-----------|
|  | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur    |
| <b>4. L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides</b>       |                    |   |   |   |           |
| <b>Élément obligatoire :</b>   |                    |   |   |   |           |
| 4.1 L'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides          |                    |   |   |   | <b>0</b>  |
| <b>Élément facultatif :</b>  |                    |   |   |   |           |
| 4.2 L'interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides    |                    |   |   |   | <b>2</b>  |
| <b>SCORE TOTAL (/36)</b>   |                    |   |   |   | <b>13</b> |

**Tableau 6.7 Résultats de l'évaluation de la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|---|--------------------|---|---|---|--------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| <b>1. L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers</b>   |                    |   |   |   |        |
| 1.1 L'identification des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC   |                    |   |   |   | 2      |
| 1.2 L'identification de tous les secteurs d'intérêt écologique présents sur le territoire des municipalités locales   |                    |   |   |   | 0      |
| 1.3 L'identification par la municipalité locale des corridors forestiers écologiques d'intérêt régional.  |                    |   |   |   | 0      |
| <b>2. L'identification et la caractérisation des milieux humides</b>  |                    |   |   |   |        |
| 2.1 L'identification et la caractérisation par les municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la MRC des milieux humides présents sur leur territoire |                    |   |   |   | 0      |
| <b>3. La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains</b>   |                    |   |   |   |        |
| 3.1 La prévision aux règlements d'urbanisme d'un lien devant être préservé, dans le cas d'une coupe autorisée, lorsqu'il y a présence d'un corridor écologique          |                    |   |   |   | 0      |
| 3.2 L'identification des coupes d'arbre autorisées dans les différents types de zone de l'affectation « conservation »  |                    |   |   |   | 2      |

**Tableau 6.7 Résultats de l'évaluation de la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu (suite)**

| LISTE DES CRITÈRES ET DES ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES<br>ET SUGGÉRÉS À ÉVALUER  | Échelle de valeurs |   |   |   |        |
|---|--------------------|---|---|---|--------|
|   | 0                  | 1 | 2 | 3 | Valeur |
| 3.3 L'identification dans les règlements d'urbanisme des municipalités locales concernées des usages permis et des coupes d'arbre autorisées pour ces usages, dans les corridors forestiers écologiques d'intérêt régional  |                    |   |   |   | 1      |
| 3.4 L'inscription aux règlements d'urbanisme de la mesure de compensation prévue dans le document complémentaire, dans le cadre de l'implantation d'une construction ou la réalisation d'un ouvrage, dans un corridor forestier écologique d'intérêt régional     |                    |   |   |   | 0      |
| 3.5 L'inscription aux règlements d'urbanisme des dispositions prévues au document complémentaire concernant les municipalités locales possédant des MN dans une des zones du groupe d'affectation « conservation » situées à l'intérieur de leur périmètre urbain |                    |   |   |   | 2      |
| 3.6 La mise en place, dans les outils d'urbanisme, de programmes de plantation massive de végétaux par divers organismes  |                    |   |   |   | 0      |
| <b>4. L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides</b>  |                    |   |   |   |        |
| 4.1 L'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides   |                    |   |   |   | 0      |
| 4.2 L'interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides   |                    |   |   |   | 0      |
| <b>SCORE TOTAL (/36)</b>  |                    |   |   |   | 7      |

## 7. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES MRC ET DES MUNICIPALITÉS LOCALES À PROTÉGER LEUR MN DANS LE CONTEXTE DE LA CONCORDANCE

Afin de faciliter la compréhension et l'analyse en lien avec les résultats obtenus, le tableau 7.1 suivant rassemble les résultats de l'évaluation de chacune des MRC et des municipalités locales sélectionnées. En plus de fournir le pointage final obtenu par ces MRC et municipalités locales, le tableau fournit également le pointage obtenu par celles-ci pour chacun des critères. Les tableaux 7.2 et 7.3 suivants, repris des tableaux 5.2 et 5.7 du chapitre 5, contribuent à interpréter le pointage total des MRC et des municipalités locales afin d'analyser celui-ci.

**Tableau 7.1 Résumé des résultats de toutes les MRC et de toutes les municipalités locales sélectionnées**

| MRC et municipalités locales évaluées     | Critère 1 | Critère 2 | Critère 3 | Critère 4 | Pointage total |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|----------------|
| MRC de Thérèse-de-Blainville              | 7/9       | 2/3       | 8/18      | 2/3       | 19/33          |
| Ville de Blainville                       | 5/9       | 0/3       | 8/18      | 4/6       | 17/36          |
| Ville de Sainte-Anne-des-Plaines          | 6/9       | 1/3       | 13/18     | 0/6       | 20/36          |
| MRC de La Vallée-du-Richelieu             | 6/9       | 2/3       | 9/18      | 2/3       | 19/33          |
| Ville de Saint-Basile-le-Grand            | 4/9       | 0/3       | 6/18      | 0/6       | 10/36          |
| Municipalité de Saint-Jean-Baptiste       | 4/9       | 1/3       | 6/18      | 2/6       | 13/36          |
| Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu | 2/9       | 0/3       | 5/18      | 0/6       | 7/36           |

**Tableau 7.2 Catégories de pointage total possible pour une MRC et leur signification**

| Catégorie de pointage | Signification du pointage total obtenu par catégorie de pointage  |
|-----------------------|---|
| 0-21                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>La MRC n'effectue pas tout ce dont il est attendu d'elle.</li> </ul>   |
| 22                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>La MRC effectue exactement ce qu'il est attendu d'elle, sans plus, ni moins.</li> </ul>  |
| 23-33                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>La MRC va au-delà de ce dont il est attendu d'elle en adoptant des mesures ou des stratégies supplémentaires afin de mieux protéger les MN.</li> </ul> |

**Tableau 7.3 Catégories de pointage total possible pour une municipalité locale et leur signification**

| Catégorie de pointage | Signification du pointage total obtenu par catégorie de pointage   |
|-----------------------|--|
| 0-23                  | <ul style="list-style-type: none"><li>• La municipalité locale n'effectue pas tout ce dont il est attendu d'elle.</li></ul>  |
| 24                    | <ul style="list-style-type: none"><li>• La municipalité locale effectue exactement ce dont il est attendu d'elle, sans plus, ni moins.</li></ul>   |
| 25-36                 | <ul style="list-style-type: none"><li>• La municipalité locale va au-delà de ce dont il est attendu d'elle en adoptant des mesures ou des stratégies supplémentaires afin de mieux protéger les MN</li></ul> |

### **7.1 L'interprétation globale du pointage final attribué aux MRC**

En analysant le pointage total des MRC, le premier fait à observer est qu'aucune MRC n'a un pointage au-dessus de 21. Au fait, toutes les deux MRC ont un pointage de 19/33, donc aucune MRC n'effectue tout ce dont il est attendu d'elles. En analysant plus en profondeur les résultats obtenus, seulement en trois occasions une MRC a obtenu un pointage de 3 pour un élément obligatoire ou facultatif (voir l'annexe 6 pour le détail des résultats). Cela signifie que seulement en trois occasions une MRC a adopté des mesures ou des stratégies supplémentaires afin de protéger les MN, ou a élaboré des mesures ou des stratégies détaillées, originales et adaptées au territoire sur lequel ils ont cours. En ce qui a trait au respect des éléments obligatoires, les MRC performant mieux que les municipalités locales. Sur un total de 12 éléments obligatoires, les MRC n'ont obtenu le pointage de 0 ou de 1 aucune fois. Pour ces 12 éléments obligatoires évalués, elles ont donc réalisé complètement dont il leur était exigé à chaque occasion.

### **7.2 L'interprétation globale du pointage final attribué aux municipalités locales**

Pour ce qui est des municipalités locales, aucune d'elles n'a un pointage au-dessus de 23. D'ailleurs, la municipalité locale avec le plus haut pointage est celle de Sainte-Anne-des-Plaines, avec 20/36. Donc, aucune municipalité locale non plus n'effectue tout ce dont il est attendu d'elle. En seulement deux occasions, une municipalité locale a obtenu un pointage de 3 pour un élément obligatoire ou facultatif. Cela signifie que seulement en deux occasions une municipalité locale a adopté des mesures ou des stratégies supplémentaires afin de protéger les MN, ou a élaboré des mesures ou des stratégies détaillées, originales et adaptées au territoire sur lequel elles ont cours. En ce qui a trait au respect des éléments obligatoires, pour les municipalités locales, si l'on exclut la municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, sur un total de 30 éléments obligatoires évalués, neuf fois elles ont obtenu le pointage de 0 et quatre fois le

pointage de 1. Cela signifie que pour 13 des 30 éléments obligatoires évalués, les municipalités locales n'ont pas réalisé complètement ce dont il était exigé d'elles. Cette constatation est problématique, car cela signifie que plusieurs outils d'urbanisme municipaux sont acceptés même s'ils possèdent certaines conformités discutables. Les sections 7.4 et 7.5 traitent aussi de cette problématique.

### **7.3 Les critères et les éléments de conformité pour lesquels les MRC et les municipalités locales performant le mieux et performant le moins**

De façon générale, autant les MRC que les municipalités locales ont mieux performé à se conformer aux éléments en lien avec les aires protégées et les bois et corridors forestiers métropolitains qu'avec les milieux humides. De façon plus spécifique, c'est concernant les mesures régissant et interdisant l'abattage d'arbres dans les bois et corridors forestiers métropolitains qu'autant les MRC que les municipalités locales ont le mieux performé.

À l'inverse, alors que les MRC ont bien performé en lien avec les critères 2 et 4 portant sur l'identification et la caractérisation des milieux humides, ainsi que la réalisation d'un plan de conservation des milieux humides, les municipalités locales y ont moins bien performé. Alors que les deux MRC, ainsi que Sainte-Anne-des-Plaines et Saint-Jean-Baptiste identifient tous les milieux humides répertoriés par la cartographie de Canards Illimités (2010), seulement les deux MRC effectuent une caractérisation détaillée des milieux humides de leur territoire. En plus, la CMM pourrait être plus exigeante à ce sujet. Lors de l'émission de ses directives aux MRC par l'entremise du PMAD, le niveau de caractérisation qui doit être effectué n'est pas précisé (CMM, 2012). Cela permet donc aux MRC de ne faire qu'une caractérisation simple et très sommaire. Ce genre de caractérisation ne permet pas de prendre connaissance des valeurs et des spécificités des différents milieux humides. Sur un plan plus spécifique, s'il y a à nommer l'élément de conformité pour lequel les municipalités locales performant le moins bien c'est celui de l'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides respectant la démarche proposée par le MDDELCC. De toutes les municipalités locales sélectionnées, seulement Blainville a entrepris sa réalisation.

### **7.4 Les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville performant mieux que les municipalités locales de la MRC de La Vallée-du-Richelieu**

En continuant l'analyse de la performance des municipalités locales, un résultat évident est que les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville performant mieux que ses consœurs de la MRC de La Vallée-du-Richelieu. En effet, Blainville a un pointage de 17/36 et Sainte-Anne-des-Plaines a un

pointage de 20/36 alors que Saint-Basile-le-Grand a un pointage de 10/36 et Saint-Jean-Baptiste un pointage de 13/36. La moyenne des municipalités locales de la MRC de Blainville est donc de 18,5/36 alors que celle de la MRC de La Vallée-du-Richelieu est de 11,5/36. La différence est assez substantielle. Comme il l'a été expliqué à plusieurs reprises dans ce travail, la présence d'éléments dont leur conformité soit non fidèle aux exigences dans des outils d'urbanisme peut être due à des choix politiques, à un manque de rigueur ou à des oublis de la part de ceux qui les évaluent. Il est difficile d'attribuer ce décalage observé au niveau du pointage à une tendance historique des municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville à mieux protéger ses MN. En analysant et en comparant entre elles les versions précédentes des outils d'urbanisme des municipalités locales et des SAD des MRC à l'étude, il est difficile de dégager une tendance pointant vers une meilleure performance historique en matière de protection des MN pour l'une ou l'autre d'entre elles. Par conséquent, il serait périlleux d'avancer que les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville protègent historiquement mieux leurs MN que les municipalités locales de la MRC de La Vallée-du-Richelieu.

Quelques éléments de réponse et hypothèses peuvent expliquer pourquoi c'est la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines qui performe le mieux à protéger ses MN. D'abord, plusieurs éléments de conformité ne s'appliquent pas à cette ville. Puisqu'elle ne possède pas d'habitats fauniques, de sites d'intérêt floristique, de territoires d'intérêt naturel et d'aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC, elle ne peut pas y appliquer les mesures de protection exigées par les éléments de conformité en lien avec ces MN. Par défaut, selon le système de pointage prévu dans cet essai, elle reçoit donc 2 pour ces éléments, comme si elle se conformait complètement à chacun d'eux. De plus, le SAD de sa MRC lui exige des mesures particulières quant au déboisement maximal pour la mise en culture. Celle-ci répond complètement à cette exigence en développant une stratégie authentique et originale, tout en établissant dans sa réglementation des dispositions détaillées et adaptées aux réalités de son territoire. Elle obtient donc un des rares 3 attribués aux municipalités locales. Cette note explique indéniablement son pointage final. Aussi, peut-être que les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville doivent répondre à certains éléments de conformité moins contraignants que ceux de la MRC de La Vallée-du-Richelieu. Par exemple, les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville n'ont pas à réglementer afin de préserver un lien dans le cas d'une coupe autorisée, lorsqu'il y a présence d'un corridor écologique. Elles n'ont pas non plus à mettre en place, dans leurs outils d'urbanisme, des programmes de plantation végétaux s'adressant à divers organismes. Aussi, peut-être que le contexte dans lequel évolue la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines joue pour quelque chose. Son territoire se trouve à plus de 90 % en zone agricole (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). Il est possible que la mise en culture au détriment des boisés et des corridors forestiers métropolitains y soit un enjeu. Si tel est le cas et que la MRC en est consciente, celle-ci



porte peut-être une attention particulière à la protection de ces bois et corridors. Il serait compréhensible que la MRC, d'un commun accord avec ses municipalités locales et Sainte-Anne-des-Plaines, fasse preuve d'une plus grande rigueur avec cette dernière. Finalement, il est possible que les élus et décideurs de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines et de la MRC possèdent simplement de réelles valeurs environnementales et fassent preuve de rigueur en cette matière.

## **7.5 Les MRC performant mieux que les municipalités locales**

Une autre constatation qu'il est possible d'effectuer est qu'en général, les MRC sélectionnées obtiennent un meilleur pointage total que les municipalités locales sélectionnées. Alors que le pointage de chacune des deux MRC est de 18/33, l'équivalent de 54,5 %, seulement le pointage de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines est plus haut, à 20/36, soit l'équivalent de 55,5 %. Comme il a été observé dans cette section, pour chacun des éléments obligatoires les deux MRC ont au moins un début de prise en compte de ceux-ci, alors que cette situation n'est pas vraie pour les municipalités locales. Comme il est décrit à la section 7.4 et à d'autres reprises dans ce travail, le manque de rigueur, l'oubli ou un choix politique peuvent expliquer que des SAD et des outils d'urbanisme municipaux soient acceptés même si certains éléments qui le composent sont d'une conformité non fidèle aux exigences discutables. Il est toutefois impossible de savoir pour laquelle de ces trois raisons une conformité non fidèle aux exigences discutables fait partie d'un document qui a été accepté. Cela peut donc signifier que la CMM est plus rigoureuse que les MRC, que la CMM effectue moins d'oublis, ou que les choix politiques de la CMM la mènent à accepter moins d'éléments à conformité non fidèle aux exigences discutables que les MRC.

Il est possible d'émettre quelques hypothèses afin d'expliquer pourquoi les municipalités locales soumettent aux analyses de conformité des outils d'urbanisme possédant plus de conformités non fidèles aux exigences discutables que le SAD des MRC. Généralement, les revenus des municipalités locales proviennent de la taxation sur les valeurs foncières des propriétés. Afin de se développer, elles désirent donc attirer plus d'entreprises, plus de commerces et plus de résidents sur leur territoire. Ces acteurs payeront chacun des taxes à la municipalité locale proportionnellement à la valeur des propriétés foncières qu'ils y possèdent. Ces taxes permettent de financer les services municipaux, de les améliorer et d'augmenter la gamme offerte (MAMOT, 2010e). Il peut être donc délicat dans ces circonstances de produire un PU et des règlements d'urbanisme qui ne maximiseront pas l'entrée d'argent dans les coffres de la municipalité locale à court terme.

Une autre hypothèse peut être avancée. Le fait pour une municipalité locale de protéger certains terrains du développement immobilier et d'empêcher l'exercice de certains usages sur un terrain peut limiter le droit de propriété d'un propriétaire. Les différentes restrictions aux règlements municipaux ayant pour but de protéger l'environnement peuvent également empêcher des propriétaires de réaliser certains projets et de limiter la façon dont ils jouissent de leur propriété. Ces situations entraînent fréquemment des propriétaires à poursuivre la municipalité locale, lorsqu'ils croient que leur droit de propriété est lésé ou qu'ils font l'objet d'expropriation déguisée. La situation décrite à la section 2.4.2 de cet essai est un exemple de ce phénomène. Lorsque les municipalités locales font face à des poursuites et doivent se défendre devant les tribunaux, ce sont elles qui doivent financer leur défense. Il est compréhensible sous cette pression que parfois, les municipalités préfèrent structurer leurs règlements de façon à minimiser ces poursuites.

Ces éléments ne sont que des hypothèses afin d'expliquer pourquoi les municipalités locales opèrent davantage avec des outils d'urbanisme possédant plus de conformités non fidèles aux exigences discutables que les SAD des MRC. La raison principale peut varier d'une municipalité à l'autre et celle-ci peut être très difficile à cibler. De plus, c'est une question qui peut faire l'objet d'une recherche en soi. Il serait intéressant de poursuivre ces hypothèses dans un autre travail, de déterminer si elles sont exactes afin d'ultimement trouver des solutions à ces problèmes.

## **7.6 La performance de la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu**

Comme il est expliqué à plusieurs endroits dans cet essai, la municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, bien qu'elle soit dans la MRC de La Vallée-du-Richelieu, se situe à l'extérieur de la CMM. Les directives que la CMM émet par le biais du PMAD afin d'atteindre l'objectif de protéger 17 % de son territoire ne s'y appliquent donc pas. Néanmoins, le contenu de ses outils d'urbanisme est évalué dans cet essai en analysant la présence ou non des mêmes éléments de conformité qui sont analysés pour les deux autres municipalités locales sélectionnées de sa MRC. Cet exercice a pour but de comparer sous les mêmes bases la performance à protéger les MN des municipalités locales de la CMM à une en dehors de la CMM. Il est ainsi possible d'évaluer l'impact du PMAD.

D'entrée de jeu, le résultat de 7/36 de la municipalité locale de Saint-Denis-sur-Richelieu permet d'affirmer que celle-ci réussit moins bien que les municipalités locales analysées de la CMM. Puisque la MRC ne lui demande pas de se conformer aux éléments de conformité adressés aux municipalités locales situées à l'intérieur de la CMM, elle ne le fait pas. Elle n'identifie pas et ne caractérise pas les milieux

humides présents sur son territoire. Elle ne prévoit pas un lien devant être préservé, dans le cas d'une coupe autorisée, lorsqu'il y a présence d'un corridor écologique. Elle n'inscrit pas aux règlements d'urbanisme la mesure de compensation prévue dans le document complémentaire de sa MRC, dans le cadre de l'implantation d'une construction ou la réalisation d'un ouvrage, dans un bois ou un corridor forestier métropolitain. Même si elle n'a pas de bois ou de corridors forestiers métropolitains, elle aurait pu appliquer cette mesure à ses corridors forestiers écologiques d'intérêt régional. Elle n'élabore pas non plus de plan de conservation des milieux humides situés sur son territoire. Il est obligatoire de se conformer à tous ces éléments pour les municipalités locales de sa MRC situées à l'intérieur de la CMM.

Il faut noter que la performance de la conformité en ce qui a trait à la protection des MN entre la CMM, les MRC et les municipalités locales n'est pas parfaite. Aucune des deux municipalités locales de la MRC de la Vallée-du-Richelieu situées à l'intérieur de la CMM n'a obtenu un pointage parfait pour les éléments de conformité obligatoires énoncés au paragraphe précédent. Les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville ne se sont pas non plus conformées à tous leurs éléments obligatoires. Tout de même, en comparant le pointage des municipalités locales analysées de la CMM au pointage de la municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, il est possible d'affirmer que le PMAD a un réel impact. Il impose des balises aux MRC, et en concordance, aux municipalités locales qui doivent les prendre fortement en considération.

## **7.7 L'analyse de l'impact du PMAD**

La valeur ajoutée du PMAD se situe davantage au niveau des bois et corridors forestiers que sur l'identification des aires protégées, puisque cette dernière exigence est une orientation du gouvernement datant de 1994 à laquelle toutes les MRC du Québec doivent se soumettre (Gouvernement du Québec, 1994). Le concept des bois et corridors forestiers métropolitains lui, est spécifiquement développé par la CMM et appliqué par l'entremise du PMAD. Celui-ci force les MRC à les identifier, de même que les usages compatibles avec leur protection. Ces usages doivent être identifiés à leur tour par les municipalités locales et inscrits dans leurs règlements d'urbanisme. Toujours en lien avec les bois et corridors forestiers métropolitains, le PMAD force les MRC à adopter des mesures pour qu'elles y régissent et qu'elles y interdisent l'abattage d'arbres. Les MRC sont donc forcées d'exiger à leurs municipalités locales d'inscrire ces mesures à leurs règlements d'urbanisme, puisque c'est à l'échelle municipale que les pouvoirs de régir et d'interdire l'abattage d'arbres s'appliquent. D'ailleurs, c'est justement en lien avec l'identification des usages compatibles à leur protection, ainsi qu'avec l'adoption de mesures y régissant et y interdisant l'abattage d'arbres que les municipalités locales sélectionnées de la CMM ont le mieux

performé. La Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu elle, n'a pas identifié ses corridors forestiers écologiques d'intérêt régional, ni plus les usages qui y sont compatibles et ni plus les coupes d'arbres permises. Il est donc forcé d'admettre que le PMAD a un réel impact au niveau de la protection des bois et des corridors forestiers jugés d'intérêt.

La réalisation d'un plan de conservation des MN est une bonne idée d'élément de conformité à exiger, mais elle est mal appliquée. La CMM requerrait aux MRC de l'exiger à ses municipalités locales, ce qui a bien été effectué. Toutefois, seulement une des quatre municipalités locales de la CMM a amorcé sa réalisation alors que toutes les quatre se sont vues accepter leur PU et leurs règlements d'urbanisme par leur MRC. Aucun plan n'est réalisé à l'heure actuelle. La CMM n'a donc pas réussi de cette façon à forcer les municipalités locales analysées à prioriser la conservation des milieux humides de valeur et d'intérêt. Le PMAD n'a donc pas eu l'impact escompté en cette matière, si l'on se fie à l'échantillon analysé dans cet essai.

Aussi, par la façon dont les SAD et les outils d'urbanisme municipaux sont structurés, il est difficile de déterminer avec exactitude quels sont les milieux protégés ciblés pour faire partie du 17% de territoires protégés par la CMM et reconnus par l'UICN. Il est également difficile de déterminer quels MN seront effectivement reconnus par l'UICN et pourront être comptabilisés pour l'atteinte de l'objectif de la CMM de protéger au moins 17% de son territoire.

En résumé, les MRC ont performé mieux que les municipalités locales et les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville ont performé mieux que celles de la MRC de La Vallée-du-Richelieu. L'identification des coupes d'arbres permises dans les bois et corridors forestiers métropolitains est un élément pour lequel toutes les municipalités locales ont bien performé. Toutefois, seulement une municipalité locale a entrepris la réalisation d'un plan de conservation des milieux humides. La performance de la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, en dehors de la CMM, a été comparée à celles des municipalités locales analysées de la CMM, ce qui a aidé à établir l'impact du PMAD. D'ailleurs, celui-ci se trouve davantage au niveau de la protection des bois et corridors forestiers jugés d'intérêt. Le prochain chapitre mettra sur l'analyse des résultats effectuée lors de ce présent chapitre pour formuler et proposer des recommandations afin d'améliorer la performance des MRC et des municipalités locales de la CMM à protéger leurs MN.

## 8. RECOMMANDATIONS

Ce dernier chapitre a comme objectif de proposer des recommandations afin d'améliorer la performance des MRC et des municipalités locales de la CMM à protéger leurs MN. Ces recommandations pourraient en plus servir à bonifier le PMAD lors d'une future révision. Ce chapitre désire également proposer quelques pistes de solution afin que les MRC et les municipalités locales situées en dehors de la CMM puissent elles aussi améliorer leur performance à protéger leurs MN. La première section de celui-ci s'adresse à la CMM alors que la seconde s'adresse au reste du Québec.

### 8.1 Les recommandations s'adressant à la CMM

- La CMM devrait exiger de ses MRC une caractérisation plus détaillée des milieux humides se trouvant sur leur territoire et préciser les éléments devant se retrouver à cette caractérisation. Le *Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides* du MDDELCC (2008) propose des dimensions et des critères permettant de caractériser les milieux humides d'un territoire. La CMM devrait obliger les MRC à utiliser des critères parmi les dimensions proposées dans ce guide. Cette recommandation suggère donc une bonification du critère 3.1.2 du PMAD portant sur l'identification et la caractérisation des milieux humides.
- En lien avec la recommandation précédente et portant sur le critère 3.1.4 du PMAD, l'élaboration du plan de conservation des milieux humides devrait se réaliser à l'échelle des MRC et non des municipalités locales. Tout d'abord, la caractérisation détaillée que les MRC doivent réaliser pourrait servir élaborer leur plan de conservation. Il serait plus efficace d'opérer de cette façon que d'effectuer une caractérisation à l'échelle de la MRC et d'exiger le plan de conservation des milieux humides à l'échelle des municipalités locales comme c'est le cas actuellement. Par ailleurs, la gestion des cours d'eau est déjà une compétence des MRC, et les milieux humides, puisqu'ils sont reliés à ces cours d'eau et que leur dynamique s'opère à une échelle semblable, devraient également être de compétence des MRC. Aussi, les MRC sont mieux placées pour faire des choix objectifs et optimaux quant aux milieux humides à protéger. De plus, puisqu'il a été observé que les MRC prennent en compte davantage les éléments de conformité qui leur sont adressés, les plans de conservation des milieux humides seraient plus sûrement réalisés.
- Toujours par rapport aux plans de conservation des milieux humides, afin qu'une MRC puisse obtenir sa conformité en lien avec cet élément, le SAD devrait déjà comprendre le plan de

conservation des milieux humides ou le plan de travail relatif à celui-ci. Ce plan devrait inclure les tâches à mener avec un échéancier de leur réalisation, devrait préciser le personnel mis à contribution pour leur réalisation ainsi que le budget prévu. Après l'acceptation de la conformité du SAD, la MRC aurait un délai deux ans pour produire un plan de conservation des milieux humides respectant la démarche proposée par le MDDELCC dans son *Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides*. À l'expiration de ce délai, si la MRC n'a toujours pas remis un plan de conservation conforme, le PMAD pourrait indiquer que toute autre modification ou révision du SAD pourrait être jugée non conforme par la CMM.

- Les MRC de la CMM, en plus d'identifier les aires protégées déjà inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC et les bois et corridors forestiers métropolitains, devraient inscrire la superficie du couvert forestier de ces milieux. De cette façon, il serait plus facile de mesurer la progression de l'atteinte de l'objectif de protection de 17 % du territoire de la CMM.

## **8.2 Les recommandations s'adressant au reste du Québec**

- La réalisation d'un plan de conservation des milieux humides devrait devenir une orientation gouvernementale exigible à toutes les MRC du Québec. Cette façon de faire maximiserait les chances d'augmenter la superficie en milieux humides protégés et la qualité de ceux-ci, surtout pour le sud du Québec, plus peuplé et où les milieux humides sont les plus menacés.
- Un concept équivalent aux boisés et corridors forestiers métropolitains devrait exister à l'extérieur de la CMM. Le gouvernement devrait identifier des boisés et corridors forestiers écologiques d'intérêt régional et exiger aux MRC, par l'entremise des orientations qui leur sont dirigées, de les identifier à leur tour dans leur SAD. Ensuite, comme pour les boisés et corridors forestiers métropolitains, les orientations gouvernementales devraient exiger des MRC qu'elles identifient les usages compatibles avec leur protection. L'orientation gouvernementale se doit d'être claire et précise par rapport à ce qu'elle exige. Elle devrait y identifier certains usages interdits ainsi que requérir des MRC qu'elles adoptent des mesures régissant et interdisant l'abattage d'arbres selon les usages permis. En plus, l'orientation du gouvernement devrait obliger les MRC à inclure dans leur SAD une disposition assujettissant à une autorisation tout projet d'abattage d'arbres prenant place dans les boisés et corridors d'intérêt régionaux.

- Le processus d'analyse de conformité des outils d'urbanisme des MRC et des municipalités locales devrait être plus transparent. Actuellement, parmi les municipalités locales analysées, plusieurs possèdent des outils d'urbanisme jugés conformes, alors que certains éléments restent discutables et mériteraient d'être plus explicités. Le plus souvent ces éléments font référence à des contextes particuliers que les municipalités locales exposent lors des discussions avec leur MRC. Toutefois, actuellement, aucun document public n'explique ces justifications. Ce manque de transparence peut faire passer les choix politiques pour un manque de rigueur ou d'éthique. C'est pourquoi, pour chaque décision rendue quant à la conformité d'un outil d'urbanisme d'une MRC ou d'une municipalité locale, un document d'analyse expliquant les choix effectués devrait être produit et rendu disponible.

S'appuyant sur l'analyse des résultats du chapitre précédent, les recommandations du présent chapitre favoriseraient l'atteinte de l'objectif de protéger plus de 17 % des MN du territoire de la CMM. Plusieurs suggestions ont été apportées pour améliorer la protection des milieux humides et la performance des municipalités locales. Plus de clarté et de précision sont requises dans les orientations gouvernementales et dans les exigences de la CMM dirigées vers les MRC. Aussi, il est nécessaire de faire preuve de plus de transparence lors des analyses de conformité des outils d'urbanisme en informant la population des choix politiques effectués. Il est bénéfique que la population puisse avoir confiance au système en place. De plus, en recommandant d'adapter à l'extérieur de la CMM certains bons coups apportés à l'intérieur de celle-ci, ce chapitre vise à élargir le cadre d'application de cet essai afin qu'il soit pertinent à l'échelle de la province.

## CONCLUSION

L'objectif principal de cet essai est d'analyser, à l'échelle de la CMM, la performance des MRC et des municipalités locales à traduire, dans leurs outils d'aménagement et d'urbanisme, les orientations, les objectifs et les critères définis au PMAD en matière de protection des MN. En évaluant la performance des MRC à respecter les éléments de conformité établis par la CMM dans le PMAD et celle des municipalités locales à respecter les éléments de conformité mis de l'avant par le SAD des MRC, cet objectif a été atteint. L'analyse effectuée permet d'affirmer que le PMAD a un impact réel sur la protection des MN du territoire de la CMM. De plus, il favorise l'atteinte de l'objectif de cette dernière de protéger 17 % de son territoire, même si la concordance n'est pas parfaite et que les MRC et municipalités locales ne répondent pas exactement à toutes les exigences et les suggestions.

Toutefois, avant d'arriver à évaluer des MRC et des municipalités locales de la CMM, plusieurs étapes ont été franchies. Il a été jugé nécessaire de mettre en contexte le cadre sur lequel porte l'essai afin d'établir la pertinence de celui-ci. Puisqu'il se réalise à l'échelle de la CMM, il était donc primordial de décrire cette dernière. Comme l'essai traite de la protection des MN, il était ensuite de mise de décrire les enjeux de la protection des MN et de la biodiversité. Le sujet de la protection des MN est d'autant plus pertinent que la prise de conscience de leur valeur et de celle de leur biodiversité a pris en importance depuis le début des années 1990. Un mouvement s'opéra à l'échelle internationale avec la création de la CBD, et avec son ouverture à la signature en 1992 au Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro. Le mouvement international eut une influence marquée au Canada et au Québec alors qu'un cadre pour la protection des MN et de leur biodiversité allait être adopté à chacune de ces deux échelles, et allait être adapté au fil des années.

Afin de bien comprendre l'évaluation de la performance des MRC et des municipalités locales de la CMM, les mécanismes législatifs et réglementaires encadrant la protection des MN au Québec et à la CMM ont par la suite été décrits. Au départ, la LAU établit entre autres le partage des compétences en aménagement. Elle prévoit aussi le contenu du PMAD et met en place les exercices de concordance entre les orientations gouvernementales, le PMAD, les SAD des MRC et les outils d'urbanisme municipaux des municipalités locales. Parmi ces orientations, certaines visent la protection des MN. Bien que les orientations dédiées à la CMM ne précisent pas d'objectifs chiffrés et mesurables, c'est afin de les respecter que la CMM, par l'entremise de son PMAD, émet des objectifs, dont celui de protéger 17 % de son territoire. Chaque objectif est accompagné de critères et d'éléments obligatoires et facultatifs devant être pris en compte par les MRC. Les MRC émettent à leur tour des directives aux municipalités locales, dont plusieurs visent à protéger les MN. Les MRC et les municipalités locales ont plusieurs moyens de



protéger leur MN. Les MRC doivent utiliser les grandes affectations du territoire et ont le pouvoir, autant que les municipalités locales, d'adopter des mesures réglementaires sévères d'abattage d'arbres. Les deux peuvent également faire l'acquisition d'espaces boisés, favoriser la conservation volontaire sur des terres privées et intégrer les dispositions de la *Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables*. Les municipalités locales elles, peuvent protéger leur MN par l'entremise de leur règlement de zonage ainsi que d'autres outils réglementaires en matière d'urbanisme comme les PAE, les PIIA et les PPCMOI.

Le chapitre 3 dresse un portrait des MN de la CMM. Les territoires qui seront considérés pour l'atteinte de l'objectif de protection 17 % inscrit au PMAD doivent être des aires protégées reconnues par l'UICN. Ce chapitre avance donc la définition proposée par l'UICN d'une aire protégée et présente les différentes catégories d'aires protégées reconnues par cet organisme. Il plonge ensuite dans le vif du sujet afin de déterminer la superficie protégée reconnue par l'UICN lors de la publication du PMAD en 2012 et celle qui reste à protéger, soit 7,4 % de plus.

Une fois le portrait dressé, il a été plus facile de faire un choix pertinent des MRC et des municipalités locales de la CMM sur lesquelles utiliser l'indicateur de performance. C'est au quatrième chapitre que ces choix furent pris en fonction de différents critères. Parmi les critères les plus importants, il fut jugé pertinent de choisir une MRC de la Couronne Nord et une MRC de la Couronne Sud dont une possède une partie de son territoire à l'extérieur de la CMM. La MRC de Thérèse-de-Blainville fut sélectionnée pour la Couronne Nord et celle de La Vallée-du-Richelieu le fut pour la Couronne Sud. Les municipalités locales sélectionnées de la première MRC furent Blainville et Sainte-Anne-des-Plaines alors que celles sélectionnées pour la deuxième furent Saint-Basile-le-Grand, Saint-Jean-Baptiste et Saint-Denis-sur-Richelieu. Cette dernière se trouve à l'extérieur de la CMM.

À la suite de la sélection des MRC et des municipalités locales sur lesquelles utiliser l'indicateur de performance, celui-ci est présenté au chapitre 5. Ce dernier présente les axes d'analyse utilisés comme critères par les MRC. Ces critères sont ceux utilisés par le PMAD découlant de l'objectif de protéger 17 % du territoire de la CMM, et sous chacun d'eux, les éléments obligatoires et facultatifs s'appliquant aux MRC sont avancés. L'étape suivante est d'élaborer le système de pointage qui permet d'évaluer les MRC. Le même processus est ensuite répété pour les municipalités locales. Les axes d'analyse sont constitués des mêmes critères que ceux utilisés pour les MRC. Les éléments obligatoires et facultatifs se dégageant des SAD des MRC et s'appliquant aux municipalités locales y sont présentés, suivis du système de pointage qui permet de les évaluer.

C'est au chapitre 6 que l'indicateur de performance est utilisé. Le chapitre dévoile les évaluations des MRC et de leurs municipalités locales sélectionnées à partir de grilles d'évaluation remplies. Les analyses de conformité des SAD et des outils d'urbanisme municipaux, à partir des éléments de conformité identifiés dans le chapitre 5, ont permis d'attribuer un pointage aux MRC et aux municipalités locales.

En s'appuyant sur la présentation de ces évaluations et de ces analyses de conformité, l'analyse de performance des MRC et des municipalités locales à protéger leur MN dans le contexte de la concordance est effectuée. Une interprétation globale du pointage final attribué aux MRC et aux municipalités locales est proposée. Il est possible de tirer de cette interprétation qu'aucune MRC et qu'aucune municipalité locale n'effectue tout ce dont il est attendu d'elles. L'analyse de la performance se penche ensuite sur les critères et les éléments de conformité pour lesquels les MRC et les municipalités locales performant le mieux et performant le moins. De façon générale, c'est concernant les mesures régissant et interdisant l'abattage d'arbres dans les boisés et corridors forestiers métropolitains qu'autant les MRC que les municipalités locales ont le mieux performé. À l'inverse, de façon significative, les municipalités locales ont moins bien performé par rapport à la réalisation d'un plan de conservation des milieux humides. Par ailleurs, il a été observé que les municipalités locales de la MRC de Thérèse-de-Blainville performant mieux que les municipalités locales de la MRC de La Vallée-du-Richelieu. Il a aussi été observé que les MRC performant mieux que les municipalités locales. De plus, l'analyse traite de la performance de la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, située à l'extérieur de la CMM. Puisque celle-ci a moins bien performé que toutes les autres municipalités locales analysées, il est possible d'avancer que le PMAD a un réel impact sur la protection des MN. Le PMAD est d'ailleurs analysé par la suite. La valeur ajoutée de celui-ci se situe davantage au niveau de la protection des bois et corridors forestiers, alors qu'il est plutôt faible dans sa tentative de faire réaliser par les municipalités locales un plan de conservation des milieux humides.

Ces analyses sur le plan de la performance des MRC et des municipalités locales à protéger leur MN dans le contexte de la concordance mènent à des recommandations pertinentes s'adressant dans un premier temps à la CMM et dans un deuxième temps au reste du Québec. Ces recommandations visent à améliorer, entre autres, la protection des milieux humides en proposant que le plan de conservation des milieux humides soit exigé des MRC plutôt que des municipalités locales de la CMM. Il est également recommandé que la réalisation d'un plan de conservation devienne une obligation pour toutes les MRC du Québec, par le biais des orientations gouvernementales en matière d'aménagement. De plus, il serait profitable que le concept des bois et corridors forestiers métropolitains soit appliqué à l'extérieur de la

CMM. Finalement, il serait aussi souhaitable que le processus d'analyse de conformité des outils d'urbanisme des MRC et des municipalités locales soit plus transparent.

Afin d'améliorer la protection des MN à l'échelle de la CMM, il serait intéressant qu'une étude plus exhaustive reprenne le cadre de cet essai pour évaluer la performance de toutes les MRC et de toutes les municipalités locales de la CMM à protéger leur MN. Ainsi, des constats plus approfondis et plus précis pourraient en émerger. Malheureusement, la limite de temps pour la réalisation de cet essai n'a pas permis de reproduire l'utilisation de l'indicateur de performance ainsi que l'analyse sur les autres MRC et municipalités locales. Il serait également pertinent de pousser l'étude à un autre niveau, et d'évaluer la performance globale, à l'échelle du gouvernement québécois, à protéger de manière uniforme 17 % des MN sur son territoire. Afin d'atteindre l'uniformité, il faudrait déterminer à quelle échelle l'objectif est applicable et devrait être appliqué. Est-il réaliste d'appliquer cet objectif à l'échelle des MRC, alors que certaines, en milieu fortement agricole, ne possèdent peut-être même pas 17 % de MN à l'échelle de leur territoire? En contrepartie, s'il est choisi d'appliquer l'objectif à l'échelle du Québec, il serait possible de se retrouver dans une situation où la majorité des MN serait conservée dans des régions nordiques plutôt que dans le sud, où se retrouvent les plus fortes pressions sur la biodiversité la plus variée de la province. Tout en appliquant l'objectif à l'échelle de la province, y aurait-il moyen de maximiser la superficie protégée à l'échelle de chaque MRC? À l'heure actuelle, il n'est plus question de justifier l'importance de protéger les MN, mais il est temps de trouver un cadre législatif et réglementaire afin d'améliorer leur protection partout au Québec. Et même si des études permettent de développer le cadre le plus efficace et le plus performant, l'application de celui-ci est impossible sans vision et sans volonté politique.

## RÉFÉRENCES

- Alberti, M. (2005). The Effects of Urban Patterns on Ecosystem Function. *International Regional Science Review*, 28 (2), 168-192. Repéré à <http://irx.sagepub.com/content/28/2/168>
- Beaulieu et. al. (2007). *Diagnostic et solutions de problèmes d'érosion au champ et de drainage de surface (fiche technique)*. Repéré sur le site de CRAAQ, section Agroenvironnement – documents : [http://www.agrireseau.qc.ca/agroenvironnement/documents/DiagnosticSolutions\\_FR\\_web.pdf](http://www.agrireseau.qc.ca/agroenvironnement/documents/DiagnosticSolutions_FR_web.pdf)
- Canards Illimités et Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) (2010). *Cartographie détaillée des milieux humides du territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal*. Repéré sur le site de Canards Illimités : [http://www.canards.ca/assets/2013/01/cmm\\_rapport.pdf](http://www.canards.ca/assets/2013/01/cmm_rapport.pdf)
- Canton de Berne (s.d.). La Boussole bernoise du développement durable. Repéré sur le site du Canton de Berne, section Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie - La direction - Portrait de la direction - Dossiers - Développement durable - Évaluation de la durabilité - La Boussole bernoise du développement durable : [http://www.bve.be.ch/bve/fr/index/direktion/ueber-die-direktion/dossiers/nachhaltige\\_entwicklungne/nachhaltigkeitsbeurteilung/ne\\_berner\\_kompass.html](http://www.bve.be.ch/bve/fr/index/direktion/ueber-die-direktion/dossiers/nachhaltige_entwicklungne/nachhaltigkeitsbeurteilung/ne_berner_kompass.html)
- Canton de Berne (2008). *La boussole bernoise du développement durable*. Repéré sur le site du Canton de Berne, section Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie - La direction - Portrait de la direction - Dossiers - Développement durable - Évaluation de la durabilité - La Boussole bernoise du développement – Guide : [http://www.bve.be.ch/bve/fr/index/direktion/ueber-die-direktion/dossiers/nachhaltige\\_entwicklungne/nachhaltigkeitsbeurteilung/ne\\_berner\\_kompass.assetref/dam/documents/BVE/AUE/fr/aue\\_ne\\_nhb\\_excel\\_ne\\_kompass\\_leitfaden\\_f.PDF](http://www.bve.be.ch/bve/fr/index/direktion/ueber-die-direktion/dossiers/nachhaltige_entwicklungne/nachhaltigkeitsbeurteilung/ne_berner_kompass.assetref/dam/documents/BVE/AUE/fr/aue_ne_nhb_excel_ne_kompass_leitfaden_f.PDF)
- Centre d'Études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU) (2006). *Prendre en compte le développement durable dans un projet – Guide d'utilisation de la grille RST<sub>02</sub>*. Repéré sur le site des Territoires de Haute-Normandie : [http://www.territoires-haute-normandie.net/iso\\_album/guide\\_utilisation\\_grille\\_rst02.pdf](http://www.territoires-haute-normandie.net/iso_album/guide_utilisation_grille_rst02.pdf)
- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) (2012). *Plan métropolitain d'aménagement et de développement*. Repéré sur le site de la CMM, section Champs d'intervention – Aménagement : [http://cmm.qc.ca/fileadmin/user\\_upload/pmad2012/documentation/20120530\\_PMad.pdf](http://cmm.qc.ca/fileadmin/user_upload/pmad2012/documentation/20120530_PMad.pdf)
- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) (2013). *Identification et protection des bois et corridors forestiers métropolitains*. Repéré sur le site de la CMM, section Documentation – Publications – Plans d'actions et orientations : [http://cmm.qc.ca/fileadmin/user\\_upload/documents/fascicule\\_boisCorridors\\_web.pdf](http://cmm.qc.ca/fileadmin/user_upload/documents/fascicule_boisCorridors_web.pdf)
- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) (2016a). Population totale – décret du gouvernement. Repéré sur le site de la CMM, section Données et territoires – Observatoire Grand Montréal – Produits statistiques – Grand Montréal en statistiques – Sociodémographie – Population totale : <http://cmm.qc.ca/donnees-et-territoire/observatoire-grand-montreal/produits-statistiques/grand-montreal-en-statistiques/?t=2&st=8&i=1221&p=2016&e=2>

- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) (2016b). Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés (Fonds vert). Repéré sur le site de la CMM, section Champs d'intervention – Environnement – Programmes et règlements - Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés (Fonds vert) : <http://cmm.qc.ca/champs-intervention/environnement/programmes-et-reglements-en-environnement/programme-d'acquisition-et-de-conservation-d'espaces-boises-fonds-vert/>
- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) (2016c). *Couvert forestier du Grand Montréal, 2009*. Repéré sur le site de la CMM, section Données et territoires - Observatoire Grand Montréal – Produits cartographiques – Cartes PDF - Plan métropolitain d'aménagement et de développement – Couvert forestier du Grand Montréal, 2009 : [http://cmm.qc.ca/fileadmin/user\\_upload/pmad2012/carte/C20\\_PMAD\\_Couvert-forestier\\_2011-12.pdf](http://cmm.qc.ca/fileadmin/user_upload/pmad2012/carte/C20_PMAD_Couvert-forestier_2011-12.pdf)
- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) (2016d). *Potentiel de conservation des bois, des corridors forestiers et des milieux humides*. Repéré sur le site de la CMM, section Données et territoires - Observatoire Grand Montréal – Produits cartographiques – Cartes PDF - Plan métropolitain d'aménagement et de développement - Potentiel de conservation des bois, des corridors forestiers et des milieux humides : [http://cmm.qc.ca/fileadmin/user\\_upload/pmad2012/carte/C21\\_PMAD\\_Potentiel-aieres-conservation\\_2011-12.pdf](http://cmm.qc.ca/fileadmin/user_upload/pmad2012/carte/C21_PMAD_Potentiel-aieres-conservation_2011-12.pdf)
- Cowardin, L.M., Carter, V., Golet, F. C. et LaRoe, E. T. (1979). *Classification of wetlands and deepwater habitats of the United States*. Repéré sur le site U.S. Department of the Interior, Fish and Wildlife Service, section Wildlife : <http://www.fws.gov/wetlands/Documents/Classification-of-Wetlands-and-Deepwater-Habitats-of-the-United-States.pdf>
- Daily, G. C. et. al. (2000). The Value of Nature and the Nature of Value. *Science*, 289 (5478), 395-396. Repéré à <https://web-a-ebshost-com.ezproxy.usherbrooke.ca/ehost/detail/detail?vid=11&sid=59619bac-b49e-461c-b2e5-c5042c6a3ada%40sessionmgr4005&hid=4104&bdata=Jmxhbmc9ZnImc2l0ZT1laG9zdC1saXZlJnNjb3BIPXNpdGU%3d#AN=3396414&db=a9h>
- Dupras, J et Alam, M. (2014). Urban Sprawl and Ecosystem Services : A Half Century Perspective in the Montreal Area (Quebec, Canada). *Journal of Environmental Policy and Planning*, 17 (2), 180-200. Repéré à <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1523908X.2014.927755>
- Émond, C. (1999). *Impact des activités agricoles sur l'environnement*. Repéré sur le site du Bureau des audiences publiques sur l'environnement (BAPE), section Archives : <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/archives/eau/docdeposes/lesdocumdeposes/gene116-15.pdf>
- Environnement Canada (2013) *Quand l'habitat est-il suffisant?*. Repéré sur le site d'Environnement et Changement Climatique Canada, section Publications – Trouver une publication : <https://www.ec.gc.ca/Publications/default.asp?lang=Fr&xml=1B5F659B-B931-4F37-A988-3DD73DF656B7>
- Fondation David Suzuki et Nature-Action Québec (2013). *Le capital écologique du Grand Montréal : une évaluation économique de la biodiversité et des écosystèmes de la Ceinture verte*. Repéré sur le site de Fondation David Suzuki, section Champs d'intervention – Conservation terrestre :

[http://www.davidsuzuki.org/fr/publications/telechargements/2012/Rapport%20Ceinture%20Verte\\_BSE\\_FDS\\_web\\_Fev2013.pdf](http://www.davidsuzuki.org/fr/publications/telechargements/2012/Rapport%20Ceinture%20Verte_BSE_FDS_web_Fev2013.pdf)

Gouvernement du Canada (s. d.). *Stratégie canadienne de la biodiversité*. Repéré sur le site du Gouvernement du Canada, section Stratégie canadienne de la biodiversité : [http://www.biodivcanada.ca/560ED58E-0A7A-43D8-8754-C7DD12761EFA/CBS\\_f.pdf](http://www.biodivcanada.ca/560ED58E-0A7A-43D8-8754-C7DD12761EFA/CBS_f.pdf)

Gouvernement du Canada (2016a). Buts et objectifs canadiens pour la biodiversité d'ici 2020. Repéré sur le site du Gouvernement du Canada, section Buts et objectifs canadiens pour la biodiversité d'ici 2020 : <http://www.biodivcanada.ca/default.asp?lang=Fr&n=9B5793F6-1>

Gouvernement du Canada (2016b). Cadre axé sur les résultats en matière de biodiversité. Repéré sur le site du Gouvernement du Canada, section Cadre axé sur les résultats en matière de biodiversité : <http://www.biodivcanada.ca/default.asp?lang=Fr&n=F14D37B9-1>

Gouvernement du Québec (1994). *Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement : Pour un aménagement concerté du territoire*. Repéré sur le site du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), section Aménagement du territoire – Orientations gouvernementales : [http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/amenagement\\_territoire/orientations\\_gouvernementales/orientations\\_amenagement.pdf](http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/amenagement_territoire/orientations_gouvernementales/orientations_amenagement.pdf)

ICLEI (s. d.). Local Governments for Sustainability. Repéré sur le site de ICLEI : <http://www.iclei.org/>

IDHEAP (2005). Guide WinWin22. Repéré sur le site du Canton de Vaud°: [http://www.vd.ch/fileadmin/user\\_upload/themes/environnement/developpement\\_durable/fichiers\\_pdf/guide\\_winwin22\\_v2.pdf](http://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/environnement/developpement_durable/fichiers_pdf/guide_winwin22_v2.pdf)

Kremen, C. (2005). Managing Ecosystem Services : What Do We Need to Know About Their Ecology? *Ecology Letters*, 8 (5), 468-479. Repéré à <http://onlinelibrary.wiley.com.ezproxy.usherbrooke.ca/doi/10.1111/j.1461-0248.2005.00751.x/epdf>

*Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, R.L.R.Q., c. A-19.1

*Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, L.R.Q., C-61.01

Millenium Ecosystem Assessment (2005). *Ecosystems and Well-Being : Synthesis*. Repéré sur le site Millenium Ecosystem Assessment. section Reports – Synthesis Reports : <http://www.millenniumassessment.org/documents/document.356.aspx.pdf>

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole (MAMM) (2001). *Une vision d'action commune – Cadre d'aménagement et orientations gouvernementales*. Repéré sur le site du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), section Aménagement du territoire – Orientations gouvernementales – Présentation : [http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/amenagement\\_territoire/orientations\\_gouvernementales/cmm\\_cadre\\_amenagement.pdf](http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/amenagement_territoire/orientations_gouvernementales/cmm_cadre_amenagement.pdf)

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) (2010a). Paliers municipaux. Repéré sur le site du MAMOT, section Organisation municipale – Organisation territoriale – Instances municipales – Paliers municipaux : <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/organisation-territoriale/instances-municipales/paliers-municipaux/>

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) (2010b). Orientations gouvernementales. Repéré sur le site du MAMOT, section Aménagement du territoire : <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/orientations-gouvernementales/présentation/>

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) (2010c). Grandes affectations du territoire. Repéré sur le site du MAMOT, section Aménagement du territoire - Guide La prise de décision en urbanisme – Planification - Grandes affectations du territoire : <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/planification/grandes-affectations-du-territoire/>

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) (2010d). Mesures de contrôle intérimaire. Repéré sur le site du MAMOT, section Aménagement du territoire – Guide La prise de décision en urbanisme – Réglementation – Mesures de contrôle intérimaire : <http://www.mamot.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/réglementation/mesures-de-controle-interimaire/>

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) (2010e). Règlement sur la tarification. Repéré sur le site du MAMOT, section Aménagement du territoire – Guide La prise de décision en urbanisme – Financement et maîtrise foncière – Règlement sur la tarification : <http://www.mamot.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/financement-et-maitrise-fonciere/réglement-sur-la-tarification/>

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), (2011). *Addenda modifiant les orientations gouvernementales en matière d'aménagement pour le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal en vue de l'élaboration d'un plan métropolitain d'aménagement et de développement*. Repéré sur le site du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), section Aménagement du territoire – Orientations gouvernementales – Présentation : [http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/amenagement\\_territoire/orientations\\_gouvernementales/addenda\\_CMM.pdf](http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/amenagement_territoire/orientations_gouvernementales/addenda_CMM.pdf)

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2015a). La protection de la biodiversité au Québec. Repéré sur le site du MDDELCC, section Biodiversité : [http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/inter\\_suite.htm](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/inter_suite.htm)

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2015b). Stratégie et Plan d'action québécois sur la diversité biologique 2004-2007. Repéré sur le site du MDDELCC, section Biodiversité – Stratégie et un Plan d'action 2004-2007 : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/2004-2007/index.htm>

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2015c). Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique. Repéré sur le site du MDDELCC, section Biodiversité – Orientations gouvernementales : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/orientations/index.htm>

- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC, 2015d). *Les aires protégées par désignation – Région de la Montérégie*. Repéré sur le site du MDDELCC, section Biodiversité - Aires protégées – Registre des aires protégées – Carte des aires protégées par désignation de chaque région du Québec – Montérégie : [http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires\\_protegees/registre/cartes/Carre-Ap-Rg-16-Monteregie.pdf](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/registre/cartes/Carre-Ap-Rg-16-Monteregie.pdf)
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2016a). Registre des aires protégées. Repéré sur le site du MDDELCC, section Biodiversité – Aires protégées – Registre : [http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires\\_protegees/registre/](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/registre/)
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2016b). Répertoire des aires protégées et des aires de conservation gérées au Québec, 1999 (suite). Repéré sur le site du MDDELCC, section Biodiversité – Aires protégées – Registre - Répertoire des aires protégées et des aires de conservation gérées au Québec : [http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires\\_protegees/repertoire/partiel.htm](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/repertoire/partiel.htm)
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) (2008). *Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides*. Repéré sur le site du MDDELCC, section Le Ministère – Nos publications – Répertoire des publications – 2008 - Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides : [http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/rives/Guide\\_plan.pdf](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/rives/Guide_plan.pdf)
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) (2010). *Portrait du réseau d'aires protégées au Québec – période 2002-2009*. Repéré sur le site du MDDELCC, section Biodiversité – Aires protégées – Portrait du réseau d'aires protégées au Québec : [http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires\\_protegees/portrait02-09/fr/intro.pdf#page=22](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/portrait02-09/fr/intro.pdf#page=22)
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) (2011). *Orientations stratégiques du Québec en matière d'aires protégées*. Repéré sur le site du MDDELCC, section Biodiversité – Aires protégées : [http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires\\_protegees/orientations-strateg2011-15.pdf](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/orientations-strateg2011-15.pdf)
- Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu (s.d.). *Plan d'urbanisme*. Document d'urbanisme non disponible sur Internet, envoyé par courriel par la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu.
- Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu (2011a). *Règlement de zonage*. Document d'urbanisme non disponible sur Internet, envoyé par courriel par la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu.
- Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu (2011b). *Plan d'affectation du sol*. Document d'urbanisme non disponible sur Internet, envoyé par courriel par la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu.
- Municipalité de Saint-Jean-Baptiste (2016a). *Règlement 873-16*. Document d'urbanisme non disponible sur Internet, envoyé par courriel par la Municipalité de Saint-Jean-Baptiste.
- Municipalité de Saint-Jean-Baptiste (2016b). *Règlement 874-16*. Document d'urbanisme non disponible sur Internet, envoyé par courriel par la Municipalité de Saint-Jean-Baptiste.



Municipalité de Saint-Jean-Baptiste (2016c). *Plan de zonage*. Document d'urbanisme non disponible sur Internet, envoyé par courriel par la Municipalité de Saint-Jean-Baptiste.

Municipalité régionale de comté (MRC) de La Vallée-du-Richelieu (s. d.). Municipalités. Repéré sur le site de la MRC de La Vallée-du-Richelieu, section La M.R.C. – Municipalités : [http://www.mrcvr.ca/mrc\\_municipalites.php?menu2=1](http://www.mrcvr.ca/mrc_municipalites.php?menu2=1)

Municipalité régionale de comté (MRC) de La Vallée-du-Richelieu (2015). Schéma d'aménagement. Repéré sur le site de la MRC de La Vallée-du-Richelieu, section Aménagement du territoire – Schéma d'aménagement : [http://www.mrcvr.ca/territoire\\_aménagement.php?menu2=2](http://www.mrcvr.ca/territoire_aménagement.php?menu2=2)

Municipalité régionale de comté (MRC) des Laurentides (2015). *Schéma d'aménagement révisé*. Repéré sur le site de la MRC des Laurentides, section Responsabilités - Aménagement du territoire et développement du milieu forestier – Schéma d'aménagement : [http://www.mrc-laurentides.qc.ca/wp-content/uploads/Sch-5-amende\\_297-2014\\_corridor.pdf](http://www.mrc-laurentides.qc.ca/wp-content/uploads/Sch-5-amende_297-2014_corridor.pdf)

Municipalité régionale de comté (MRC) de Thérèse-de-Blainville (2016). *Schéma d'aménagement et de développement*. Repéré sur le site du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), section Territoires – Bibliothèque virtuelle : <https://territoires.mamrot.gouv.qc.ca/territoires/default.aspx>

Municipalité régionale de comté (MRC) du Roussillon (2014). *Schéma d'aménagement révisé – Section 3 – Le schéma d'aménagement*. Repéré sur le site de la MRC du Roussillon, section Codéveloppement et aménagement du territoire – Schéma d'aménagement – Section 3 – Le schéma d'aménagement : [http://www.mrcroussillon.qc.ca/web/doc/amenagement/Section3-SAR\\_MRC\\_R170\\_partie1\\_20141215102732.pdf](http://www.mrcroussillon.qc.ca/web/doc/amenagement/Section3-SAR_MRC_R170_partie1_20141215102732.pdf)

Organisation des Nations Unies (ONU) (1992). *Convention sur la diversité biologique*. Repéré sur le site de la Convention sur la diversité biologique, section La Convention – Texte de la Convention – Français : <https://www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf>

*Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables*, R.R.Q., c. Q-2, r. 35

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (s. d.). Convention sur la diversité biologique. Repéré sur le site du PNUE, section La convention – Historique de la convention : <https://www.cbd.int/history/>

Réseau québécois de Villes et Villages en santé (RQVVS) (2008). Outils de RQVVS. Repéré sur le site de RQVVS, section Accueil – Outils et publications – Publications – Outils de RQVVS : <http://www.rqvvs.qc.ca/fr/outils-et-publications/publication/outils-de-rqvvs/vers-des-communautés-durables-et-en-santé-grille-d'analyse-de-projet>

Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB) (2010). *Perspectives mondiales de la diversité biologique*. Repéré sur le site du PNUE, section Publications : <https://www.cbd.int/doc/publications/gbo/gbo3-final-fr.pdf>

Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) (2016). Parcs nationaux. Repéré sur le site de la Sépaq, section Parcs nationaux : <https://www.sepaq.com/parcs-nationaux/index.dot>

Staudt, J.-M. (2011). *Élaboration d'un outil d'analyse de la durabilité des projets basés sur les lignes directrices du Global Reporting Initiative (GRI)* (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec, Canada. Repéré à [https://www.usherbrooke.ca/environnement/fileadmin/sites/environnement/documents/Essais2011/Staudt\\_JM\\_\\_08-06-2011\\_.pdf](https://www.usherbrooke.ca/environnement/fileadmin/sites/environnement/documents/Essais2011/Staudt_JM__08-06-2011_.pdf)

Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) (2008). *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées*. Repéré sur le site de l'UICN, section World Commission on Protected Area (WCPA) – Publications – Protected Areas Best Practice Guidelines – Guidelines for applying protected area management categories (2008 French version) : <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/PAPS-016-Fr.pdf>

United Cities and Local Governments (UCLG) (s. d.). The Sustainable Development Goals : What Local Governments Need to Know. Repéré sur le site de UCLG, section Ressources - Publications : [http://www.uclg.org/sites/default/files/the\\_sdgs\\_what\\_localgov\\_need\\_to\\_know.pdf?utm\\_source=Base+de+datos+%5BEN%5D&utm\\_campaign=dd53fb36ac-The+SDGs\\_+what+local+governments+need+to+know&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_f6d8315489-dd53fb36ac-73772521](http://www.uclg.org/sites/default/files/the_sdgs_what_localgov_need_to_know.pdf?utm_source=Base+de+datos+%5BEN%5D&utm_campaign=dd53fb36ac-The+SDGs_+what+local+governments+need+to+know&utm_medium=email&utm_term=0_f6d8315489-dd53fb36ac-73772521)

Ville de Blainville (2016a). *Plan d'urbanisme*. Document d'urbanisme non disponible sur Internet, envoyé par courriel par la Ville de Blainville.

Ville de Blainville (2016b). *Règlement de zonage*. Document d'urbanisme non disponible sur Internet, envoyé par courriel par la Ville de Blainville.

Ville de Saint-Basile-le-Grand (2015a). *Affectations du sol*. Repéré sur le site de la Ville de Saint-Basile-le-Grand, section Services en ligne – La Ville – Aménagement du territoire – Plans et règlements d'urbanisme – Affectations du sol : [http://www.ville.saint-basile-le-grand.qc.ca/index.php?option=com\\_content&view=article&id=1179:plans-reglements-urbanisme&catid=66:reglements](http://www.ville.saint-basile-le-grand.qc.ca/index.php?option=com_content&view=article&id=1179:plans-reglements-urbanisme&catid=66:reglements)

Ville de Saint-Basile-le-Grand (2015b). *U-200 Plan d'urbanisme*. Repéré sur le site de la Ville de Saint-Basile-le-Grand, section Services en ligne – La Ville – Aménagement du territoire – Plans et règlements d'urbanisme – U-200 Plan d'urbanisme : [http://www.ville.saint-basile-le-grand.qc.ca/index.php?option=com\\_content&view=article&id=1179:plans-reglements-urbanisme&catid=66:reglements](http://www.ville.saint-basile-le-grand.qc.ca/index.php?option=com_content&view=article&id=1179:plans-reglements-urbanisme&catid=66:reglements)

Ville de Saint-Basile-le-Grand (2016a). *Plan de zonage*. Repéré sur le site de la Ville de Saint-Basile-le-Grand, section Services en ligne – La Ville – Aménagement du territoire – Plans et règlements d'urbanisme – Plan de zonage : [http://www.ville.saint-basile-le-grand.qc.ca/index.php?option=com\\_content&view=article&id=1179:plans-reglements-urbanisme&catid=66:reglements](http://www.ville.saint-basile-le-grand.qc.ca/index.php?option=com_content&view=article&id=1179:plans-reglements-urbanisme&catid=66:reglements)

Ville de Saint-Basile-le-Grand (2016b). *Règlement de zonage U-220*. Repéré sur le site de la Ville de Saint-Basile-le-Grand, section Services en ligne – La Ville – Aménagement du territoire – Plans et règlements d'urbanisme – U-220 Zonage (par chapitre) : [http://www.ville.saint-basile-le-grand.qc.ca/index.php?option=com\\_content&view=article&id=1179:plans-reglements-urbanisme&catid=66:reglements](http://www.ville.saint-basile-le-grand.qc.ca/index.php?option=com_content&view=article&id=1179:plans-reglements-urbanisme&catid=66:reglements)

Ville de Sainte-Anne-des-Plaines (2015). *Plan d'urbanisme*. Document d'urbanisme non disponible sur Internet, envoyé par courriel par la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines.

Ville de Sainte-Anne-des-Plaines (2016). *Règlement de zonage*. Document d'urbanisme non disponible sur Internet, envoyé par courriel par la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines.

## BIBLIOGRAPHIE

Gouvernement du Canada (2015). Objectifs « SMART » et les indicateurs de rendement. Repéré sur le site du Gouvernement du Canada, section Fonction publique et force militaire – Apprentissage et perfectionnement – Gestion du rendement et des talents – Programme de gestion pour les employés : <http://www.tbs-sct.gc.ca/psm-fpfm/learning-apprentissage/ptm-grt/pmc-dgr/smart-fra.asp>

Hamel, J. (2016). *Amélioration de l'évaluation environnementale stratégique avec l'utilisation de l'approche systémique* (essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec, Canada. Repéré à [http://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/8928/Hamel\\_Julie\\_MEnv\\_2016.pdf?sequence=1&isAllowed=y](http://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/8928/Hamel_Julie_MEnv_2016.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

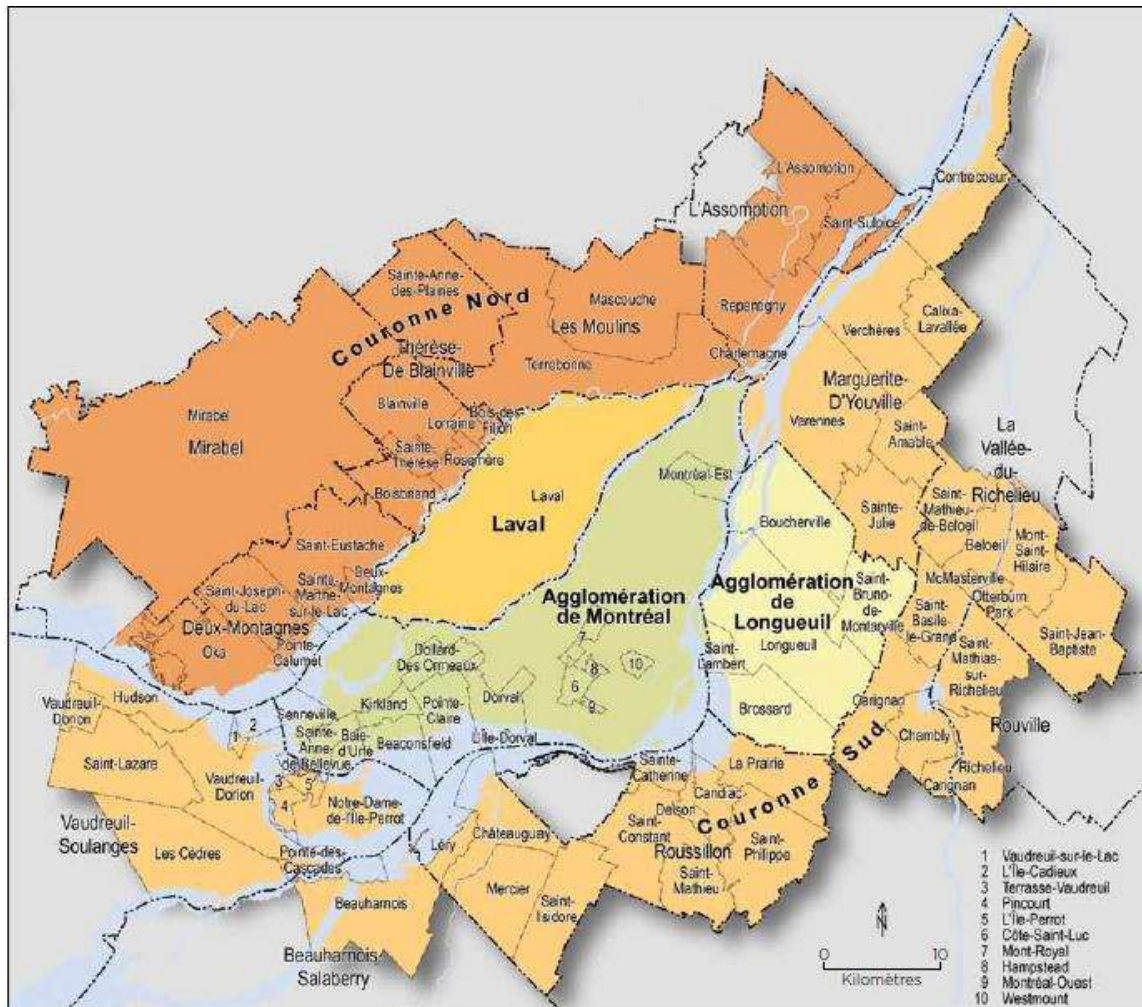
Municipalité régionale de comté (MRC) de L'Assomption (2015). *Schéma d'aménagement et de développement révisé*. Repéré sur le site du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), section Territoires – Bibliothèque virtuelle : <https://territoires.mamrot.gouv.qc.ca/territoires/default.aspx>

Municipalité régionale de comté (MRC) de La Vallée-du-Richelieu (2016). *Schéma d'aménagement révisé*. Repéré sur le site du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), section Territoires – Bibliothèque virtuelle : <https://territoires.mamrot.gouv.qc.ca/territoires/default.aspx>

Municipalité régionale de comté (MRC) de Marguerite-D'Youville (2016). *Règlement numéro 162 – Relatif au schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Marguerite D'Youville*. Repéré sur le site du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), section Territoires – Bibliothèque virtuelle : <https://territoires.mamrot.gouv.qc.ca/territoires/default.aspx>

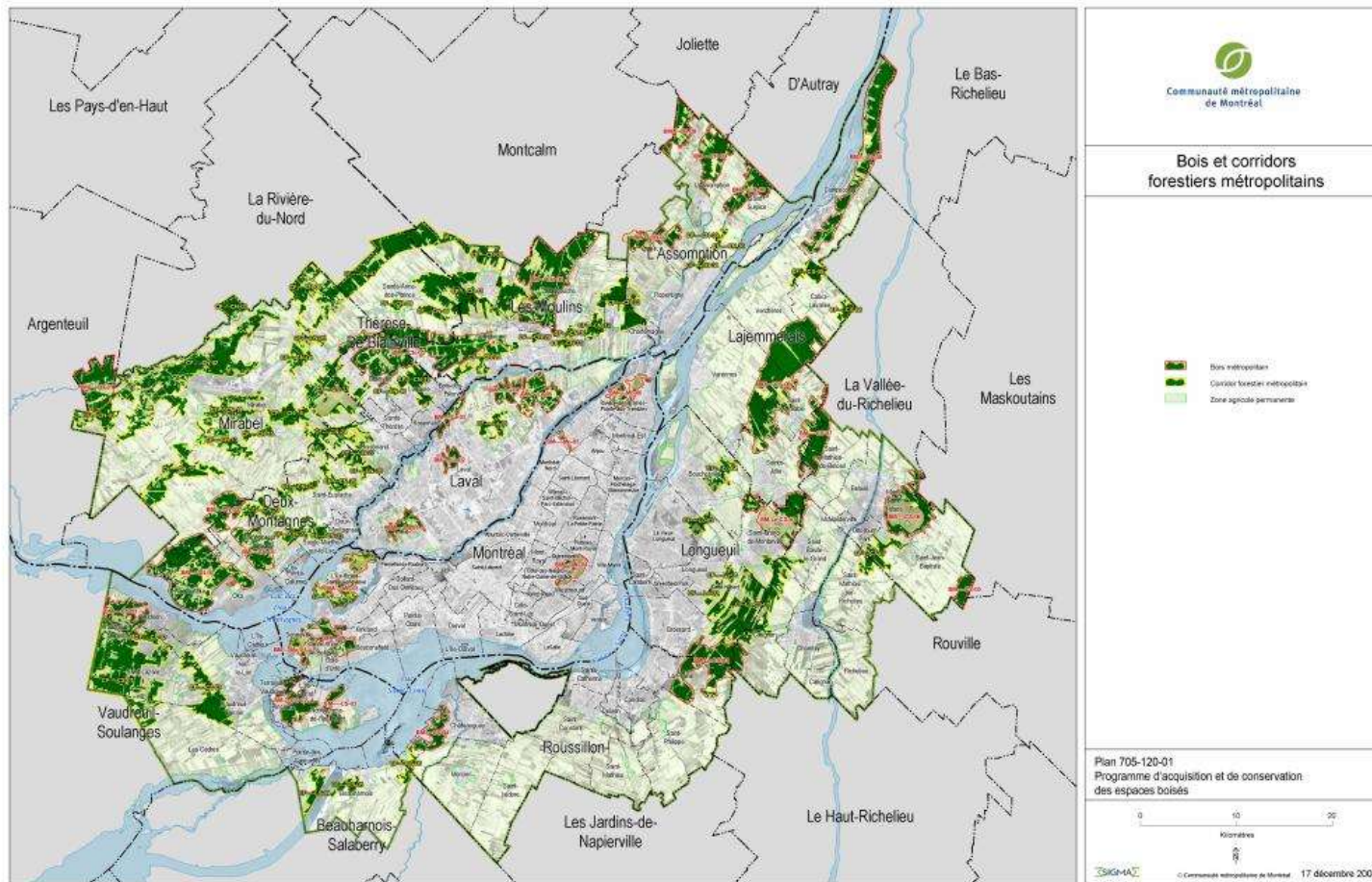
Municipalité régionale de comté (MRC) de Vaudreuil-Soulanges (2015). Repéré sur le site du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), section Territoires – Bibliothèque virtuelle : <https://territoires.mamrot.gouv.qc.ca/territoires/default.aspx>

## ANNEXE 1 – UNITÉS ADMINISTRATIVES ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES DE LA CMM



**Figure 1** Carte des unités administratives et des secteurs géographiques de la CMM  
(Tiré de : CMM, 2012)

## ANNEXE 2 – BOIS ET CORRIDORS FORESTIERS MÉTROPOLITAINS DE TENURE PRIVÉE ÉLIGIBLES AU FONDS VERT



**Figure 2** Carte des bois et corridors forestiers métropolitains de tenure privée éligibles au Fonds vert  
(tiré de : CMM, 2016b)

## **ANNEXE 3 – DÉFINITION D'UNE AIRE PROTÉGÉE**

### **La définition fournie par la CBD**

Sur le plan international, la CBD définit le concept de zone protégée comme « toute zone géographiquement délimitée qui est désignée. (sic) ou règlementée. (sic) et gérée en vue d'atteindre des objectifs spécifiques de conservation » (Organisation des Nations-Unies, 1992, p. 6).

### **La définition fournie par le gouvernement du Québec**

Sur le plan provincial, le gouvernement du Québec lui, dans sa Loi sur la conservation du patrimoine naturel, adopté en 2002, définissait une aire protégée comme :

« un territoire, en milieu terrestre ou aquatique, géographiquement délimité, dont l'encadrement juridique et l'administration visent spécifiquement à assurer la protection et le maintien de la diversité biologique et des ressources naturelles et culturelles associées » *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*.

## **ANNEXE 4 – CATÉGORIES D’AIRES PROTÉGÉES**

### **Catégorie 1a : Réserve naturelle intégrale**

Cette aire est administrée principalement aux fins d’étude scientifique. C’est un espace terrestre ou marin formé principalement ou entièrement par des forces non humaines et dont tout impact humain, sauf très léger, dégraderait ou détruirait les caractères distinctifs de cette zone. Sans la protection de ce type d’aire, il n’en resterait bientôt plus. Dans cette aire, les perturbations sont réduites au minimum et les activités autorisées y sont minutieusement planifiées et circonscrites. On veut y protéger la biodiversité, ainsi que des caractéristiques géologiques et géomorphologiques. Elle a comme rôle de fournir des points de référence permettant d’effectuer des mesures et le suivi à long terme des impacts engendrés par l’homme en dehors de cette aire. C’est donc un lieu où les écosystèmes peuvent être étudiés dans un état le plus intact possible. (UICN, 2008; MDDELCC, 2016b)

### **Catégorie 1b : Zone de nature sauvage**

Les aires de cette catégorie sont généralement plus vastes que celles de la catégorie 1a, mais aussi moins strictement protégées des visites. Cette zone n’est pas ouverte au tourisme de masse, mais peut accueillir des visiteurs prêts à voyager de façon autonome, à pieds par exemple. Elle est intacte ou très peu modifiée par l’homme, sans infrastructures modernes (y compris les routes). Elle est protégée dans le but de conserver son caractère naturel et de préserver les processus écologiques à grande échelle et les services environnementaux. Elle est gérée de façon à permettre aux générations futures de connaître tels espaces. Ces aires protégées visent à permettre à des communautés indigènes d’y conserver leur mode de vie en utilisant les ressources disponibles de façon durable. À ce jour au Québec, aucune aire protégée n’a été reconnue sous cette catégorie. (UICN, 2008; MDDELCC, 2016b)

### **Catégorie 2 : Parc national**

Les aires de la catégorie 2 ont une taille semblable aux aires de la catégorie 1b et ont un but commun de conserver l’intégrité des écosystèmes et des processus écologiques qui s’y déroulent. La catégorie « Parc national » toutefois accepte et prévoit la fréquentation de visiteurs et y aménage les infrastructures nécessaires. En plus d’y permettre des visites de nature scientifique, éducative, culturelle et spirituelle, elle permet la récréation et le loisir. Elle contribue donc à l’économie locale par le tourisme. Elle est toutefois gérée de façon à ce que les activités permises ne causent aucune dégradation biologique ou écologique



significative des ressources naturelles. La catégorie 2 vise à conserver des espèces occupant de grands espaces, ainsi que des voies de migration (UICN, 2008; MDDELCC, 2016b). Les parcs nationaux québécois, comme celui des Îles-de-Boucherville, du Mont-Saint-Bruno et d'Oka, tous dans la CMM, figurent dans cette catégorie (Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq), 2016; MDDELCC, 2016b).

### **Catégorie 3 : Monument ou élément naturel**

La gestion dans la catégorie 3 est destinée à la protection d'un élément naturel spécifique et à la biodiversité qui lui est associée. Cet élément peut être un élément topographique, une montagne, une caverne sous-marine, une composante géologique telle qu'une grotte, ou même un élément vivant tel qu'un îlot boisé ancien. Les éléments protégés par cette catégorie ont subi, à l'extérieur des aires protégées, des changements majeurs. Ils possèdent également de grandes valeurs spirituelles et culturelles. Ces milieux peuvent avoir subi l'influence de l'activité humaine, mais doivent néanmoins posséder de grandes qualités en matière de biodiversité et doivent être gérés de manière à les préserver. Dans ce sens, une aire protégée de cette catégorie vise à éliminer toute forme d'exploitation et d'activité incompatible avec l'objectif du statut de conservation, mais autorise et parfois encourage des pratiques culturelles, spirituelles et récréatives qui n'entravent pas à la conservation du milieu. Comme pour la catégorie 2, les visites sont permises et prévues dans les aires de la catégorie 3. (UICN, 2008; MDDELCC, 2016b)

### **Catégorie 4 : Aire de gestion des habitats ou des espèces**

La gestion de ce type de milieu, comme l'indique le nom de sa catégorie, vise à protéger des espèces menacées ou des habitats particuliers, fragments d'écosystèmes. Ces milieux ont souvent besoin d'interventions de gestion régulières afin de répondre aux exigences des espèces particulières qui y vivent et de maintenir leur habitat. La gestion active afin de préserver une espèce cible comprend par exemple la création ou le maintien d'un habitat artificiel, ainsi que la provision de compléments alimentaires. L'intervention visée ne doit toutefois pas altérer l'habitat naturel original. Les activités de recherche et de surveillance environnementale y sont permises et certains secteurs limités sont consacrés à l'éducation du public. Une certaine exploitation extensive à caractère durable des ressources fauniques y est permise, tant que celle-ci ne nuit pas à l'habitat ou à l'espèce qu'on tente de protéger. Au Québec, des aires de confinement du cerf de Virginie, appelées ravages, font partie de cette catégorie, ainsi que des marais, à l'intérieur desquels des aménagements sont requis, afin de favoriser le maintien de la faune et de son habitat. (UICN, 2008; MDDELCC, 2016b)

### **Catégorie 5 : Paysage terrestre ou marin protégé**

Les aires protégées de cette catégorie sont gérées dans le but d'assurer la conservation de paysages terrestres ou marins et de permettre la récréation. Les paysages de ces aires ont été formés de l'interaction ancienne de l'homme et de la nature, présentent une grande biodiversité et possèdent des qualités esthétiques, écologiques ou culturelles particulières. Les objectifs de gestion de ces aires sont de maintenir cette interaction en garantissant le maintien des formes traditionnelles d'occupation du sol, ainsi que les manifestations sociales et culturelles. Les aires de cette catégorie encouragent les modes de vie et les activités économiques en harmonie avec la nature et préviennent ceux qui ne le sont pas. Cette catégorie d'aires protégées contribue à la conservation en préservant les espèces associées aux paysages culturels. Elle vise aussi à fournir des opportunités de bien-être, de détente et d'activités socio-économiques grâce au loisir et au tourisme. Des produits naturels y sont offerts. Elle vise aussi à favoriser l'implication active de la communauté dans la gestion de ses paysages et de son patrimoine. Ce sont fréquemment des paysages côtiers ou insulaires, possédant des qualités pittoresques indéniables. Cette catégorie d'aires protégées n'est toutefois pas observée actuellement au Québec. (UICN, 2008; MDDELCC, 2016b)

### **Catégorie 6 : Aire protégée avec utilisation durable des ressources naturelles**

Les aires protégées de cette catégorie sont gérées de façon à permettre un prélèvement et une utilisation durable des ressources contenues dans ces écosystèmes naturels. Tout prélèvement et utilisation durable des ressources doit être fait de façon à assurer le maintien de la biodiversité, des fonctions et des différentes valeurs de la nature. Ces aires visent à promouvoir des pratiques rationnelles de gestion afin d'assurer une productivité durable. Elles visent à protéger le capital de ressources naturelles contre d'autres formes d'occupation du sol et d'activités économiques qui pourraient porter atteinte à la diversité biologique de ces aires, tout en contribuant au développement régional et national. La gestion de ces aires fait en sorte qu'un flux durable de biens et de services est assuré à la communauté. Afin d'être classée dans cette catégorie, une aire ne peut pas comporter de productions industrielles et commerciales à grande échelle. Une autorité de gestion doit être en place, et une proportion prédéterminée de l'aire doit être maintenue dans des conditions naturelles. Au Québec, cette proportion est établie aux deux tiers de l'aire. (UICN, 2008; MDDELCC, 2016b)

## **ANNEXE 5 – DESCRIPTION DE LA DÉMARCHE DU GUIDE D'ÉLABORATION D'UN PLAN DE CONSERVATION**

### **Première étape : Effectuer un inventaire**

La démarche proposée dans ce guide consiste, en premier lieu, à effectuer un inventaire des milieux humides du territoire. Lors de cette étape, une cartographie des milieux humides permettant de délimiter leur écosystème et l'ensemble des MN de celui-ci devra être réalisée. Les connaissances cartographiques existantes, ainsi que celles photographiques, devront être prises en compte. Les autres informations disponibles devront être utilisées, tel que des cartes de cours d'eau, des cartes cadastrales, la liste des espèces menacées ou vulnérables, les communautés naturelles et les inventaires des boisés d'intérêt de la CMM. Finalement pour cette étape, un travail de validation sur le terrain devra également être effectué. (MDDEP, 2008)

### **Deuxième étape : Effectuer une caractérisation des milieux humides**

La deuxième étape de la démarche proposée par le guide consiste à la caractérisation des milieux humides. La municipalité locale devra d'abord choisir entre l'application d'un cheminement simplifié ou d'un cheminement détaillé. Le cheminement simplifié a pour but d'apprécier dans son ensemble la valeur des milieux humides. Il permet rapidement de cibler les écosystèmes présentant un intérêt afin de prioriser leur conservation. Le cheminement simplifié utilise les données existantes qui doivent être validées par des observations sur le terrain. La démarche détaillée est utilisée dans le cas où un projet de développement prévu empiète à l'intérieur du milieu naturel d'intérêt. Ce cheminement complète et précise les résultats du cheminement simplifié. La prise de donnée y sera plus systématique et l'investissement y sera plus important. Toutefois, ce cheminement facilite la prise de décisions et permet de déterminer de l'acceptabilité environnementale d'un projet. Il permet de faire ressortir les caractéristiques particulières d'un milieu humide et de son écosystème et ainsi bien délimiter le projet de développement et de proposer des mesures de mitigation particulières. (MDDEP, 2008)

### **Troisième étape : Sélectionner des milieux humides d'intérêt pour la conservation**

Après avoir effectué l'inventaire des milieux humides présents sur le territoire et choisi le type de cheminement s'appliquant à la situation en main, la troisième étape consiste à la sélection des milieux humides d'intérêt pour la conservation. Celle-ci s'établit en fonction d'indicateurs qui devront être

élaborés de façon à permettre l'appréciation adéquate du rôle des milieux humides du territoire, ainsi que les biens et services qu'ils offrent. Il est proposé de prendre en compte différentes valeurs, soit la valeur de la biodiversité, la valeur hydrologique, et la valeur de conservation. Une valeur sera attribuée à chaque critère évalué. Des seuils sont établis afin de regrouper les milieux humides en différentes classes. Les critères peuvent ensuite être pondérés, selon l'importance relative des critères. Les résultats font ensuite l'objet d'un exercice de synthèse afin de déterminer une priorité de conservation. Chaque étape doit être suffisamment bien documentée. Un rapport de caractérisation des milieux humides devra ensuite être produit afin d'assurer une uniformité et de faciliter une analyse transparente et équitable de la part des différentes instances du Ministère. (MDDEP, 2008)

#### **Quatrième étape : Adopter et mettre en application du plan de conservation**

La quatrième étape consiste à déterminer la portée de l'application du plan de conservation, à l'adopter et le faire accepter par la population. Il explique d'abord que les municipalités locales doivent établir leurs priorités de conservation. Les étapes réalisées précédemment devraient permettre d'établir les secteurs prioritaires de conservation, c'est-à-dire ceux capables de maintenir les fonctions écologiques, de supporter la diversité biologique et de préserver les corridors biologiques de connectivité entre les MN. Ce sont des secteurs possédant une concentration de MN, possédant une superficie importante de boisés, possédant des milieux humides de valeur et qui jouent un rôle de connectivité entre des concentrations de MN. Puis, les municipalités locales doivent déterminer où se trouvent les besoins en développement immobiliers, de préciser les axes de développement du territoire, déterminer les pressions de développement, ainsi que les caractéristiques des espaces recherchés. Elles doivent par la suite dresser un scénario de conservation préliminaire qui détermine et propose les mécanismes de conservation les mieux adaptés pour chacun des secteurs d'intérêt. Le scénario préliminaire indique donc ce qui est déjà protégé, il indique les zones qui devraient faire l'objet d'un statut légal de conservation reconnu et il devrait identifier les sites où des mesures de conservation et d'intégration nécessiteraient d'être appliquées aux projets de développement. Pour finir, le guide suggère aux municipalités locales la création de deux comités distincts. Un comité technique aurait comme mandat d'étudier les enjeux de conservation et de développement de chaque territoire d'intérêt afin de proposer les scénarios les plus appropriés, alors qu'un comité directeur serait décisionnel. Il étudierait les recommandations du comité technique pour prendre les décisions stratégiques dans l'élaboration d'une carte finale. Une fois le plan de conservation adopté par les instances municipales, celui-ci devrait être soumis aux citoyens lors de consultations. (MDDEP, 2008)

## ANNEXE 6 – APPLICATION DE L'INDICATEUR DE PERFORMANCE

Cette annexe fournit les détails de l'évaluation des MRC et de leurs municipalités locales sélectionnées. Pour chaque élément de conformité, une analyse de conformité est effectuée de façon à expliquer le pointage attribué. L'annexe est divisée en deux sections. La première porte sur l'évaluation de la MRC de Thérèse-de-Blainville et de ses municipalités locales tandis que la deuxième porte sur la MRC de La Vallée-du-Richelieu et de ses municipalités locales.

### 6.1 L'évaluation de la MRC de Thérèse-de-Blainville et de ses municipalités locales sélectionnées

Cette première section débute par l'évaluation de la MRC de Thérèse-de-Blainville et se poursuit par celle de ses municipalités locales sélectionnées, soit Blainville et Sainte-Anne-des-Plaines.

#### 6.1.1 L'évaluation de la MRC de Thérèse-de-Blainville

##### Critère 1 : L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers

###### Éléments obligatoires :

- 1) L'identification des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC, incluant les sites d'intérêt faunique et floristique;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Ces aires sont identifiées, décrites et cartographiées dans le SAD. La MRC va même plus loin en demandant à ses municipalités locales d'identifier ces aires protégées (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). | 3                 |

- 2) L'identification des bois et des corridors forestiers métropolitains;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Ces bois et corridors forestiers sont identifiés sur une carte du SAD. Ils sont donc identifiés, ce qui correspond à ce qui était exigé. Le SAD pourrait aller plus loin en demandant à ses municipalités locales de les identifier comme il l'a fait pour les aires | 2                 |

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| protégées inscrites au registre du MDDELCC, mais il ne le fait pas (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). Il ne remplit donc que la base des exigences. |                   |

**Élément facultatif :**

- 3) L'inscription au SAD des aires protégées non inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Le SAD décrit brièvement tous les territoires situés dans la zone d'affectation « espace vert », voués à la conservation. Il ne demande toutefois pas à ses municipalités locales de le faire également. La base des exigences est donc remplie, sans plus. | 2                 |

**Critère 2 : L'identification et la caractérisation des milieux humides**

**Élément obligatoire :**

- 1) L'identification et la caractérisation dans le SAD des milieux humides de plus de 0,3 ha se retrouvant sur le territoire de la MRC;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Les milieux humides sont identifiés sur une carte en annexe du SAD. Le texte du SAD fournit des statistiques sur le nombre de milieux humides présents sur le territoire, sur la superficie qu'ils y occupent et sur les classes de milieux humides dominantes. Aussi, le SAD réfère à la cartographie des milieux humides réalisée par Canards Illimités (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016), comme il l'est suggéré par le PMAD (CMM, 2012). Cette cartographie indique visuellement la localisation des milieux humides et leur type, à l'échelle de la CMM (Canards Illimités et MDDEP, 2010). Puisque la CMM ne demande pas un niveau précis de caractérisation des milieux humides, la MRC prend complètement en compte cet élément de conformité. | 2                 |

### Critère 3 : La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains

#### Éléments obligatoires :

- 1) L'identification des usages compatibles avec la protection des bois et des corridors forestiers métropolitains;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| La section sur les sites d'intérêt faunique et naturel précise les activités humaines compatibles dans ces milieux, dont certains sont des bois et corridors forestiers métropolitains. De plus, dans le règlement sur l'abattage d'arbres dans les bois et corridors forestiers métropolitains, celui-ci précise les coupes permises pour les usages permis. De façon indirecte, les usages compatibles sont donc identifiés, mais sans plus (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). | 2                 |

- 2) L'adoption de mesures régissant et interdisant l'abattage d'arbres;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Il existe des dispositions distinctes au SAD concernant l'abattage d'arbres de façon générale, et de façon plus spécifique, l'abattage d'arbre dans les bois et corridors forestiers métropolitains. Pour les bois et corridors forestiers métropolitains, le SAD prévoit des mesures régissant l'abattage d'arbres selon les usages permis et prévoit des exemptions pour différentes coupes. Il prévoit des règles d'implantation quant à la superficie des lots et à la superficie boisée et des dispositions quant au déboisement maximal pour la mise en culture du sol et même. Sur ce même thème, il prévoit des dispositions particulières pour sa municipalité locale située majoritairement en zone agricole, soit la ville de Sainte-Anne-des-Plaines (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). Par rapport à l'abattage d'arbres, le SAD élabore donc des mesures détaillées, originales et adaptées aux réalités de son territoire. | 3                 |

**Éléments facultatifs :**

- 3) L'assujettissement à une autorisation tout projet de mise en valeur et d'abattage d'arbres situés dans les bois et corridors forestiers métropolitains;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Selon le SAD, tout abattage d'arbres, même à l'extérieur des boisés et corridors forestiers métropolitains, est sujet à une autorisation de la municipalité locale, sauf exceptions (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). L'élément facultatif est donc pris en compte complètement. | 2                 |

- 4) L'encouragement auprès des municipalités locales de l'utilisation d'outils de planification montrant que le projet respecte les caractéristiques naturelles du site, tels que les PAE et les PIIA;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Aucune utilisation d'outils de planification n'est favorisée dans le SAD en lien avec la protection des bois et des corridors forestiers métropolitains (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). L'élément facultatif n'est donc pas pris en compte. | 0                 |

- 5) L'encouragement de l'utilisation d'une mixité de mesures correctrices à la suite d'une contravention;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Aucune mixité des mesures correctrices suite à une contravention n'est favorisée dans le SAD (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). | 0                 |

- 6) Le développement de mesures favorisant le rétablissement de connectivité écologique entre les bois et les corridors forestiers métropolitains, ainsi qu'entre d'autres MN d'intérêt pour la collectivité (CMM, 2013).



| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| <p>La MRC souhaite la création d'un lien continu entre des MN de son territoire avec des MN des MRC voisines et la mise en valeur d'éléments compris dans ce lien. Puisque cette déclaration est dans la section sur l'affectation « espace vert », il est possible d'en déduire que la MRC souhaite attribuer cette fonction à ce lien, même si cela n'est pas explicité. Toutefois, le SAD n'explique pas précisément comment ce lien sera établi. Pour la municipalité locale de Sainte-Anne-des-Plaines, le SAD régit le déboisement maximal pour la mise en culture à 8 % de la superficie du couvert forestier, excluant toutefois un MN particulier. Le SAD demande à cette municipalité locale de mettre en place une stratégie de planification et d'établir un mécanisme de contrôle à l'intérieur de sa documentation. Ces mécanismes doivent permettre le maintien, la connectivité et la protection de la superficie du couvert forestier et suggèrent des mesures générales de reboisement. Par ailleurs, le SAD inclut un plan de développement de la zone agricole (PDZA) dans lequel des actions sont ciblées pour favoriser le reboisement. Toutefois, aucun règlement n'oblige l'application de ces actions. Donc, par rapport à cet élément facultatif, il y a un début de prise en compte afin de favoriser le rétablissement de connectivité, mais très peu de dispositions le permettent concrètement (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016).</p> | 1                 |

#### Critère 4 : L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides

##### Élément obligatoire :

- 1) Demander aux municipalités locales de leur territoire de se doter d'un plan de conservation des milieux humides qui respecte la démarche proposée par le MDDELCC exprimée dans le *Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides*;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Dans le document complémentaire au SAD et dans la section sur les territoires d'intérêt naturel, la MRC demande clairement et explicitement aux municipalités | 2                 |

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| locales de se doter d'un plan de conservation des milieux humides respectant la démarche proposée par le MDDELCC et exprimée dans le <i>Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides</i> (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). |                   |

### 6.1.2 L'évaluation de la Ville de Blainville

#### Critère 1 : L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers

##### Élément obligatoire :

- 1) L'identification aux outils d'urbanisme des municipalités locales concernées des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC se trouvant sur leur territoire;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Cet élément ne s'applique pas à la Ville de Blainville, puisqu'aucune aire protégée inscrite à la liste du MDDELCC ne se retrouve sur son territoire (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). | 2                 |

##### Éléments facultatifs :

- 2) L'identification par les municipalités locales des territoires d'intérêt naturel présents sur leur territoire;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Dans sa section sur les orientations en lien avec les parcs ainsi que les espaces verts et naturels, le PU nomme certains milieux humides qui ont été protégés et un groupe de MN localisés dans un secteur en développement, mais ne fait pas un inventaire complet des MN présents sur le territoire. Aucune description n'est faite de l'aspect naturel de la Ville et aucune carte ne localise les territoires d'intérêt naturel, à part la carte des affectations du territoire, qui localise l'affectation « conservation » (Ville de Blainville, 2016a). Il y a donc un début de prise en compte de l'élément de conformité. | 1                 |

- 3) L'identification par les municipalités locales des bois et corridors forestiers métropolitains présents sur leur territoire;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| La ville de Blainville identifie sur une carte de son PU les bois et corridors forestiers métropolitains présents sur son territoire (Ville de Blainville, 2016a). L'élément de conformité est donc réalisé complètement. | 2                 |

## **Critère 2 : L'identification et la caractérisation des milieux humides**

### **Élément facultatif :**

- 1) L'identification et la caractérisation par les municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la MRC des milieux humides présents sur leur territoire

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Le PU mentionne quelques secteurs où se trouvent des milieux humides protégés, mais il est loin de tous les identifier et ne fournit aucune caractérisation sur ceux-ci. De plus, aucune carte ne les localise (Ville de Blainville, 2016a). Il y a donc absence de conformité pour cet élément. | 0                 |

## **Critère 3 : La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains**

### **Éléments obligatoires :**

- 1) La description dans les règlements d'urbanisme de la nature exacte des usages permis dans les territoires de l'affectation « espace vert »;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Les territoires de l'affectation « espace vert » de la MRC correspondent, sur le territoire de la ville de Blainville à l'affectation « conservation ». Pour les usages | 0                 |

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| <p>permis spécifiquement dans l'affectation « conservation », le PU mentionne que les activités récréatives et d'interprétation y sont autorisées dans la mesure où celles-ci sont encadrées et limitées à des espaces dédiés à ces fins (Ville de Blainville, 2016a). Toutefois, le PU n'est qu'un document de planification devant servir de base pour établir les règlements d'urbanisme. Il n'a pas cours légal. Rien n'est spécifié quant aux usages permis dans l'affectation « conservation » dans le règlement de zonage. La nature des usages permis dans les aires de conservation n'est donc pas clairement précisée dans les règlements d'urbanisme (Ville de Blainville, 2016b).</p> |                   |

2) La mise en place des mesures de protection et de conservation des sites d'intérêt floristique;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| <p>Aucun site d'intérêt floristique ne se situe sur le territoire de Blainville (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). Pour cette raison, cet élément obligatoire ne s'applique pas à la ville de Blainville.</p> | 2                 |

3) L'adoption de règlements d'urbanisme afin de protéger les habitats fauniques présents sur le territoire des municipalités locales concernées, dont des dispositions réglementaires pour régir les activités humaines qui y sont compatibles;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| <p>L'inscription dans le PU des activités permises dans l'affectation « conservation » ne constitue pas des dispositions réglementaires. De plus, le SAD identifie spécifiquement un site d'intérêt faunique sur le territoire de la ville de Blainville, soit le bloc erratique du lot 513 (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). Ni le PU, ni le règlement de zonage de cette ville ne mentionne ce site et n'y inscrit des dispositions réglementaires afin de régir les activités humaines pouvant être exercées sur ce site. Il n'y existe aucune disposition aux règlements d'urbanisme afin de protéger les sites ou les habitats fauniques (Ville de Blainville, 2016a; Ville de Blainville, 2016b).</p> | 0                 |

- 4) L'intégration aux règlements d'urbanisme des dispositions élaborées portant sur la protection du couvert forestier à l'intérieur des bois et corridors forestiers métropolitains;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Les dispositions portant sur la protection du couvert forestier à l'intérieur des bois et corridors forestiers métropolitains sont bien intégrées et expliquées dans le règlement de zonage. Elles reprennent exactement les dispositions élaborées dans le document complémentaire au SAD (Ville de Blainville, 2016b; MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). | 2                 |

- 5) L'identification des usages compatibles à la protection des boisés et des corridors forestiers métropolitains;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| En expliquant les coupes d'arbre autorisées pour les différents usages autorisés dans les boisés et corridors forestiers métropolitains, le règlement de zonage identifie de façon indirecte mais très claire les usages compatibles à leur protection (Ville de Blainville, 2016b). | 2                 |

- 6) L'élaboration au PU d'une stratégie de planification quant au déboisement maximal pour la mise en culture pour Sainte-Anne-des-Plaines et l'établissement d'un mécanisme de contrôle de celui-ci dans sa réglementation;

| Analyse de conformité                                   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Cet élément ne s'applique pas à la Ville de Blainville. | 2                 |

#### **Critère 4 : L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides**

##### **Éléments obligatoires :**

- 1) La réalisation d'un plan de conservation des milieux humides;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Le plan de conservation des milieux humides de la Ville de Blainville, s’inspirant de la démarche proposée par le MDDELCC dans son Guide d’élaboration d’un plan de conservation des milieux humides, est en cours de production, selon le chef de la division de l’environnement et du développement durable de la Ville de Blainville (É. Lépine, courriel, 08 novembre 2016). En ce sens, la Ville de Blainville répond bien à cet élément de conformité. | 2                 |

**Élément facultatif :**

- 2) L’interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Cette disposition est bien intégrée au règlement de zonage de la Ville (Ville de Blainville, 2016b). | 2                 |

### 6.1.3 L’évaluation de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines

**Critère 1 : L’identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers**

**Élément obligatoire :**

- 1) L’identification aux outils d’urbanisme des municipalités locales concernées des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC se trouvant sur leur territoire;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Cet élément ne s’applique pas à la ville de Sainte-Anne-des-Plaines, car elle ne possède pas d’aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC sur son territoire (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). | 2                 |

**Éléments facultatifs :**

- 2) L'identification par les municipalités locales des territoires d'intérêt naturel présents sur leur territoire;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| La ville de Sainte-Anne-des-Plaines ne possède pas de territoires d'intérêt naturel identifiés par le SAD de sa MRC. Cet élément facultatif ne s'applique donc pas à la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). | 2                 |

- 3) L'identification par les municipalités locales des bois et corridors forestiers métropolitains présents sur leur territoire;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Les bois et corridors forestiers métropolitains sont identifiés à l'annexe C du règlement de zonage de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines (Ville de Sainte-Anne-des-Plaines, 2016). Celle-ci répond donc complètement à cet élément de conformité. | 2                 |

**Critère 2 : L'identification et la caractérisation des milieux humides****Élément facultatif :**

- 1) L'identification et la caractérisation par les municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la MRC des milieux humides présents sur leur territoire;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Les milieux humides de la ville de Sainte-Anne-des-Plaines sont identifiés sur la carte de l'annexe C de son règlement de zonage (Ville de Sainte-Anne-des-Plaines, 2016). Le PU mentionne qu'ils devront être caractérisés, mais ne le sont pas à l'heure actuelle (Ville de Sainte-Anne-des-Plaines, 2015). Il y a donc un début de prise en compte de cet élément facultatif par la Ville. | 1                 |

### Critère 3 : La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains

#### Éléments obligatoires :

- 1) La description dans les règlements d'urbanisme de la nature exacte des usages permis dans les territoires de l'affectation « espace vert »;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Les territoires de l'affectation « espace vert » de la MRC correspondent, sur le territoire de la ville de Sainte-Anne-des-Plaines à l'affectation « aires naturelles » (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016; Ville de Sainte-Anne-des-Plaines, 2015). Dans le règlement de zonage de cette ville, une grille des usages précise les usages permis sur le territoire de cette affectation et un chapitre complet est dédié aux dispositions applicables aux usages permis dans cette affectation (Ville de Sainte-Anne-des-Plaines, 2016). La nature exacte des usages y est précisée. La Ville répond donc complètement à cet élément de conformité. | 2                 |

- 2) La mise en place des mesures de protection et de conservation des sites d'intérêt floristique;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Aucun site d'intérêt floristique ne se situe sur le territoire de Sainte-Anne-des-Plaines (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). Pour cette raison, cet élément obligatoire ne s'applique pas à la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines. | 2                 |

- 3) L'adoption de règlements d'urbanisme afin de protéger les habitats fauniques présents sur le territoire des municipalités locales concernées, dont des dispositions réglementaires pour régir les activités humaines qui y sont compatibles;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| La ville de Sainte-Anne-des-Plaines ne possède pas d'habitats fauniques identifiés par le SAD de sa MRC (MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). Cet élément ne s'applique donc pas à la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines. | 2                 |



- 4) L'intégration aux règlements d'urbanisme des dispositions élaborées portant sur la protection du couvert forestier à l'intérieur des bois et corridors forestiers métropolitains;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Les dispositions portant sur la protection du couvert forestier à l'intérieur des bois et corridors forestiers métropolitains sont bien intégrées et expliquées dans le règlement de zonage. Elles reprennent exactement les dispositions élaborées dans le document complémentaire au SAD (Ville de Sainte-Anne-des-Plaines, 2016; MRC de Thérèse-de-Blainville, 2016). | 2                 |

- 5) L'identification des usages compatibles à la protection des boisés et des corridors forestiers métropolitains;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| En expliquant les coupes d'arbre autorisées pour les différents usages autorisés dans les boisés et corridors forestiers métropolitains, le règlement de zonage identifie de façon indirecte mais très claire les usages compatibles à leur protection (Ville de Sainte-Anne-des-Plaines, 2016). La Ville de Sainte-Anne-des-Plaines prend donc complètement en compte cet élément de conformité. | 2                 |

- 6) L'élaboration au PU d'une stratégie de planification quant au déboisement maximal pour la mise en culture pour Sainte-Anne-des-Plaines et l'établissement d'un mécanisme de contrôle de celui-ci dans sa réglementation;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Le PU élabore une stratégie de planification du déboisement maximal pour la mise en culture sur le territoire de Sainte-Anne-des-Plaines (Ville de Sainte-Anne-des-Plaines, 2015). De plus, dans le règlement de zonage, le mécanisme de contrôle du déboisement maximal pour la mise en culture est bien établi dans la réglementation portant sur la protection des boisés et des corridors forestiers métropolitains. Celui-ci est régi par le règlement sur les PIIA (Ville de Sainte-Anne-des-Plaines, 2016). La | 3                 |

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Ville de Sainte-Anne-des-Plaines réalise donc complètement cet élément de conformité par l'élaboration de dispositions détaillées, originales et adaptées aux réalités de son territoire. |                   |

#### Critère 4 : L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides

##### Élément obligatoire :

- 1) La réalisation d'un plan de conservation des milieux humides;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Bien que le PU, dans son plan d'action, mentionne l'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides, celui-ci n'existe pas à l'heure actuelle (Ville de Sainte-Anne-des-Plaines, 2015; Ville de Sainte-Anne-des-Plaines, 2016). De plus, suite à un échange de courriels avec le directeur du service d'urbanisme et du développement économique de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines, il a été possible d'obtenir l'information qu'il n'y en a pas en cours de réalisation non plus (C. Leclair, courriel, 9 novembre 2016). Cet élément de conformité n'a donc pas été pris en compte jusqu'à maintenant. | 0                 |

##### Élément facultatif :

- 2) L'interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Le règlement de zonage ne mentionne pas l'interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides. En fait, la disposition concernant les milieux humides a été abrogée du règlement de zonage en 2014 (Ville de Sainte-Anne-des-Plaines, 2016). La Ville de Sainte-Anne-des-Plaines ne prend donc pas en compte cet élément facultatif. | 0                 |

## **6.2 L'évaluation de la MRC de La Vallée-du-Richelieu et de ses municipalités locales sélectionnées**

Cette deuxième section débute par l'évaluation de la MRC de La Vallée-du-Richelieu et se poursuit par celle de ses municipalités locales sélectionnées, soit Saint-Basile-le-Grand, Saint-Jean-Baptiste et Saint-Denis-sur-Richelieu.

### **6.2.1 L'évaluation de la MRC de La Vallée-du-Richelieu**

#### **Critère 1 : L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers**

##### **Éléments obligatoires :**

- 1) L'identification des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC;

| <b>Analyse de conformité</b>   | <b>Pointage attribué</b> |
|--|--------------------------|
| Les aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC sont identifiées au plan localisant les éléments d'intérêt écologique de la MRC (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). La MRC répond donc complètement à cet élément de conformité. | 2                        |

- 2) L'identification des bois et des corridors forestiers métropolitains;

| <b>Analyse de conformité</b>  | <b>Pointage attribué</b> |
|---|--------------------------|
| Les bois et corridors forestiers métropolitains sont mis en évidence par une carte identifiant les éléments d'intérêt écologique. Le SAD de la MRC de la Vallée-du-Richelieu pourrait lui aussi aller plus loin en demandant à ses municipalités locales d'identifier les bois et corridors forestiers métropolitains sur leur territoire, mais il ne le fait pas. Il répond complètement à l'élément de conformité, sans plus (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). | 2                        |

**Élément facultatif :**

- 3) L'inscription au SAD des aires protégées non inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Le SAD dresse une liste de tous les secteurs faisant partie de l'affectation « conservation ». Cette affectation vise à protéger tous les territoires compris dans celle-ci. Inévitablement, tous les secteurs protégés, mais non inscrits au registre des aires protégées du MDDELCC sont inclus dans cette liste (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). La MRC de La Vallée-du-Richelieu répond donc complètement à cet élément facultatif. | 2                 |

**Critère 2 : L'identification et la caractérisation des milieux humides****Élément obligatoire :**

- 1) L'identification et la caractérisation dans le SAD des milieux humides de plus de 0,3 ha se retrouvant sur le territoire de la MRC;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Le SAD identifie par une carte tous les milieux humides de plus de 0,3 ha répertoriés sur le territoire. Il identifie également les différents types de milieux humides présents sur son territoire, ainsi que la superficie occupée pour chaque type (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Puisque la CMM ne demande pas un niveau précis de caractérisation des milieux humides, la MRC prend complètement en compte cet élément de conformité. | 2                 |

**Critère 3 : La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains****Éléments obligatoires :**

- 1) Identification des usages compatibles avec la protection des bois et des corridors forestiers métropolitains;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Le document complémentaire au SAD précise les coupes d'arbres autorisées dans les bois et corridors forestiers métropolitains en fonction des usages permis. C'est donc de cette façon que le SAD identifie les usages compatibles avec la protection des bois et des corridors forestiers métropolitains (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Le SAD répond donc complètement à cet élément de conformité. | 2                 |

2) L'adoption de mesures régissant et interdisant l'abattage d'arbres;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Le SAD prévoit des mesures pour contrôler l'abattage d'arbres dans les secteurs d'intérêt patrimonial, ainsi que sur les terrains publics de leur juridiction. Il adopte également des mesures régissant et interdisant l'abattage d'arbres pour les zones de conservation. Celles-ci prévoient des exceptions pour les coupes sanitaires, pour les coupes de récupération, pour les coupes sélectives ainsi que pour l'accessibilité et la construction d'un bâtiment ou d'un ouvrage autorisé par la municipalité, selon le type de la zone de conservation. Des dispositions prévoient également les coupes autorisées particulièrement dans les bois et les corridors forestiers métropolitains, ainsi que les seuils maximaux de déboisement permis selon la superficie du lot. Il prévoit même une mesure supplémentaire qu'il ne lui est pas exigé. Il demande, comme mesure compensatoire dans le cadre de l'implantation d'une construction ou la réalisation d'un ouvrage, que pour chaque arbre abattu dans un bois ou un corridor forestier métropolitain, au moins un arbre y soit replanté (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Donc, en plus de répondre complètement à l'élément de conformité, le SAD va plus loin en adoptant une mesure supplémentaire afin de protéger les bois et corridors forestiers métropolitains. | 3                 |

#### Éléments facultatifs :

3) Assujettir à une autorisation tout projet de mise en valeur et d'abattage d'arbres situés dans les bois et corridors forestiers métropolitains;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Selon le SAD, toutes les coupes d'arbres ayant lieu dans un boisé ou un corridor forestier métropolitain requièrent l'obtention d'un permis (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Cet élément facultatif est donc complètement pris en compte. | 2                 |

- 4) Favoriser auprès des municipalités locales l'utilisation d'outils de planification montrant qu'un projet respecte les caractéristiques naturelles du site, tels que les PAE et les PIIA;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Le SAD ne favorise pas directement l'utilisation d'outils de planification tels que le PIIA ou le PAE afin de montrer qu'un projet respecte les caractéristiques naturelles du site. Il ne mentionne pas dans sa stratégie les outils de planification que sont le PIIA et le PAE. Tout de même, le SAD a une stratégie afin d'assurer la préservation à long terme des bois situés à l'intérieur d'une zone de conservation, à l'intérieur du périmètre d'urbanisation. Il oblige les municipalités locales où ces bois se trouvent à prévoir des normes de lotissement, d'implantation et de densité d'occupation visant à orienter le développement résidentiel permis vers les concepts de design à espaces ouverts, de design par grappes ou vers toute autre forme respectant ce principe. Il oblige également ces municipalités à mettre ces bois en valeur, suggérant entre autres la création de lisières tampons, de corridors fauniques, de sentiers de transport actif et de zones de préservation du couvert forestier. Il demande que la superficie ainsi mise en valeur représente au minimum une proportion de 50 % d'un bois où le développement immobilier est prévu. Le SAD demande en plus aux municipalités locales d'y favoriser des techniques d'implantation d'infrastructures qui limitent les interventions de coupe dans ces bois (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Ce dernier prévoit plusieurs mesures favorisant l'utilisation d'outils de planification auprès des municipalités locales. Toutefois, la mesure obligeant les municipalités locales à mettre en valeur les bois situés à l'intérieur des zones de conservation de son territoire possède un risque de mal protéger ces MN. Le concept de mise en valeur est mal défini. Un milieu peut être mal protégé si sur 50 % de son territoire il y a des sentiers de transport actif et des zones déboisées afin de mieux observer la faune et la flore. En résumé, des mesures ou des stratégies sont adoptées afin de répondre à l'élément de conformité, mais certaines protègent mal les MN. | 1                 |

- 5) Favoriser une mixité des mesures correctrices suite à une contravention;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Le SAD ne contient aucune disposition à propos de mesures correctrices suite à une contravention (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Cet élément facultatif n'est donc pas pris en compte. | 0                 |

- 6) Développer des mesures favorisant le rétablissement de connectivité écologique entre les bois et les corridors forestiers métropolitains, et autres MN d'intérêt pour la collectivité;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Le SAD suggère aux organismes publics d'élaborer des programmes de plantation d'arbres et mentionne des lieux et des circonstances à privilégier, notamment dans le cadre de l'établissement d'un lien de connectivité entre les massifs forestiers. Toutefois, aucune disposition n'oblige ces organismes à en élaborer. Aussi, dans la description de l'affectation « conservation » de type 2, il est mentionné qu'un de ses objectifs est de maintenir et de régénérer le couvert forestier. La connectivité des massifs forestiers à l'intérieur d'un corridor écologique doit être prise en compte dans le choix des fonctions et des usages à y être autorisés. Le rétablissement de connectivité écologique est donc encouragé dans quelques circonstances dans le SAD, mais rien de concret ne force les municipalités locales à adopter des dispositions précises dans ce sens (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Il y a donc un début de prise en compte de l'élément de conformité. | 1                 |

#### **Critère 4 : L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides**

##### **Élément obligatoire :**

- 1) Demander aux municipalités locales de leur territoire de se doter d'un plan de conservation des milieux humides qui respecte la démarche proposée par le MDDELCC exprimée dans le *Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides*;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Le SAD demande effectivement à ses municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la CMM d'élaborer un plan de conservation. Le SAD exige que celui-ci s'inspire de la méthodologie proposée par le MDDELCC dans le <i>Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides</i> . Un plan identifie les milieux humides de 0,3 ha ou plus devant être pris en compte pour la réalisation de ces plans de conservation (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Cet élément obligatoire est donc complètement pris en compte. | 2                 |

### 6.2.2 L'évaluation de la Ville de Saint-Basile-le-Grand

#### Critère 1 : L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers

##### Éléments facultatifs :

- 1) L'identification des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Aucune aire protégée inscrite au registre des aires protégées du MDDELCC ne se situe sur le territoire de la ville de Saint-Basile-le-Grand (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Cet élément facultatif ne s'applique donc pas à la Ville de Saint-Basile-le-Grand. | 2                 |

- 2) L'identification de tous les secteurs d'intérêt écologique présents sur le territoire des municipalités locales;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Dans la section portant sur les grandes orientations d'aménagement et de développement du PU, en lien avec quelques objectifs énoncés, certains écosystèmes et MN sont nommés (Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2015b). Aussi, le plan de zonage et le plan d'affectations du sol localisent sur une carte les différents MN à protéger (Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2016a; Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2015a). Cet élément de conformité est donc pris en compte complètement. | 2                 |



- 3) L'identification par les municipalités locales des bois et des corridors forestiers métropolitains présents sur leur territoire;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| La Ville de Saint-Basile-le-Grand, par le biais de ses outils d'urbanisme, désire protéger ses boisés et assurer leur conservation, mais ne mentionne ni ne traite jamais du concept des bois et des corridors forestiers métropolitains (Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2015b; Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2016b). Cet élément de conformité n'est donc pas pris en compte. | 0                 |

## **Critère 2 : L'identification et la caractérisation des milieux humides**

### **Élément obligatoire :**

- 1) L'identification et la caractérisation par les municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la CMM des milieux humides présents sur leur territoire;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| La Ville de Saint-Basile-le-Grand n'identifie pas, ne nomme pas et ne caractérise pas les milieux humides présents sur son territoire, et elle ne les identifie pas non plus sur une carte. Dans le PU, l'action de caractériser ces milieux humides est prévue sur une échéance à moyen terme (de 3 à 5 ans) (Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2015b). En date d'aujourd'hui, cet élément obligatoire n'est donc pas pris en compte. | 0                 |

## **Critère 3 : La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains**

### **Éléments obligatoires :**

- 1) La prévision dans les outils d'urbanisme d'un lien devant être préservé, dans le cas d'une coupe autorisée, lorsqu'il y a présence d'un corridor écologique;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Aucune disposition en ce sens n'est prévue aux outils d'urbanisme (Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2016b; Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2015b). Cet élément de conformité n'est donc pas pris en compte. | 0                 |

- 2) L'identification des coupes d'arbre autorisées dans les différents types de zone de l'affectation « conservation »;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Il y a deux types de zone d'affectation à Saint-Basile-le-Grand inscrits au SAD de la MRC, mais il n'y a qu'une affectation « conservation » à l'échelle de la Ville selon son PU, et elles y sont incluses toutes les deux. Ce sont les mêmes usages autorisés à la grandeur de cette affectation et donc également les mêmes coupes d'arbres. Les coupes d'arbre autorisées dans cette zone sont inscrites au règlement de zonage. Les zones d'affectation de la MRC présentes sur le territoire de la Ville sont les zones de type 2 et de type 3, la zone de type 3 étant la moins sévère, permettant l'implantation d'habitations et un déboisement allant jusqu'à 50 % des arbres de ces lots. Toutefois, le règlement de zonage de la Ville est plus sévère, ne permettant qu'un déboisement allant jusqu'à 20 % des arbres, dans le but d'implanter une construction à vocation résidentielle dans la zone de conservation (Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2016b; Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2015b). Le règlement est donc complet, conforme à l'élément obligatoire et va même plus loin en étant plus strict. | 3                 |

- 3) L'identification dans les règlements d'urbanisme des municipalités locales concernées des usages permis et des coupes d'arbres autorisées pour ces usages, dans les bois et corridors forestiers métropolitains;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Les bois et corridors forestiers métropolitains ne sont pas inscrits aux outils d'urbanisme de la Ville de Saint-Basile-le-Grand. Les usages permis et les coupes | 1                 |

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| d'arbres autorisées pour ces usages, dans les bois et corridors forestiers métropolitains, ne sont donc pas inscrits aux règlements d'urbanisme. Toutefois, puisque ces bois et corridors, localisés par la MRC, se situent presque entièrement dans l'affectation de conservation de la Ville et que les usages et coupes d'arbres permis dans cette zone sont identifiés dans le règlement de zonage, l'information demandée est présente (Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2016b; Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2015a; Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2015b; Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2016a). Tout de même, le SAD insiste pour que ces informations soient identifiées particulièrement pour les bois et corridors forestiers métropolitains. Ce qui est accompli dans les outils d'urbanisme de la Ville est donc un début de prise en compte de l'élément de conformité. |                   |

- 4) L'inscription aux règlements d'urbanisme de la mesure de compensation prévue dans le document complémentaire, dans le cadre de l'implantation d'une construction ou de la réalisation d'un ouvrage, dans un bois ou un corridor forestier métropolitain;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Cette mesure n'est pas prise en compte par les outils d'urbanisme de la ville de Saint-Basile-le-Grand (Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2016b; Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2015b). | 0                 |

- 5) L'inscription aux règlements d'urbanisme des dispositions prévues au document complémentaire concernant les municipalités locales possédant des MN dans une des zones du groupe d'affectation « conservation » situées à l'intérieur de leur périmètre urbain;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Cet élément de conformité ne s'applique pas à la Ville de Saint-Basile-le-Grand, puisqu'aucun secteur de la zone de conservation ne se situe à l'intérieur du périmètre urbain (Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2015a; Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2016a). | 2                 |

**Élément facultatif :**

- 6) La mise en place, dans les outils d'urbanisme, de programmes de plantation massive de végétaux par divers organismes;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| La ville de Saint-Basile-le-Grand n'instaure pas, ni ne favorise la mise en place de programmes de plantation massive de végétaux par divers organismes par l'entremise de ses outils d'urbanisme (Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2016b; Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2015b). Cet élément facultatif n'est donc pas pris en compte. | 0                 |

**Critère 4 : L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides**

**Élément obligatoire :**

- 1) L'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Dans son PU, la Ville prévoit à moyen terme (3 à 5 ans) l'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides. Toutefois, à l'heure actuelle, un tel plan n'existe pas, selon le directeur du service de l'urbanisme et de l'environnement de la Ville de Saint-Basile-le-Grand (P. Chrétien, courriel, 25 novembre 2016). À l'heure actuelle, cet élément de conformité n'est donc pas pris en compte. | 0                 |

**Élément facultatif :**

- 2) L'interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Aucune disposition n'existe dans les outils d'urbanisme interdisant le remblai ou le déblai dans les milieux humides (Ville de Saint-Basile-le-Grand, 2016b). Cet élément de conformité n'est donc pas pris en compte. | 0                 |

### 6.2.3 L'évaluation de la municipalité de Saint-Jean-Baptiste

#### Critère 1 : L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers

##### Éléments facultatifs :

- 1) L'identification des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| La Municipalité de Saint-Jean-Baptiste possède des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC, mais ne fait pas allusion à ce registre. Deux aires distinctes sur le mont Rougemont sont inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC, mais la Municipalité ne le mentionne pas (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015; Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016a; Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016b). Le mont Rougemont est identifié comme faisant partie de la zone d'affectation « protection » et le PU reconnaît son caractère naturel, mais sans plus (Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016a). Cette Municipalité ne prend donc pas en compte cet élément facultatif. | 0                 |

- 2) L'identification de tous les secteurs d'intérêt écologique présents sur le territoire des municipalités locales;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Dans les outils d'urbanisme de la Municipalité, tous les milieux naturels sont mentionnés dans une section ou une autre, mais leurs différents intérêts ne sont pas détaillés (en particulier l'aire protégée du mont Rougemont, par rapport aux boisés protégés l'entourant) (Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016a). Tout de même, la Municipalité prend complètement en compte cet élément facultatif. | 2                 |

- 3) L'identification par les municipalités locales des bois et des corridors forestiers métropolitains présents sur leur territoire;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| La municipalité de Saint-Jean-Baptiste identifie bien dans ses outils d'urbanisme les bois et corridors forestiers métropolitains (Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016a; Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016b). Elle prend donc complètement en compte cet élément facultatif. | 2                 |

## Critère 2 : L'identification et la caractérisation des milieux humides

### Élément obligatoire :

- 1) L'identification et la caractérisation par les municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la CMM des milieux humides présents sur leur territoire;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Les milieux humides du territoire de la municipalité de Saint-Jean-Baptiste sont identifiés sur une carte du plan de zonage (Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016c), mais ne sont pas caractérisés nulle part dans les outils d'urbanisme. La superficie qu'ils couvrent n'est pas mentionnée, ni leur type (Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016a; Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016b). Puisque les milieux humides sont identifiés sur une carte du plan de zonage, il y a donc un début de prise en compte de l'élément de conformité. | 1                 |

## Critère 3 : La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains

### Éléments obligatoires :

- 1) La prévision aux règlements d'urbanisme d'un lien devant être préservé, dans le cas d'une coupe autorisée, lorsqu'il y a présence d'un corridor écologique;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Aucune disposition en ce sens n'est prévue aux outils d'urbanisme (Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016a; Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016b). Cet élément de conformité n'est donc pas respecté. | 0                 |

- 2) L'identification des coupes d'arbres autorisées dans les différents types de zones de l'affectation « conservation »;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Sur le territoire de la Municipalité, la zone de conservation est divisée en trois types, et les coupes d'arbres autorisées sont identifiées pour chacun des types de zones, dans le règlement de zonage (Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016b). Cet élément de conformité est donc complètement pris en compte. | 2                 |

- 3) L'identification dans les règlements d'urbanisme des municipalités locales concernées des usages permis et des coupes d'arbres autorisées pour ces usages, dans les bois et corridors forestiers métropolitains;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Bien que les bois et corridors forestiers métropolitains soient inscrits au PU, les usages qui y sont spécifiquement permis et les coupes d'arbres autorisées pour ces usages ne sont pas mentionnés dans les outils d'urbanisme de la municipalité. Toutefois, puisque ces bois et corridors se situent tous, selon le PU et le plan de zonage, dans l'un des trois types de zones de conservation et que les usages et coupes d'arbre permis dans ces zones sont identifiés dans le règlement de zonage, l'information demandée est présente (Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016a; Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016b; Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016c). Tout de même, le SAD insiste pour que ces informations soient identifiées particulièrement pour les bois et corridors forestiers métropolitains (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Il y a donc seulement un début de prise en compte de l'élément de conformité. | 1                 |

- 4) L'inscription aux règlements d'urbanisme de la mesure de compensation prévue dans le document complémentaire, dans le cadre de l'implantation d'une construction ou de la réalisation d'un ouvrage, dans un bois ou un corridor forestier métropolitain;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Le règlement de zonage prévoit une mesure de compensation similaire à celle prévue par le document complémentaire au SAD de la MRC, à quelques exceptions près. La mesure prévue dans le règlement de zonage ne s'adresse pas seulement aux arbres abattus dans le cadre de l'implantation d'une construction ou de la réalisation d'un ouvrage, dans un bois ou un corridor forestier métropolitain. Les arbres coupés doivent être remplacés également dans d'autres circonstances, et ce, partout sur le territoire. Toutefois, la mesure réglementaire ne mentionne pas que l'arbre remplaçant doit être planté sur le même lot que l'arbre remplacé (Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016b; MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Cette mesure est plus faible que celle exigée dans l'élément de conformité. | 1                 |

- 5) L'inscription aux règlements d'urbanisme des dispositions prévues au document complémentaire concernant les municipalités locales possédant des MN dans une des zones du groupe d'affectation « conservation » situées à l'intérieur de leur périmètre urbain;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Cet élément de conformité ne s'applique pas à la municipalité de Saint-Jean-Baptiste, puisqu'aucun secteur de la zone de conservation ne se situe à l'intérieur du périmètre urbain (Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016a). | 2                 |

**Élément facultatif :**

- 6) La mise en place, dans les outils d'urbanisme, de programmes de plantation massive de végétaux par divers organismes;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Les outils d'urbanisme de la municipalité de Saint-Jean-Baptiste ne mettent pas en place des dispositions élaborant des programmes de plantation massive de végétaux (Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016a; Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016b). Cet élément facultatif n'est donc pas pris en compte. | 0                 |



#### **Critère 4 : L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides**

##### **Élément obligatoire :**

- 1) L'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides;

| <b>Analyse de conformité</b>   | <b>Pointage attribué</b> |
|--|--------------------------|
| Dans son PU, la municipalité mentionne qu'elle souhaite réaliser, sans mentionner d'échéancier, un plan de conservation des milieux humides. Par contre, dans le règlement de zonage, il n'existe aucune mesure concernant ce plan de conservation, et selon un échange de courriels avec un inspecteur municipal de cette municipalité, la réalisation de ce plan n'a pas débuté (Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016a; Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016b; A. Thibeault, courriel, 29 novembre 2016). Cet élément obligatoire n'est donc pas pris en compte. | 0                        |

##### **Élément facultatif :**

- 2) L'interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides;

| <b>Analyse de conformité</b>   | <b>Pointage attribué</b> |
|--|--------------------------|
| Le règlement de zonage interdit tout remblai ou déblai dans les milieux humides du territoire de sa municipalité (Municipalité de Saint-Jean-Baptiste, 2016b). L'élément de conformité est donc complètement pris en compte. | 2                        |

#### **6.2.4 L'évaluation de la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu**

Même si la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu se situe à l'extérieur de la CMM, celle-ci sera analysée et évaluée de la même façon que les autres municipalités locales analysées et évaluées à l'intérieur de la CMM. Cela permettra de comparer la performance d'une municipalité locale située à l'extérieur de la CMM à celles de municipalités locales situées à l'intérieur de la CMM, sur les mêmes bases de comparaison. Cette comparaison permettra également d'analyser l'apport du PMAD quant à la protection des MN. Pour ce qui est des bois et corridors forestiers métropolitains, ce concept s'applique seulement à l'intérieur de la CMM. Cette nomenclature ne peut pas être attribuée à des boisés à l'extérieur de la CMM. Toutefois, on retrouve sur le territoire de la Municipalité des massifs boisés identifiés comme étant des corridors forestiers écologiques d'intérêt régional. Ceux-ci, sur le territoire de la Municipalité,

sont la continuité des boisés et corridors forestiers métropolitains. La nomenclature des critères et des éléments de conformité faisant référence aux boisés et corridors forestiers métropolitains sera donc modifiée dans cette sous-section pour traiter plutôt de ces corridors forestiers écologiques d'intérêt régional.

**Critère 1 : L'identification des aires protégées, des bois métropolitains et des corridors forestiers**

1) L'identification des aires protégées inscrites au registre des aires protégées du MDDELCC;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| La Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu n'a pas d'aire protégée inscrite au registre du MDDELCC (MDDELCC, 2015d). Cet élément de conformité ne s'applique donc pas à la Municipalité. | 2                 |

2) L'identification de tous les secteurs d'intérêt écologique présents sur le territoire des municipalités locales;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Dans le PU de cette municipalité, il est mentionné que des boisés importants se trouvent sur le territoire de la Municipalité, sans en décrire davantage (Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, s.d.). Pourtant, sur le plan des éléments d'intérêt écologique du SAD de la MRC, des corridors forestiers écologiques d'intérêt régional sont identifiés, ainsi qu'un site de confinement du cerf de Virginie (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Il aurait été pertinent que le PU de la Municipalité identifie ces éléments. Cet élément de conformité n'est donc pas pris en compte. | 0                 |

3) L'identification par la municipalité locale des corridors forestiers écologiques d'intérêt régional;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Les corridors forestiers écologiques d'intérêt régional ne sont pas identifiés comme tels dans les outils d'urbanisme de la Municipalité. Cet élément de conformité n'est donc pas pris en compte. | 0                 |

## Critère 2 : L'identification et la caractérisation des milieux humides

- 1) L'identification et la caractérisation par les municipalités locales situées à l'intérieur du territoire de la MRC des milieux humides présents sur leur territoire;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Les milieux humides ne sont pas identifiés, ni caractérisés par les outils d'urbanisme de la Municipalité. Ni le PU, ni le règlement de zonage ne traite des milieux humides présents sur le territoire de la Municipalité, alors que le SAD y en identifie clairement (Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, s.d.; Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, 2011a, MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). Cet élément de conformité n'est donc pas pris en compte. | 0                 |

## Critère 3 : La protection des bois et des corridors forestiers métropolitains

- 1) La prévision aux règlements d'urbanisme d'un lien devant être préservé, dans le cas d'une coupe autorisée, lorsqu'il y a présence d'un corridor écologique;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| La Municipalité ne prévoit pas à son règlement de zonage un lien devant être préservé, dans le cas d'une coupe autorisée, lorsqu'il y a présence d'un corridor écologique. Cet élément n'est donc pas pris en compte. | 0                 |

- 2) L'identification des coupes d'arbres autorisées dans les différents types de zones de l'affectation « conservation »;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| La Municipalité identifie bien les coupes d'arbres autorisées dans les différents types de zones de l'affectation « protection » (Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, 2011a). Cet élément de conformité est donc complètement pris en compte. | 2                 |

- 3) L'identification dans le règlement d'urbanisme de la Municipalité des usages permis et des coupes d'arbres autorisées pour ces usages, dans les corridors forestiers écologiques d'intérêt régional;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Tous les boisés correspondant aux corridors forestiers écologiques d'intérêt régional sont situés à l'intérieur de l'affectation « protection » (Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, 2011b). Les usages qui sont permis à l'intérieur de cette affectation sont spécifiés dans le PU, dans le règlement de zonage et dans la grille des usages du règlement d'urbanisme, située en annexe de celui-ci (Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, s.d.; Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, 2011a). Toutefois, les usages permis et les coupes d'arbres autorisées ne sont pas mentionnés spécifiquement pour les corridors forestiers écologiques d'intérêt régional. Cet élément de conformité n'est donc pas complètement pris en compte. | 1                 |

- 4) L'inscription aux règlements d'urbanisme de la mesure de compensation prévue dans le document complémentaire, dans le cadre de l'implantation d'une construction ou de la réalisation d'un ouvrage, dans un bois ou un corridor forestier métropolitain;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Le remplacement d'un arbre est prévu seulement si un arbre est coupé sur un terrain à usage résidentiel. Ce genre de disposition n'est pas prévue pour l'abattage d'un arbre en zone « protection » (Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, 2011a). Cet élément de conformité n'est donc pas pris en compte. | 0                 |

- 5) L'inscription aux règlements d'urbanisme des dispositions prévues au document complémentaire concernant les municipalités locales possédant des MN dans une des zones du groupe d'affectation « conservation » situées à l'intérieur de leur périmètre urbain;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Cet élément de conformité ne s'applique pas à la Municipalité puisqu'il n'y a pas de MN à l'intérieur du périmètre d'urbanisation (MRC de La Vallée-du-Richelieu, 2015). | 2                 |

- 6) La mise en place, dans les outils d'urbanisme, de programmes de plantation massive de végétaux par divers organismes;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Aucun programme de plantation massive de végétaux n'est prévu par les outils d'urbanisme de la Municipalité (Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, s.d.; Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, 2011a). Cet élément de conformité n'est donc pas pris en compte. | 0                 |

#### **Critère 4 : L'adoption d'un plan de conservation des milieux humides**

- 1) L'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides;

| Analyse de conformité  | Pointage attribué |
|--|-------------------|
| Les outils d'urbanisme de la Municipalité ne traitent pas des milieux humides. Il n'y a donc aucun plan de conservation prévu ou élaboré par celle-ci. Cet élément de conformité n'est alors pas pris en compte (Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, s.d.; Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, 2011a). | 0                 |

- 2) L'interdiction de tout remblai ou déblai dans les milieux humides;

| Analyse de conformité   | Pointage attribué |
|---|-------------------|
| Aucune disposition n'interdit le remblai ou le déblai dans les milieux humides (Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, s.d.; Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, 2011a). | 0                 |